

L'économie mondiale

■ Un an après la chute du rouble, la croissance est de retour

■ De l'Asie à l'Europe, « Le Monde » analyse ce dynamisme retrouvé et ses limites

■ En Amérique, le risque de surchauffe persiste

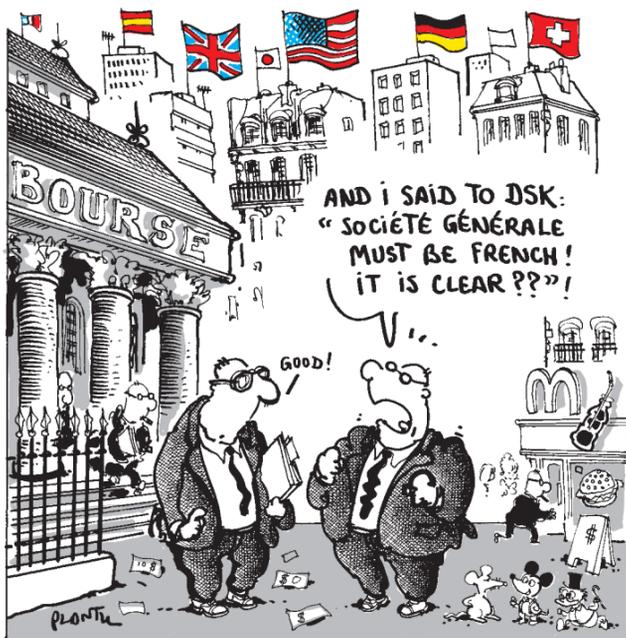
Lire pages 2 et 3

Comment la BNP veut gérer sa victoire

- Dans un entretien au « Monde », le PDG de la BNP revendique toujours un mariage à trois
- Largement majoritaire dans Paribas, Michel Pébereau estime disposer du contrôle effectif de la Société générale avec 39 % du capital
- Il demande à l'Etat de ne pas intervenir

DANS un entretien au Monde, Michel Pébereau, le PDG de la BNP, se félicite du succès remporté par sa banque après la prise de contrôle de 65 % du capital de Paribas. Mais, pour lui, « l'industrie bancaire française mérite mieux » qu'une simple fusion à deux. M. Pébereau considère que les 39 % de la Société générale qu'il affirme détenir désormais lui en donnent le « contrôle effectif » et lui permettront de mener à terme son projet de mariage à trois, SBP (Société générale-BNP-Paribas).

« Nous avons déjà franchi une étape considérable, souligne le patron de la BNP. BNP-Paribas est une réalité. S'il faut un peu plus de temps et un peu plus d'efforts pour parvenir à la réalisation de SBP, l'objectif en vaut la peine. » M. Pébereau affirme ne revendiquer aucune « faveur » des pouvoirs publics auxquels il demande de le laisser faire : « Il y a une situation simple. Le marché s'est prononcé. Il nous a apporté un certain nombre de titres de la Société gé-



nérale. Nous demandons simplement qu'on nous laisse lever ces titres. »

Autorité de tutelle des banques, le Comité des établissements de crédit doit en effet décider si la BNP a le droit de conserver sa participation minoritaire dans la Société générale. Il se réunit mardi 17 août, en fin de journée, et rendra sa décision en début de semaine prochaine. Depuis le début de cette guerre des banques, les pouvoirs publics penchent de fait pour un mariage à trois. A leurs yeux, cette solution, qui créerait un grand champion bancaire national, ne laisserait pas la Société générale à la merci d'un prédateur étranger. Mais Matignon et Bercy démentent l'annonce, par Libération du 17 août, d'une rencontre à ce sujet au cours du prochain week-end entre Lionel Jospin et son ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn.

Lire pages 14 et 15

La Corse et ses caisses

BIEN QUE la saison estivale s'annonce plutôt bonne, l'économie corse pourrait être confrontée, à l'automne, à de nouvelles difficultés. Car l'opération « Mains propres » lancée après l'assassinat du préfet Erignac, en février 1998, a accentué le repli des deux principaux outils financiers de l'île : la caisse régionale du Crédit agricole, visée par une procédure judiciaire, a nettement réduit ses prêts ; et la Caisse de développement de la Corse (Cadec), qui faisait vivre des pans entiers de l'économie depuis sa création, en 1984, a été placée en liquidation amiable le 19 juillet. L'Etat et la collectivité territoriale de Corse tentent de mettre en place un nouveau système de financement de l'économie.

Lire page 8

La sonde Cassini et ses 32 kilos de plutonium font un crochet par la Terre

PACO RABANNE tient-il sa revanche ? L'ex-couturier a confié au Dauphiné libéré s'être emmêlé dans ses prédictions, confondant les déclarations d'une voyante bretonne datant de 1930 et ses propres « perceptions » sur la chute de la station Mir lors de l'éclipse de Soleil. A moins que le mage amateur n'ait en fait confondu la station russe avec un autre engin venu de l'espace ? Mercredi 18 août à 5 h 28 (heure française), la sonde américano-européenne Cassini-Huygens devait en effet frôler la Terre, passant à 1 166 kilomètres d'altitude à une vitesse de 58 000 kilomètres/heure. Cassini profitera du « coup de fouet » donné par l'attraction terrestre pour repartir plus vite encore vers son objectif, Saturne, qu'elle doit rejoindre en 2004.

Or certains s'inquiètent de la présence à son bord de 32 kilos de plutonium, un combustible radioactif « brûlé » dans trois générateurs thermoélectriques et cent dix-sept petites unités de chauffage protégeant les composants électroniques. Ils s'alarment des risques d'une collision avec la Terre, et craignent la dispersion des produits radioactifs dans l'atmosphère à la suite d'une « ren-

trée fortuite ». Selon Marc Natta, chef du département prévention des accidents de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, ces 32 kilos de plutonium 238 représentent une radioactivité équivalente à celle issue des quelque 4,2 tonnes d'oxydes de plutonium 239 et 240 dispersés dans l'atmosphère lors des essais d'armes nucléaires entre 1945 et 1975.

La NASA assure qu'il y a moins d'une chance sur un million pour que Cassini et son chargement s'abîment dans l'atmosphère. Si cet événement « très improbable » se produisait, les études de risques montrent qu'il y aurait, après cinquante ans d'exposition, de 120 à 450 morts supplémentaires par cancer sur la population mondiale. De plus, si l'on veut explorer en détail les confins du système solaire, argumente l'agence américaine, le plutonium est incontournable. Pour alimenter Cassini en énergie, dans la banlieue de Saturne, il faudrait 350 mètres cubes de panneaux solaires, soit 1 tonne supplémentaire, afin de capter des rayons lumineux cent fois plus faibles que sur Terre - « ce qui n'est pas techniquement envisageable dans un avenir proche », reconnaît-on à l'Agence spatiale européenne,

partenaire de l'agence américaine sur cette mission.

Mais les militants antinucléaires ne sont pas convaincus. Michio Kaku, un physicien théoricien, estime qu'en cas d'accident le nombre de morts pourrait être de 200 000 ou plus, « en partant de modèles et d'une méthodologie identiques à ceux de la NASA ». Les critiques font remarquer qu'avant l'explosion de la navette Challenger, en 1986, la NASA évaluait ce risque à 1 sur 100 000, mais admet aujourd'hui qu'il est plutôt de 1 sur 72. Ils font aussi valoir que plusieurs satellites porteurs de charges radioactives sont déjà retombés sur Terre, dans des conditions de transparence pas toujours exemplaires. Le Canada avait dû dépenser plusieurs millions de dollars après la chute dans les territoires du Nord-Ouest du satellite russe Cosmos 954, le 24 janvier 1978. La sonde russo-européenne Mars-96, lancée en décembre 1996, n'a fait que trois ou quatre tours de notre planète avant de sombrer dans le Pacifique, s'éparpillant pour partie au-dessus du Chili, dans le désert d'Atacama...

Hervé Morin

L'Europe fraudée



PIERRE LELONG

SOUS la pression de Bruxelles, la Cour des comptes française se résigne à dénoncer les fraudes aux aides européennes. Pierre Lelong, l'un des « tombeurs » de la Commission Santer en mars, a été choisi par Pierre Joxe pour mettre ses collègues de la Rue Cambon à l'heure européenne.

Lire page 6

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grands-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Escudo ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 818 - 7,50 F



GARNIER
AMBRE SOLAIRE
LAIT HYDRATANT PROTECTION TOTALE
PEAUX SENSIBLES
MEXORYL SX 30
GARANTI PAR LES LABORATOIRES GARNIER

Au Japon, une inquiétante liquidation du passé

C'EST LE TERME « progrès » et non plus « paix » qui a brillé sur la mairie de Tokyo lors de la commémoration, le 15 août, du 54^e anniversaire de la fin de la guerre. Et lors de la traditionnelle cérémonie à la mémoire des morts, à laquelle a assisté l'empereur au palais des arts martiaux (budokan), a été entonné pour la première fois depuis plus d'un demi-siècle l'hymne national *Kimigayo*, à la gloire du monarque. Jusqu'à présent, lors des cérémonies officielles, seule était jouée la musique. Cette fois, l'assistance a chanté : « Que ta vie dure mille vies, huit mille vies, jusqu'à ce que le caillou soit devenu rocher et ait été couvert de mousse. »

L'antienne lente et solennelle de la Maison impériale est désormais, officiellement, par la volonté du Parlement et non plus par la seule coutume, l'hymne national japonais. En apparence anecdotique, la légalisation des emblèmes nationaux nippons (drapeau et hymne), que le Parlement vient de voter à une large majorité, est en réalité révélatrice d'une volonté du gouvernement de réveiller l'esprit national. Outre que ces emblèmes, liés pour nombre de Japonais au militarisme, divisent la nation plus qu'ils ne l'unissent, leur légalisation s'inscrit dans une suite

d'initiatives témoignant de la volonté du gouvernement de balayer les séquelles de l'après-guerre et de renforcer l'identité nationale.

La récession dont l'archipel se dégage difficilement a entamé un déstabilisant, fruit des prouesses économiques, qui conditionnait l'influence du Japon sur la scène mondiale. Elle a fait retomber l'euphorie qui a animé la population au cours des décennies d'expansion. Le discrédit d'une classe politique et d'un monde financier qui, au cours de la période de « bulle spéculative » des années 80, a atteint des sommets en matière de malversations et, aujourd'hui, le coût social des restructurations industrielles (plus grande insécurité de l'emploi, chômage) conjugué à un vieillissement rapide de la population ont entamé la confiance en l'avenir. Et le gouvernement essaie de « sonner le réveil ». L'Agence de planification appelle les entrepreneurs et les épargnants à « prendre des risques » pour dégager l'économie de sa léthargie, et le ministère de l'éducation cherche à développer la fierté nationale chez une jeunesse qui présente des symptômes de malaise.

Philippe Pons

Lire la suite page 11

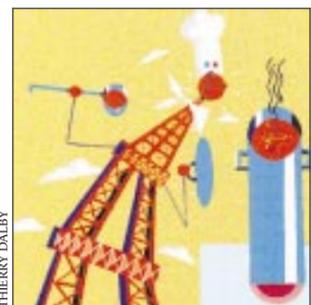


LES SÉRIES DE L'ÉTÉ

Les aliments du monde

2. Un rêve de riz

Cette céréale constitue l'alimentation de la moitié de l'humanité, essentiellement en Asie et en Afrique, sans pour autant bénéficier d'un réel contenu culturel ou affectif auprès des consommateurs. Visionnaire, Henri IV avait rêvé d'associer le riz à une poule en fin de carrière dans sa fameuse poule au pot. La ménagère réalise d'autant plus facilement ce souhait qu'aujourd'hui il y a « le riz qui ne colle jamais ». Reste le fantasme : Silvana Mangano, les pieds dans l'eau de la rizière du delta du Pô. p. 10



À TABLE !

Un Américain à Paris

Correspondant à Paris du New Yorker, Adam Gopnik nous conte ses visites au restaurant L'Arpège, du chef Alain Passard. De la cuisine comme expression d'une guerre entre deux cultures françaises, officielle et pompeuse ou ordinaire et sublime. p. 21

LACS DE FRANCE

La « petite mer » du Der

Le cœur de la Champagne recèle la plus grande réserve d'eau artificielle d'Europe : le lac du Der-Chantecoq, dans la Marne. Largement inconnu des Parisiens, le lac du Der joue pourtant un rôle essentiel pour protéger la capitale des inondations. p. 9

ARTS

Portrait d'un corps

Jusqu'au 26 septembre, le Musée des beaux-arts de Nantes et le FRAC des Pays de la Loire présentent la première rétrospective en France de l'œuvre de l'Autrichienne Maria Lassnig. Depuis la fin des années 40, cette artiste, âgée aujourd'hui de quatre-vingts ans, peint des autoportraits à partir de ses sensations corporelles. p. 23

International	2	Carnet	19
France	6	Emploi/annonces	19
Société	8	Aujourd'hui	20
Régions	9	Météorologie, jeux	22
Horizons	10	Abonnements	22
Entreprises	14	Culture	23
Communication	16	Guide culturel	24
Tableau de bord	16	Radio-Télévision	25

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 18 AOÛT 1999

CONJONCTURE Les inquiétudes nées de la crise monétaire russe, venue s'ajouter il y a juste un an à l'effondrement des économies asiatiques, sont dissipées. La Russie

n'est certes pas parvenue à renouer avec la croissance, mais les conséquences redoutées ne se sont pas produites. Au contraire. ● **L'EUROPE** bénéficie d'une sensible améliora-

tion de sa conjoncture, à commencer par ses deux pays les plus fragiles : l'Allemagne et l'Italie. ● **LES ETATS-UNIS** sont entrés dans leur neuvième année de croissance continue.

● **L'ASIE**, dont le Japon, renoue avec des chiffres positifs. La consolidation de la reprise dépendra de l'engagement de réformes de fond par des gouvernements qui hésitent en-

core. ● **LE NUAGE NOIR** de l'économie mondiale vient aujourd'hui de Wall Street, fortement surévaluée. Une chute brutale aurait des effets inconnus.

Fin d'éclipse pour l'économie mondiale

Oubliées les crises asiatique et russe. L'Asie sort du tunnel, l'Europe se consolide, l'Amérique a entamé sa neuvième année de croissance continue.

Les scénarios noirs de l'été dernier sont dépassés. Seule inquiétude : la surévaluation de la Bourse de New York

UN AN après la crise russe – le rouble a été dévalué le 17 août 1998 – et alors que chacun redoutait une apocalypse économique mondiale il y a encore six mois, les scénarios noirs sont oubliés. L'Asie, y compris le Japon, montre de sérieux signes de reprise ; la Russie vient de renouer avec la communauté internationale ; l'Euro-land, languissant il y a un an, remonte la pente. Ses deux lanternes rouges, l'Italie et l'Allemagne, affichent de meilleures performances. Même l'Amérique latine, hier menacée par une chute du real brésilien et qui souffre cette année, devrait en 2000 renouer avec la croissance. Quant à l'économie nord-américaine, elle poursuit son incroyable course en tête, traversant sa neuvième année de croissance continue. C'est paradoxalement de ses succès que nous parvenions les seuls nuages dans une météo mondiale ensoleillée : les Américains vivent-ils au-dessus de leurs moyens, rendus faussement très riches par une Bourse en folie ? Un krach de Wall Street aurait des répercutions sur toutes les places, enclenchant un mouvement cumulatif dont ils est difficile de deviner l'ampleur.

Mais dans l'immédiat, l'embellie mondiale est bien là. Elle se nourrit au Nord de taux d'intérêt bas et au Sud des injections massives de liquidités déversées depuis deux ans par le Fonds monétaire international (FMI). Dans un document publié lundi 9 août, l'Economist Intelligence Unit (EIU) de Londres, estime que « *les prévisions de crois-*

Le pétrole au plus haut depuis vingt-deux mois

Le cours du pétrole dépasse les 21 dollars, son plus haut niveau depuis vingt-deux mois. Plusieurs facteurs alimentent cette tendance : la baisse de la production décidée en mars par l'OPEP a, cette fois-ci, été respectée (la production mondiale a chuté à 72 millions de barils/jour en juin). La demande, de son côté, a été soutenue (+ 1,5 % pour 1999 à 75 millions de barils/jour en moyenne). A cela se sont ajoutées des informations sur l'évolution des stocks américains, en retrait de 6 % par rapport à août 1998, et sur des difficultés de production, par Texaco au Nigeria par exemple. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la demande mondiale devrait être tirée l'an prochain par le redémarrage des économies asiatiques.

sance mondiale sont désormais de 2,9 % en 1999 et de 3,3 % en 2000 ». Le FMI est encore plus optimiste. Début juillet, son directeur général, Michel Camdessus, indiquait que le taux de croissance de 2,5 % enregistré en 1998 « *pourrait être le point bas du cycle* » et il n'écarterait pas un taux de 3,5 % dès 1999.

Ces bonnes nouvelles sont à relativiser : le Japon sort à peine la tête de l'eau ; l'Asie a encore beaucoup de réformes à engager pour se consolider et la crise y a fait exploser le chômage ; l'Europe a peut-être surmonté son « *trou d'air*», mais ses faiblesses, notamment là aussi son chômage, sont craintes. Revue de détail.

● **LA RUSSIE REDÉMARRE LENTEMENT.** Si aucun des trois premiers ministres que Boris Eltsine a usés en un an n'a vraiment attaqué les réformes structurelles jugées nécessaires et si l'Etat doit toujours quelque 8 milliards de dollars (7,5 milliards d'euros) d'arriérés à ses concitoyens, on est loin du scénario noir qui prévalait au lendemain de la dévaluation du rouble. L'inflation, qui a atteint 83 % en 1998, devrait être relativement contenue en 1999. Le rouble semble se stabiliser à un taux de 23-24 pour un dollar.

La production industrielle a progressé, entre janvier et juillet, de 4,5 % par rapport à la même période de l'année précédente, selon les statistiques officielles. La croissance devrait être négative de 2 % cette année après une chute de 4,6 % en 1998.

● **L'EUROPE AU-DELÀ DU « TROU D'AIR ».** Les avis sont unanimes : les trois pays qui représentent plus de 70 % de la zone euro – la France, l'Allemagne et l'Italie – sont sur la bonne pente. Ce que confirme l'étude de l'Insee parue le 12 août (*Le Monde* du 14 août). Quant à la Grande-Bretagne, elle devrait vivre une période de croissance avec peu d'inflation et de chômage, a estimé mercredi 11 août la Banque d'Angleterre, anticipant un scénario si-

● **LES TIGRES SE REDRESSENT.** L'Asie tirera la reprise économique mondiale, affirme l'EIU, qui prévoit une croissance de 2,3 % en 1999 dans la région, augmentant à 2,5 % l'an prochain et à 3,5 % en 2001.

Pour les économistes, deux conditions sont nécessaires pour une croissance pérenne. D'une part, la reprise des exportations. Les échanges intra-zones, qui représentent entre 20 % et 60 % selon les pays, sont certes stimulés

L'Europe tirée par sa demande intérieure

Tommaso Padoa-Schioppa, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), estime que la hausse des taux d'intérêt européens et la vigueur de l'euro ne feront pas obstacle à la poursuite de la croissance sur le Vieux Continent. « Les chiffres les plus récents confirment nos prévisions selon lesquelles la croissance de l'économie s'accélère à nouveau et que ce processus se poursuivra », affirme M. Padoa Schioppa, qui voit dans la demande intérieure le moteur de la reprise actuelle. M. Padoa-Schioppa est également optimiste sur l'inflation. En dépit de la récente hausse des cours du brut, la barre de 2 % d'inflation fixée en Europe n'est pas menacée, dit-il, même s'il admet que la hausse des prix des matières premières pourrait conduire à un ajustement des prix à la consommation.

miliaire à celui dont profite l'économie américaine depuis quelques années.

Dans son rapport trimestriel sur l'inflation, la banque centrale britannique a révisé à la hausse ses prévisions de croissance (de 1 % à plus de 2 %) et estimé que l'inflation devrait tomber sous les 2 % dans les douze prochains mois. A 4,3 %, le chômage est au plus bas depuis près de vingt ans.

L'Allemagne commence à entrevoir l'embellie tant attendue

FRANCFORT

de notre correspondant

L'Allemagne se trouve dans une phase de transition. Ces derniers mois, elle figurait parmi les mauvais élèves de la classe européenne en matière de croissance. Malgré la bonne tenue de la demande intérieure, ses performances économiques n'en finissaient pas de décevoir, tirant l'euro vers le bas. Les exportations peinaient, les investissements traînaient le pas, tandis que le chômage n'est pas parvenu à passer sous la barre des 4 millions de personnes.

Depuis quelques semaines, le changement d'état d'esprit est notable. Annoncé pour le deuxième semestre, le renforcement de l'activité semble être perceptible et devrait s'accélérer en 2000. A tel point que certains économistes ont même déjà revu légèrement à la hausse leurs prévisions pour l'an prochain.

Début août, l'institut de conjoncture munichois IFO a confirmé l'imminence d'une embellie pour la seconde moitié de l'année.

« *Le changement de tempo sera impulsé par l'industrie et se diffusera positivement sur les services aux entreprises. Les secteurs du commerce et de la restauration, ainsi que les services publics, se rejoindront plus lentement* » à cette dynamique, indique l'institut dans sa dernière étude.

REGAIN D'ACTIVITÉ

Pour le deuxième mois consécutif, en juillet, l'indice IFO du climat des affaires dans l'industrie a évolué positivement, du moins dans l'ouest du pays, car le moral des chefs d'entreprise des Länder de l'ex-RDA est plus en retrait. Bien qu'inférieures au niveau de l'an dernier, les prises de commandes sont réparties à la hausse en avril et en mai. La Bundesbank constate, dans son rapport mensuel de juillet, que « *la récente amélioration des commandes démontre que l'industrie peut se sortir peu à peu du marasme où elle est entrée à la fin de l'année dernière* ». Alors que le ministère des finances a indiqué, mercredi 11 août, une stagnation de la produc-

tion industrielle en juin, provoquant la déception des observateurs, l'IFO attend une croissance industrielle de l'ordre de 3 % en 2000.

Ce regain d'activité reste très dépendant de l'évolution des exportations, dont la reprise déjà perceptible sera, de l'avis général, l'élément déterminant pour l'année prochaine. Pour la première fois de l'année, les chiffres du commerce extérieur révèlent une forte hausse des exportations en juin (+ 4,6 % par rapport à juin 1998). « *L'amélioration de la situation industrielle est portée par la demande extérieure* », observaient les économistes de la Bundesbank en juillet. Le début 1999 avait été particulièrement décevant dans ce domaine, après une année 1998 record.

« *Les crises en Asie, Russie, et en Amérique latine ont handicapé (...) la conjoncture allemande, de manière beaucoup plus forte que ce qui était admis autrefois* », estime l'IFO. Tous les avis concordent donc pour dire que le redressement de la situation en Amérique

plus en plus sévère – le chômage a

atteint un taux record de 4,9 % en juin (3,2 millions de demandeurs d'emploi) – et un collectif budgétaire de 500 milliards de yens a été décidé en juin, destiné à favoriser la création de 700 000 emplois.

Cette timide embellie, qui permet d'espérer une croissance positive à la fin de l'année en cours, demeure fragile : tirée par l'investissement public, elle doit, pour se transformer en véritable reprise, être alimentée par la demande privée. Or l'investissement des entreprises continue à régresser, comme ceux des ménages en matière de logement ; seule la consommation progresse légèrement.

L'économie japonaise souffre d'abord d'une crise de confiance généralisée, des industriels comme des consommateurs, provoquée par la récession la plus longue que le pays ait connue depuis la défaite de 1945. Dans son Livre blanc sur l'économie en 1999, publié au milieu de juillet, l'Agence de planification essaye de « sonner l'alarme » en appelant les Japonais à se dégager de

leur attitude frileuse. Si le Japon veut rester une nation industrialisée leader, ses industriels et ses épargnants doivent prendre des risques ! Caractérisé les années précédentes par son ton léniifiant, le document, rédigé sous la houlette d'un directeur général, Taichi Sakaiya, qui fut auparavant un critique économique acerbe, se veut réaliste et tonique : « *Il est devenu*

relles telles que les participations croisées dans le capital des entreprises et un système financier excessivement dépendant de la valeur des avoirs immobiliers. Aussi lorsque les profits latents se sont évanouis en raison de la chute des prix des terrains, plus personne n'a voulu prendre le risque d'investir et, depuis l'éclatement de la bulle financière (1991), la rentabili-

Echaudés par la plus longue récession que le pays ait connue depuis 1945, les industriels et les épargnants japonais hésitent à prendre des risques

essentiel que le système économique offre les meilleures chances de profit à ceux qui prennent des risques (...).La concurrence est une condition sine qua non de la reprise. »

Selon l'Agence de planification, la récession la plus longue que le Japon ait connue depuis la fin de la guerre (et qui s'est traduite par une croissance nulle ou négative depuis 1997) a des causes structu-

té et la productivité des entreprises ont chuté.

Le Livre blanc met en relief la volonté du gouvernement de faire désormais, moins porter ses efforts sur les réformes (qui sont engagées et se poursuivront) que sur la reprise, tout en incitant les industriels à remédier à deux grands maux : surcapacité et sureffectifs. Allant cependant à l'encontre de

latine et en Asie du Sud-Est (malgré les inquiétudes provenant encore du Japon), ainsi que la stabilisation russe – malgré les ultimes rebondissements politiques – vont désormais jouer en faveur des produits allemands.

Du coup, les prévisions de croissance pour 2000 font preuve d'un optimisme mesuré. Si l'année 1999 devrait s'achever sur des progressions du PIB comprises entre 1,3 % et 2,1 %, selon les prévisions des six principaux instituts de conjoncture, l'année prochaine bénéficiera déjà d'une fourchette plus favorable, entre 2,3 % et 2,7 %. Pour sa part, la Deutsche Bank a même causé la surprise, ces dernier jours, en rehaussant ses prévisions de croissance du PIB 2000 (3 % contre 2,75 %). Mais cette révision est loin de faire l'unanimité. « *Le changement d'ambiance est réel, mais il n'est pas fondé sur suffisamment d'indicateurs pour ne pas rester prudent* », juge un responsable patronal.

Philippe Ricard

La crise de confiance des ménages freine le début de reprise au Japon

TOKYO

de notre correspondant

La situation économique s'améliore mais la reprise reste fragile. Tel est en substance le message du rapport mensuel, publié mardi 10 août, par l'Agence de planification économique : « *Le risque que l'économie se détériore est faible mais il n'y a pas pour autant une reprise soutenue* ». On ne saurait donner meilleure définition de la langueur... La production industrielle a augmenté de 3 %, pour la première fois en trois mois, en raison d'une légère reprise des exportations vers le reste de l'Asie. Au cours du premier trimestre, l'économie a enregistré une croissance de 1,9 %.

Cette légère amélioration est essentiellement due aux plans de relance massifs mis en place en 1998 (40 000 milliards de yens soit 330 milliards d'euros). Si la demande privée continue à stagner, les investissements publics, en revanche, ont augmenté de 3,8 %. Mais un nouveau plan, de 10 000 milliards de yens, s'avère déjà nécessaire. Il devrait être annoncé à l'automne. En revanche, la situation de l'emploi devient de

semble, la région devrait afficher au mieux une stagnation. La baisse des cours des matières premières (cuivre pour le Chili, pétrole pour le Mexique, le Venezuela, la Colombie, café pour la Colombie égalé-ment) l'a touchée de plein fouet. Les produits asiatiques, rendus plus attractifs par l'effondrement des devises, ont provoqué la contraction de ses exportations.

Même si le rebond du prix du pétrole est une bonne nouvelle, cela ne suffira pas pour sortir la région de l'ornière cette année. Au Venezuela, les prévisions de recul économique varient entre 3 % et 10 %. Le Brésil, qui a donné des sueurs froides à la communauté internationale, s'en tire mieux que prévu avec une contraction de 1 % cette année contre des prévisions antérieures de -5 %. La crise brésilienne ne s'est certes pas propagée à l'ensemble de la région mais la dévaluation du real en janvier a sérieusement modifié les termes de l'échange au sein du Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) qui connaît une crise ouverte. L'Argentine, qui écoue 30 % de ses exportations vers son grand voisin, est la plus pénalisée et pourrait connaître une récession de 3,5 % cette année. La Colombie et l'Equateur connaissent leur pire récession depuis cinquante ans.

Passée cette année 1999, l'amélioration devrait être nette dès 2000 : le taux de croissance de la zone devrait dépasser 3 %. Si tout se passe comme prévu.

Babette Stern

latine et en Asie du Sud-Est (malgré les inquiétudes provenant encore du Japon), ainsi que la stabilisation russe – malgré les ultimes rebondissements politiques – vont désormais jouer en faveur des produits allemands.

Du coup, les prévisions de croissance pour 2000 font preuve d'un optimisme mesuré. Si l'année 1999 devrait s'achever sur des progressions du PIB comprises entre 1,3 % et 2,1 %, selon les prévisions des six principaux instituts de conjoncture, l'année prochaine bénéficiera déjà d'une fourchette plus favorable, entre 2,3 % et 2,7 %. Pour sa part, la Deutsche Bank a même causé la surprise, ces dernier jours, en rehaussant ses prévisions de croissance du PIB 2000 (3 % contre 2,75 %). Mais cette révision est loin de faire l'unanimité. « *Le changement d'ambiance est réel, mais il n'est pas fondé sur suffisamment d'indicateurs pour ne pas rester prudent* », juge un responsable patronal.

Philippe Ricard

son diagnostic de la situation économique. Mais elle est peut-être optimiste en pensant que les ménages sont disposés à prendre des risques. Dans un éditorial, le quotidien *Asahi* faisait valoir que l'alternative « *prise de risque ou récession* » est trop simpliste. Les ménages ont été échaudés par l'éclatement de la bulle financière et ses dégâts, et ils ne semblent guère prêts à refaire confiance aux financiers pour gérer leur épargne.

Si le gouvernement demande à la population de prendre des risques, poursuit le journal, il doit aussi apaiser ses inquiétudes : en instaurant par exemple un cadre juridique protecteur des investisseurs garantissant une meilleure transparence et un système de retraite plus rassurant, alors que les restructurations accroissent l'anxiété sur la question de l'emploi. Sans la mise en place d'un pacte social sur de nouvelles bases, les épargnants ou les consommateurs seront peu disposés à prendre des risques. Et la langueur risque de se poursuivre.

Philippe Pons

Nouvelles manifestations anti-Milosevic en Yougoslavie

BELGRADE. Quelque mille personnes se sont rassemblées, lundi 16 août, à Kragujevac (centre du pays) et plusieurs centaines à Valjevo (centre) et Leskovac (sud) pour manifester contre le régime de Slobodan Milosevic, a rapporté l'agence indépendante Beta. Tous ont demandé la démission du président yougoslave. A Kragujevac, Pavic Pbradovic, vice-président de la Social-démocratie (SD), parti membre de la coalition Alliance pour les changements (SZP), a appelé l'opposition à s'unir. *« Nous ne pouvons pas attendre encore un an [pour renverser M. Milosevic], car dans un an la Serbie restera sans possibilité de regagner le Kosovo, le Monténégro fera sécession et qui sait quel malheur viendra encore s'abattre sur ce pays ? ! »*, a-t-il dit aux manifestants. – (*AFP*)

Le Hezbollah libanais accuse Israël du meurtre d'un de ses responsables

SAÏDA (Liban). Le Hezbollah libanais a accusé Israël, lundi 16 août, du meurtre, le même jour, de l'un de ses responsables, Ali Dib, dans l'explosion de sa voiture à proximité de Saïda, chef-lieu du Liban-sud. *« Le premier ministre de l'ennemi [Ehoud Barak] porte la responsabilité de cette opération », a déclaré le responsable du Hezbollah au Liban-sud, cheikh Nabil Kaouk, qui a promis que cet attentat ne resterait pas impuni. Selon une hypothèse des services de sécurité, Ali Dib aurait été tué par l'explosion télécommandée d'une charge placée au bord de la route, déclenchée par des avions israéliens qui survolaient Saïda lors de l'attentat. Quelques heures après cet attentat, l'aviation israélienne a bombardé à plusieurs reprises les environs de villages situés hors de la zone occupée par Tshahal. Un câble de haute tension a été détruit, entraînant une coupure de courant dans sept villages.* – (*AFP, Reuters.*)

AFRIQUE

■ **NIGERIA : le nombre de licences de commercialisation de pétrole brut va être réduit** par la Compagnie nationale nigériane du pétrole (NNPC). Celle-ci a annoncé, lundi 16 août, qu'à partir du 1^{er} octobre, seules seize compagnies seront autorisées à commercialiser le brut nigérian, contre quarante-cinq actuellement. La NNPC souhaite mettre un terme aux pratiques de pots-de-vin et de détournements, qui ont profité par le passé aux familles de la haute hiérarchie militaire. – (*AFP*)

AMÉRIQUES

■ **CHILI : la famille du chanteur chilien communiste Victor Jara a porté plainte**, lundi 16 août, contre Augusto Pinochet, actuellement détenu à Londres. Victor Jara avait été exécuté quelques jours après le coup d'Etat du 11 septembre 1973 dans le stade de Santiago qui porte aujourd'hui son nom. – (*AFP, Reuters.*)

■ **ÉTATS-UNIS : une entreprise d'élevage de porcs, Premium Standard Farms, a accepté** de verser 25 millions de dollars à l'Etat du Missouri pour avoir violé la loi sur la protection de l'eau, a indiqué, lundi 16 août, le *New York Times*. Premium Standard Farms, qui élève plus de deux millions de porcs par an, était accusée d'avoir déversé à plusieurs reprises du lisier dans les rivières contiguës à ses fermes. – (*AFP*)

■ **Lamar Alexander a annoncé son abandon**, lundi 16 août, dans la course à la Maison-Blanche. Le candidat républicain, ancien gouverneur du Tennessee, n'était arrivé que sixième lors du vote indicatif organisé dimanche par son parti dans l'Iowa. – (*AFP*)

ASIE

■ **CHINE/JAPON : Pékin a dénoncé** la présence de huit ministres japonais aux cérémonies qui ont commémoré, dimanche 15 août, la fin de la seconde guerre mondiale, au sanctuaire de Yasukuni (Japon), où sont honorés des criminels de guerre. – (*AFP*)

■ **CHINE : l'armée chinoise a déployé** sa force, lundi 16 août, dans les rues de Pékin – pour la première fois depuis la répression de Tiananmen en 1989 – à l'occasion d'une répétition générale du défilé militaire prévu le 1^{er} octobre pour le cinquantième anniversaire du régime communiste. Des centaines de chars, de blindés, de transport de troupes et de missiles ont traversé la capitale d'est en ouest, bloquant la principale artère de la ville pendant trois heures. – (*AFP*)

■ **SRI LANKA : la marine sri-lankaise a coulé**, lundi 16 août, deux bateaux qui transportaient des munitions destinées au mouvement des Tigres de libération de l'Elam tamoul (LTTE). D'autre part, treize séparatistes ont été tués lors de combats survenus dimanche. – (*AFP*)

EUROPE

■ **GRANDE-BRETAGNE : le gouvernement britannique est décidé** à mener au grand jour ses expérimentations sur les organismes génétiquement modifiés (OGM) et a publié, lundi 16 août, la localisation précise de quatre fermes-test, en dépit des appels des professionnels, inquiets des récentes actions de militants écologistes. Trois des sept cultures expérimentales d'OGM actuellement en cours en Grande-Bretagne ont été vandalisées ces dernières semaines par des militants écologistes de Greenpeace et d'autres organisations. – (*AFP.*)

PROCHE-ORIENT

■ **ÉTATS-UNIS/PROCHE-ORIENT : la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright se rendra** au Proche-Orient et en Asie à partir du 1^{er} septembre, a annoncé, lundi 16 août, un porte-parole du département d'Etat. M^{me} Albright, qui avait repoussé sa visite au Proche-Orient prévue initialement en août, ira au Maroc, puis en Egypte, où elle rencontrera le président Hosni Moubarak. Elle doit arriver en Israël le 2 septembre pour des entretiens avec des responsables israéliens et palestiniens. – (*AFP*)

■ **IRAN : quatre touristes occidentaux et leur guide iranien enlevés, samedi 14 août, à Kerman, dans le sud de l'Iran, « se portent bien »**, a affirmé, lundi, un responsable local cité par l'agence officielle IRNA. *« L'un des touristes enlevés a téléphoné à un bureau des services de sécurité pour l'informer que les otages se portent bien »*, a-t-il affirmé. Le ministre iranien de l'intérieur, Abdolvahed Moussavi-Lari, a affirmé que les forces de sécurité avaient *« identifié les principaux auteurs »* de l'enlèvement, qui sont selon lui *« des trafiquants de drogue »*. – (*AFP*)

Les indicateurs économiques de l'Algérie sont au rouge

ALGER. Les indicateurs économiques sont au rouge pour 1999 en Algérie, selon le ministère algérien des finances. Les recettes budgétaires, réalisées durant les cinq premiers mois de 1999, se sont chiffrées à 309 milliards de dinars (30 milliards de francs environ), soit une baisse de 3,8 % par rapport à la même période de 1998. Cette baisse a touché la fiscalité pétrolière, principale source de devises du pays, dont les produits ont atteint 170,5 milliards de dinars à la fin mai, contre 182,4 milliards sur la même période de l'année 1998 (soit une baisse de 6,5 %). Sur la même période, l'excédent de la balance commerciale a baissé à 667 millions de dollars contre un excédent de 800 millions de dollars en 1998. En revanche, le taux de croissance industriel hors hydrocarbures a connu une nette augmentation (3,2 % au 1^{er} semestre 1999). Cette hausse s'explique par la réparation du deuxième haut fourneau du complexe d'El-Hadjar (ouest algérien) en panne depuis plusieurs années.

Investi par la Douma, Vladimir Poutine promet de « rétablir l'ordre » en Russie

Les députés ont évité la dissolution à quatre mois des législatives

Les députés de la Douma ont investi, lundi 16 août, le candidat du Kremlin, Vladimir Poutine, au poste de premier ministre. 233 députés

VLADIMIR POUTINE, l'homme des services secrets, celui que le président Boris Eltsine a choisi comme nouveau premier ministre et comme candidat favori à sa succession, a franchi son premier obstacle. Une semaine après avoir été choisi par le président russe, le *« dauphin »* a été investi, lundi, à une faible majorité, mais au premier tour, par les députés de la Douma, qui craignaient visiblement une dissolution de leur assemblée. Ce qui les aurait privés de moyens pour mener la campagne électorale pour les législatives prévues en décembre. *« La Douma a voté pour le maintien de l'ordre constitutionnel et sa propre préservation », a commenté, peu après le vote, Viktor Ilioukhine, un leader communiste qui n'a pas participé au scrutin. « Les députés ont voté pour les élections. Un vote contraire aurait signifié pour eux la perte des appareils techniques nécessaires pour la campagne électorale », estime, pour sa part, le député ultranationaliste Alexeï Mitrofanov, dont le groupe dirigé par Vladimir Jirinovski a voté à l'unanimité pour M. Poutine.*

Lors de son discours d'investiture, Vladimir Poutine s'est posé en partisan de *« l'ordre et la discipline la plus dure dans le pays »*, plongé dans une grave crise poli-

tique par les limogeages successifs de premiers ministres. Il a ensuite promis son soutien à l'armée – *« nous voulons que les militaires soient de nouveau respectés dans notre pays »* – et au complexe militaro-industriel – *« il faudra annuler ses dettes envers le budget »*. Le premier ministre a souhaité une diplomatie *« plus offensive »* et l'utilisation de *« mesures économiques dures »* pour défendre les minorités russes à l'étranger, que *« nous n'avons pas le droit de laisser traiter comme des citoyens de deuxième catégorie »*.

M. Poutine a affirmé vouloir

La Russie exclut d'« abandonner » le Caucase du Nord

Boris Elstine a déclaré, mardi 17 août, que la Russie n'abandonnerait jamais le Caucase du Nord, où les forces russes affrontent les séparatistes islamistes du Daghestan. « Cela n'arrivera pas, a indiqué le président russe. Toutes les discussions à ce sujet ne sont que des bavardages. » Le commandant russe pour le Nord-Caucase, le général Viktor Kazantsev, a annoncé, lundi, « une offensive décisive » pour mercredi. Estimant avoir « montré une fois de plus que nous savons faire la guerre », il a annoncé que les forces russes allaient « battre les bandits jusqu'à leur destruction totale ».

Lors d'une conférence de presse dans le sud-ouest du Daghestan, le chef des islamistes, le Tchétchène Chamil Bassaïev, s'est quant à lui dit confiant dans la victoire sur les Russes. Bien que Moscou ait à plusieurs reprises affirmé que les séparatistes islamistes étaient *« totalament encerclés »*, le centre de presse du ministère russe de l'intérieur à Makhatchkala a indiqué qu'ils avaient reçu dans la nuit de lundi à mardi des renforts venant de la Tchétchénie voisine. – (*AFP*)

La junte birmane semble vouloir ménager l'opposante Aung San Suu Kyi

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

En 1988, le moment fort du soulèvement étudiant contre le régime militaire en Birmanie avait été, le 8 août, rebaptisé le « 8888 », dont le onzième anniversaire s'est déroulé dans le calme. Comme le chiffre 9 est jugé de bon augure par les Birmans, l'opposition en exil a lancé un appel au soulèvement à l'occasion du 9 septembre, le « 9999 ». Selon des étudiants exilés, la junte aurait déjà réagi en interpellant 120 personnes depuis le début du mois d'août. Le pouvoir militaire, qui dément ces arrestations, affirme de son côté avoir saisi des documents appelant à l'*« insurrection générale »* ainsi que, par exemple, des tee-shirts portant l'inscription *« Victoire le 9999 »*. On ne badine pas avec la sécurité à Rangoun, où les universités sont fermées au moins un an sur deux et les prisons pleines.

CHANGEMENT D'APPROCHE EN OCCIDENT

Mais à la surprise générale, le général Kya Win, chef adjoint des services de renseignement, a déclaré avoir appris que *« des gens responsables au sein de la Ligue nationale pour la démocratie [le mouvement d'opposition que dirige la très populaire Aung San Suu Kyi] avaient mis en garde leurs membres contre toute implication »* dans le « mouvement 9999 ». *« Toutefois, a ajouté l'officier, la direction de la Ligue n'est pas en position de savoir tout ce qui se passe à la base. »* En langage plus clair, pour la première fois depuis longtemps, les militaires semblent épargner la lauréate du prix Nobel de la paix 1991, pourtant officiellement qualifiée de *« traître »* ou d'*« étrangère »* (pour avoir épousé un universitaire britannique, décédé cette année).

S'agit-il d'une tentative de débloquer une impasse qui dure depuis des années ou d'un simple maquillage ? Au pouvoir en Birmanie depuis près de quatre décennies, l'armée serait-elle sensible à la lassitude des Occidentaux ou de certains de ses partenaires de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), face à l'immobilisme d'un régime qui bafoue les droits de l'homme, plonge un pays au riche potentiel dans une misère croissante et continue de faire affaire avec les marchands de drogues ? Commence-t-elle à réaliser que l'isolement, pratiqué sous la dictature du général Ne Win (1962-1988), n'est plus un recours valable au crépuscule du XX^e siècle ?

La junte a en tout cas pris note, à la mi-août, d'une déclaration de Aung San Suu Kyi au quotidien *Asian Wall Street Journal* indiquant qu'elle n'était plus hostile à ce que des négociations s'ouvrent en son absence entre son mouvement et les militaires, comme ceux-ci le souhaitent. Elle aurait ainsi fait le premier pas, cédant à certains de ses partisans qui lui reprochaient de faire preuve de trop d'obstination.

Au même moment, les Occidentaux semblent changer d'approche à l'égard des généraux birmans, pourtant jugés indécrottables. Début août, Chris Sidoti, commissaire australien pour les droits de l'homme, s'est rendu à Rangoun où il a rencontré des généraux et Aung San Suu Kyi. A son retour, il a préconisé d'engager directement des discussions sur les questions humanitaires avec les militaires, puisque ceux-ci sont au pouvoir et qu'ils ont manifesté, a-t-il ajouté, leur *« intérêt »* pour la création d'une commission birmane des droits de l'homme, du type de celle que le dictateur indonésien Suharto avait acceptée quelque temps avant sa chute

« continuer les réformes » économiques qui *« ne sont pas un but en soi »* mais *« un mécanisme pour améliorer la vie des gens »*. M. Poutine a réitéré des promesses déjà faites par les nombreux chefs de gouvernements qui l'ont précédé. Il a ainsi dit vouloir résoudre, *« d'ici octobre, le problème des arriérés de salaires et de pensions et ensuite les augmenter »*. M. Poutine a confirmé que *« la plupart des ministres »* conserveraient leurs postes dans le prochain gouvernement.

Se posant en garant de *« l'inté-grité territoriale de la Russie »* qui

« ne peut être mise en question », le nouveau chef du gouvernement russe a promis de résoudre le conflit armé au Daghestan sans instaurer l'état d'urgence, qui pourrait amener à l'annulation de toutes les élections. *« Je pense, a-t-il dit, que nous réussirons à limiter la zone de conflit et éteindre la braise sans faire appel à une telle mesure. »*

PAS D'ÉTAT D'URGENCE

Répondant aux préoccupations des députés, le nouveau premier ministre s'est engagé à surveiller le bon déroulement des élections. Le président russe Boris Eltsine a répété lundi, *« clairement, encore une fois »* qu'il n'était *« pas question d'instaurer l'état d'urgence »*. Son nouveau premier ministre a cependant reconnu que la situation avait *« empiré »* dans le Caucase du Nord, citant les *« points chauds »* de la Tchétchénie, de l'Ossétie du Nord, de l'Ingouchie et de la Karatchaïevo-Tcherkessie. Evoquant ses chances, jugées minces, à l'élection présidentielle de l'été 2000, M. Poutine a estimé que *« son droit à se présenter dépendra des résultats de [son] gouvernement »*. *« S'il n'y a pas de ré-sultats, il n'y a rien à discuter »*, a-t-il ajouté. – (*AFP, Reuters, Bloomberg.*)

Le Rwanda et l'Ouganda s'affrontent au Congo-Kinshasa

en mai 1998. La junte a également donné son feu vert à la visite longtempes reportée d'Alvaro de Soto, secrétaire général adjoint de l'ONU, désormais attendu à Rangoun au mois de septembre. Cette dernière initiative est appuyée par les Etats-Unis.

DÉROUTE ÉCONOMIQUE

Auparavant, la Banque mondiale avait envisagé de maintenir une offre conditionnelle de crédits évoquée en octobre 1998. En mai de cette année, l'Union européenne a accepté, pour la première fois, la *« présence passive »* de délégués birmans à une réunion de hauts fonctionnaires dans le cadre de la coopération avec l'Asean. Bien entendu, le calcul occidental tient compte de la déroute économique de la Birmanie, dont les caisses sont vides, où le tourisme ne prend pas son élan et où les investissements étrangers sont en chute libre.

Un obstacle majeur demeure sur le plan politique. La LND avait emporté de haute main des élections législatives organisées par les militaires en 1990. Ceux-ci n'ayant pas analysé ce scrutin, la LND a constitué un comité parlementaire permanent, illégal aux yeux du pouvoir, qui en exige la dissolution. Pour Aung San Suu Kyi, ce serait se priver de son principal atout, la légitimité populaire du vote de 1990. Un déblocage de l'impasse politique n'est donc sans doute pas pour demain. Le pouvoir militaire fait peut-être le calcul que, de guerre lasse, les Occidentaux finiront par afficher moins d'intransigeance. A moins qu'ils ne commencent à réaliser que le temps ne joue pas forcément en leur faveur.

Jean-Claude Pomonti

Le Rwanda et l'Ouganda s'affrontent au Congo-Kinshasa



puyée par le Rwanda, refuse. Celle-ci est dirigée par Emile Ilunga, qui avait évincé au mois de mai Ernest Wamba dia Wamba à la tête du mouvement rebelle. Le Rwanda justifie la présence de ses troupes en RDC par la nécessité de combattre les milices Interahamwe, qui avaient participé au génocide des Tutsis et des Hutus modérés en 1994 au Rwanda et qui ont aidé à installer M. Kabila au pouvoir.

Ce regain de tension inquiète le

secrétaire général du Conseil de sécurité des Nations unies, Kofi Annan. Lundi, il a exhorté l'Ouganda et le Rwanda à *« mettre fin immédiatement aux combats »*, qui, en outre, violent une trêve négociée, pour permettre la vaccination de quelque dix millions d'enfants contre la poliomyélite dans l'ex-Zaïre.

Par ailleurs, le président rwandais Pasteur Bizimungu et son ministre de la Défense, Paul Kagamé, ont rencontré le président ougandais Yoweri Museveni, lundi, dans le sud-ouest de l'Ouganda, afin de trouver une solution à cette crise, dont les deux parties s'accusent mutuellement d'être responsables. Les résultats des pourparlers n'étaient pas connus mardi matin.

Mercredi, la Communauté de développement de l'Afrique australe, organisme de coopération régionale, se penchera sur ce conflit lors de son sommet annuel, à Maputo (Mozambique). Trois des quatorze pays qui la composent – Zimbabwe, Namibie et Angola – sont engagés aux côtés de M. Kabila. – (*AFP, Reuters, AP*)

L'Espagne et le Maroc cherchent à éviter une querelle ouverte sur Ceuta et Melilla

Les deux territoires traversent une crise politique aiguë

À la faveur de la crise politique qui agite les enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla depuis le mois de juin, le Maroc a relancé son éternelle

revendication de souveraineté sur ces deux territoires. Pour le gouvernement espagnol, le statut des deux enclaves n'est pas négociable. Lors

d'une visite, lundi 16 août, au Maroc, le président du gouvernement espagnol, José María Aznar, s'est abstenu de tout commentaire à ce sujet.

MADRID

de notre correspondante

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le président du gouvernement espagnol, José María Aznar se sera montré plus que laconique, lundi 16 août, à Rabat, lors de sa visite protocolaire auprès du roi Mohamed VI. Il s'est abstenu du moindre commentaire devant la presse sur la question des deux enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla (nord du Maroc). Probablement parce que la position du gouvernement sur ce point est limpide : leur statut n'est pas négociable.

Une position que n'ont pas manqué de rappeler, ces derniers jours, de nombreux hommes politiques espagnols après les récentes déclarations du premier ministre marocain, Abderrahman Youssoufi sur les ondes de la radio espagnole SER. Mettant à profit la crise politique que traversent Ceuta et Melilla, M. Youssoufi a revendiqué de manière à peine dissimulée la souveraineté du Maroc sur ces deux enclaves. Il est temps de « réfléchir conjointement sur un nouveau statut pour Ceuta et Melilla » et « de préparer sérieusement l'opinion publique espagnole à accompagner cette réflexion », a-t-il déclaré.

M. Youssoufi, pour qui la situation de Ceuta et de Melilla ne peut rester ce qu'elle est, ne fait qu'exprimer une revendication que le Maroc réaffirme depuis quarante-trois ans. Mais jamais les propositions marocaines n'ont obtenu gain de cause auprès de l'Espagne.

Depuis les élections municipales du 13 juin, Ceuta et Melilla, qui comptent respectivement 70 000 et 60 000 habitants, traversent une véritable crise institutionnelle. Les problèmes ont commencé dès la publication des résultats du scrutin. Le parti GIL (Groupe indépendant libéral) de Jesus Gil, sort vainqueur des urnes, frôlant même la majorité absolue. Depuis, les partis traditionnels, Parti socialiste et Parti populaire (parti du gouvernement espagnol) principalement, tentent, par tous les moyens, de faire barrage à Jesus Gil, personnalité haute en couleurs, qui a promis de « nettoyer » Ceuta et Melilla, qui sont le théâtre d'une importante immigration illégale, du fait de leur situation géographique. Pour la classe politique espagnole, Jesus Gil représente clairement « un danger pour la démocratie ».

A 65 ans, M. Gil, qui est maire de Marbella et président du club de

football Atlético de Madrid, fait l'objet de plus de quatre-vingts procédures judiciaires et est fortement soupçonné d'avoir des liens avec la mafia sicilienne. Le premier scandale remonte à 1969. Jesus Gil, qui se lançait alors dans l'immobilier, avait fait construire le complexe résidentiel de Los Angeles de San Rafael (à une soixantaine de kilomètres de Madrid). Mais, peu de temps après la fin des travaux, le plafond de la résidence s'effondra. Trois cents personnes étaient alors attablées dans le restaurant. Bilan : 58 morts. Jesus Gil a été condamné pour imprudence. Après dix-huit mois de prison, il recouvrait la liberté ayant été gracié par Franco.

DES PEURS JUSTIFIÉES

Souvent grossier, voire violent, Jesus Gil se vante de son impunité. « Les gens normaux, on leur envoie le fisc. Moi, le fisc, je m'en bats les couilles », est l'une de ses répliques tristement célèbres ; ou cette autre : « La politique, c'est un ramassis d'incompétents. Moi, je ne les prendrais même pas comme garçons de courses dans mon entreprise. » Jesus Gil ne cache pas non plus qu'il n'aime pas avoir les mains liées. Il ne se lasse pas de ra-

conter comment, fatigué de faire du vélo d'appartement derrière une fenêtre qui donnait sur un immeuble en construction à Marbella, il a ordonné sa démolition.

On comprend mieux, dans ces conditions, les angoisses des partis politiques espagnols. Des peurs d'autant plus justifiées que les projets du GIL, pour Ceuta notamment, sont clairement financiers. Les avantages fiscaux importants dont bénéficient les entreprises qui y installent leur siège – 50 % de réduction sur l'impôt sur les sociétés – attirent Jesus Gil, dont l'entreprise Gilmar est spécialisée dans l'immobilier.

Pour empêcher le GIL d'accéder au pouvoir, les partis traditionnels ont donc décidé de sceller une « union sacrée ». C'est alors qu'ont commencé les vrais problèmes. Sur fond de corruption et d'accusations en tout genre, cette union sacrée connaît des hauts et des bas depuis l'élection à Melilla d'un maire indépendant d'origine marocaine, avec les voix du GIL et des socialistes, jusqu'à la défection, la semaine dernière, vers le GIL, d'une conseillère socialiste, que son ancien parti accuse aujourd'hui d'avoir été soudoyée. – (Intérim.)

L'Allemagne ne dramatise pas la profanation de la tombe d'Ignatz Bubis

FRANCFORT

de notre correspondant

Deux jours après l'inhumation, à Tel-Aviv, de l'ancien chef de la communauté juive allemande, les hommages ont laissé la place à la consternation. La tombe d'Ignatz Bubis, enterré dimanche 15 août, en présence de hautes personnalités israéliennes et allemandes, a été profanée par un artiste peintre juif d'origine allemande, Meir Mendelson. Le tombeau a été aspergé de peinture noire, avant que les ouvriers n'aient eu le temps de l'enveler sous la terre. Le monument funéraire était encore ouvert, conformément à la tradition juive,

qui fixe un délai de trente jours avant de poser la pierre tombale.

Pour justifier son geste, d'autant plus inattendu que Ignatz Bubis avait souhaité reposer en Israël par crainte de profanation en Allemagne, Meir Mendelson a expliqué que le défunt était un « collaborateur » des Allemands, « un homme terrible », qui avait « ouvert des bordels à Francfort », sa ville de résidence. La vice-présidente de la communauté juive d'Allemagne, Charlotte Knobloch, a qualifié d'« indigne » cet acte. « On ne peut malheureusement rien faire contre des fous. Nous en avons déjà fait l'expérience par le passé », a-t-elle

dit, sans vouloir dramatiser davantage. Les journaux du mardi 17 août signalent l'incident, sans plus. Certains y voient la traduction d'une certaine incompréhension en Israël envers les juifs allemands, qui ont choisi de poursuivre leur existence dans le pays de la Shoah.

Cette profanation est survenue au moment où les responsables et les médias allemands continuaient de célébrer le rôle de cet avocat de la tolérance, défenseur infatigable de la mémoire du génocide et du droit des minorités. Le président de la République fédérale, Johannes Rau et le ministre de l'inté-

rieur, Otto Schily, s'étaient déplacés à Tel-Aviv. Mais l'absence du chancelier Schröder et celle de son prédécesseur, Helmut Kohl, ont été remarquées : le quotidien *Süddeutsche Zeitung* s'interroge ainsi sur la faible représentation des hommes politiques allemands aux funérailles. « Je n'exigeais pas que Schröder vienne, mais j'attendais cela de lui », a dit l'un des responsables de la communauté juive allemande cité par le journal, qui y voit la confirmation des difficultés qu'avait Ignatz Bubis à être considéré comme un Allemand.

Philippe Ricard

Encore de la cocaïne dans une valise diplomatique américaine ?

WASHINGTON

de notre correspondant

Que se passe-t-il donc à l'ambassade américaine à Bogota ? Après l'arrestation pour trafic de cocaïne de l'épouse du responsable de la lutte anti-drogue, six à huit autres membres du personnel ou de leur famille sont l'objet d'une enquête pour savoir s'ils ont eux aussi utilisé la valise diplomatique pour envoyer de la poudre blanche aux Etats-Unis. L'ambassade – fortement protégée contre les guérilleros de gauche et les narco-trafiquants – a, par ailleurs, été accusée de vivre repliée sur elle-même, avec une mentalité d'assiégée. Tout cela embarrasse Washington, de plus en plus impliqué en Colombie où la situation ne cesse de se dégrader : les guérillas marquent des points et les cartels accroissent leurs exportations de cocaïne et d'héroïne.

Laurie Anne Hiett, femme du colonel James Hiett, vient d'être remise en liberté sous caution par un tribunal de New York. Elle a en effet envoyé six paquets de cocaïne via la valise diplomatique en avril et mai ; elle avait indi-

qué sur la déclaration de douane qu'il s'agissait de tee-shirts, de café, de livres ou de produits d'artisanat. Or ceux-ci n'atteignent pas la même valeur marchande dans les rues américaines que les quelque 7 kilos ainsi postés, estimés à 180 000 dollars (environ autant d'euros).

LES NERFS À FLEUR DE PEAU

L'épouse de l'officier a affirmé avoir été menacée par le chauffeur de son mari, Jorge Alfonso Ayala, avec lequel elle écumait le quartier branché de Zona Rosa. M. Ayala, vieil employé de l'ambassade, dément formellement et affirme au contraire que M^{me} Hiett abusait de la cocaïne et lui avait demandé de lui fournir sa consommation personnelle. Le comportement de cette dernière étonnait depuis quelques mois la communauté américaine de Bogota, écrivait le *Miami Herald* et le *Washington Post*, au point que son mari avait cessé de l'amener à des réceptions et que ses collègues enseignants lui trouvaient les nerfs un peu trop à fleur de peau.

Le colonel Hiett, qui supervisait, depuis le début de l'année 1998, les 200 à 300 conseillers militaires chargés de la formation anti-drogue, a demandé à être rappelé. Mais l'affaire concernant son épouse a porté un coup sérieux au mythe de l'incorruptibilité américaine. Ces militaires et diplomates impeccables, souvent arrogants, impatientes de résultats, auraient eux aussi leurs faiblesses. L'argent est corrompeur, il coule à flots à Cali et Medellín, mais aussi chez les narco-terroristes, de gauche comme de droite. Déjà, à la fin de l'année dernière, le ministre de la justice colombien, Jaime Bernal, avait affirmé que l'armée de l'air colombienne – dont un avion-cargo avait été arraisonné en Floride avec 744 kilos de cocaïne – bénéficiait de complicités, peut-être officielles, aux Etats-Unis. Comme l'a remarqué le représentant démocrate, Elijah Cummings : « S'il n'y avait pas de demande, on n'aurait pas besoin de s'inquiéter de ce qui se passe en Colombie ! »

Patrice de Beer

Au Brésil, le procès des policiers militaires accusés du massacre des « sans-terre »

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Faute d'un tribunal à la hauteur de l'événement, c'est dans le grand auditorium de l'université d'Amazonie de Belem (capitale de l'Etat du Para) que s'est ouvert, lundi 16 août, le procès des cent cinquante policiers militaires, dont trois officiers, inculpés à la suite du massacre de dix-neuf militants du Mouvement des sans-terre, au cours d'une opération de répression menée le 17 avril 1996, près de la localité d'Eldorado do Carajas.

Accoutumée à défrayer la chronique par ses exactions et son industrie du racket, la police militaire brésilienne (sorte de gendarmerie) se retrouve, une fois n'est pas coutume, dans le box des accusés. Divisé en vingt-sept sessions ayant requis la sélection de

189 jurés, ce procès marathon ne devrait prendre fin qu'à la mi-décembre.

Les images filmées par une chaîne de télévision régionale ne laissent aucun doute sur les circonstances du carnage : chargés de dégager une route bloquée par des manifestants, en signe de protestation contre les lenteurs de l'administration à propos d'un projet de réforme agraire, les forces de l'ordre avaient aussitôt ouvert le feu sur la foule qui les avait accueillies avec des jets de pierres et de morceaux de bois.

CHARGES ACCABLANTES

Les rapports des médecins légistes ont également démontré que plusieurs victimes ont été poursuivies dans les bois avoisnants avant d'être froidement exécutées, certaines à l'aide de ma-

chettes ou de faux abandonnées dans leur fuite. En dépit de ces charges accablantes, la tâche des avocats de l'accusation semble, selon la presse brésilienne, relever de la mission impossible face aux invraisemblables lacunes présentées par le dossier d'instruction.

Aucun examen n'a ainsi été réalisé sur les uniformes souillés de sang. Encore plus étonnant, l'une des listes mentionnant la répartition des armes utilisées durant le raid sanglant a mystérieusement disparu d'une caserne, avant de réapparaître, probablement falsifiée, quelques jours plus tard.

Premier accusé cité à comparaître, le colonel Mario Pantoja, commandant de l'opération, a invoqué, comme prévu, la légitime défense, tout en affirmant qu'il avait « suivi les instructions du gouverneur » Almir Gabriel, allié poli-

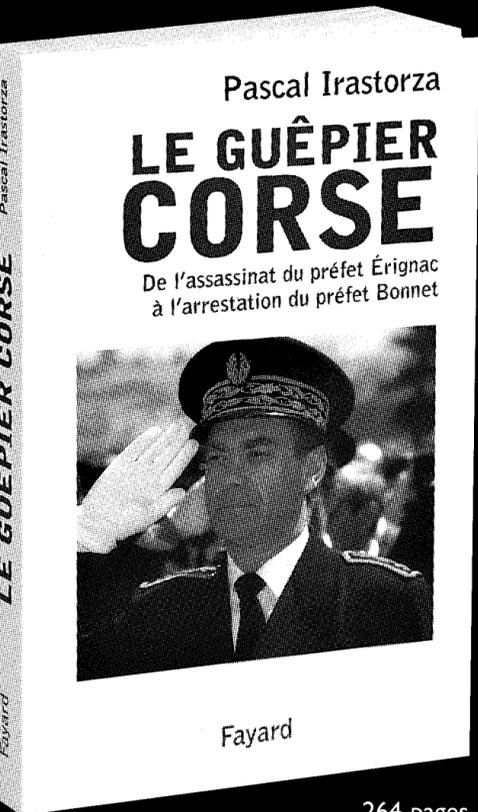
tique du président Fernando Henrique Cardoso.

Finalement installées par l'Institut de colonisation et de réforme agraire (Incra), peu après la tuerie, dans la fazenda dont elles revendiquaient l'expropriation, les familles des victimes, qui n'ont pas été autorisées à assister au procès, ont décidé d'organiser une veille permanente aux abords de la cour d'assises improvisée, cernée par un imposant service d'ordre.

L'Association des policiers militaires du Para a prévu une mobilisation similaire. Son président, le capitaine Luiz Fernando Furtado, est depuis jeudi aux arrêts de rigueur pour avoir promis des « déclarations massives » au sein de sa corporation en cas de condamnation des accusés.

Jean-Jacques Sevilla

CORSE



264 pages
98 F

« Le premier livre consacré à cette ténébreuse affaire... Une investigation balancée, nourrie de faits et de révélations puisées auprès de quantité d'informateurs. De la belle ouvrage! »

Jean Guisnel, *Le Point*

FAYARD

CORSE La saison estivale s'annonce plutôt bonne, mais la Corse risque d'être confrontée à des difficultés économiques. Les deux principaux outils financiers de l'île sont

mal en point : la Caisse régionale du Crédit agricole, visée par une procédure judiciaire, a réduit ses activités de prêt, et la Caisse de développement de la Corse (Cadec) a été pla-

cée en liquidation amiable. ● LA JUSTICE EXAMINE les éventuelles responsabilités des pouvoirs publics dans la dérive des allègements de dettes concédés aux agriculteurs par

le Crédit agricole de 1989 à 1996. ● LA CADEC AVAIT MENÉ une politique de soutien abusif à l'économie, notamment dans le financement de la filière « pierre ». ● LA

DISPARITION D'UN FANION de la caserne d'Ajaccio suscite des tensions entre l'inspection des finances, accusée du vol, et la gendarmerie chargée de l'enquête.

Les lendemains qui déchantent de l'économie corse

L'opération « Mains propres » a accentué le repli des deux principaux outils financiers de l'île. La caisse régionale du Crédit agricole, visée par une procédure judiciaire, a réduit ses activités de prêts et la caisse de développement de la Corse a été placée en liquidation amiable le 19 juillet

AUSI bonne que soit la saison estivale, l'économie corse risque de déchanter lorsque le dernier touriste aura quitté l'île. Car si l'activité touristique, qui entraîne dans son sillon des secteurs comme l'équipement et les transports, croît de manière sensible les créations d'entreprises, l'île doit, pour se développer, disposer d'un tissu capitalistique solide.

L'opération « Mains propres » lancée au lendemain de l'assassinat du préfet Claude Erignac, le 6 février 1998, a, d'une certaine manière, accéléré les difficultés économiques : le repli de la caisse régionale du Crédit agricole de Corse, visée par une procédure judiciaire, et l'abandon définitif des activités de prêts de la Caisse de développement de la Corse (Cadec)

privent l'île de ses deux outils financiers les plus importants.

Principal organisme financier des exploitants agricoles, le Crédit agricole, qui détient 50 % du marché bancaire, a connu de sérieux déboires qui l'ont obligé à provisionner 414 millions de francs en 1996 et 350 millions de francs en 1997. Après le début de l'opération « Mains propres », une mission de l'inspection générale des finances a rédigé un rapport très sévère sur la politique de distribution des prêts agricoles. Ce document a été transmis au parquet d'Ajaccio qui a ouvert une information judiciaire. Le président de la caisse de Corse a quitté ses fonctions, des consignes de grande rigueur ont été imposées et le moindre découvert bancaire

a été sanctionné. C'en est aujourd'hui fini de la banque providence.

Depuis 1996, les réalisations de crédits de la caisse régionale du Crédit agricole sont en net recul dans tous les secteurs d'intervention. Les prêts aux particuliers, notamment pour l'habitat, ont baissé de 14 %. Les crédits à destination des entreprises sont en repli de 3,1 %. Ceux octroyés aux collectivités locales affichent un désengagement à hauteur de 80 % et, dans l'agriculture, les chiffres atteignent près de 50 %. Par rapport à 1995, la totalité de l'encours de crédit à court et moyen terme de l'ensemble des établissements financiers en Corse aurait chuté de 20 %. Les fonds prêtés sont remboursés sans qu'un montant équivalent soit réinvesti dans l'île.

La Cadec, quant à elle, a abandonné son activité de prêt en 1994 lors de l'arrivée de Noël Pantalacci à la tête de l'organisme. Le sort de pans entiers de la société corse dépendait de cette institution créée en 1984 dans le cadre des lois de décentralisation. La Cadec faisait vivre l'économie insulaire dans les domaines du tourisme, du milieu hospitalier, de l'aquaculture ou de l'exploitation de matières premières (pierre et bois). Sur le modèle d'une société de développement régional (SDR) comme il en existe sur le continent, elle intervenait comme actionnaire dans des entreprises



industrielles ou commerciales ou comme bailleur de fonds auprès de ses clients. Une cinquantaine d'hôtels vivaient ainsi grâce à ses subsides. La Cadec s'était vu adjoindre une filiale, la Sicomi Corsabail, dont elle a assumé à 100 % les risques impayés jusqu'en 1990.

Mais une politique dispenseuse, plus soucieuse de soutien de l'activité économique que de la viabilité des projets financés, a mis à mal les comptes de la Cadec, dont les fonds propres sont devenus négatifs en 1994.

Suspectant des pratiques de cavalerie financière, la justice a ouvert une enquête. Le 19 juillet, les deux principaux actionnaires de la Cadec, l'Etat et la collectivité territoriale, se sont entendus pour liquider à l'amiable l'établissement, dont l'objet se limite désormais au seul recouvrement de créances.

RISQUE PARTAGÉ

Pour limiter les effets pervers de l'atonie bancaire créé par l'affaiblissement de ces deux orga-

nismes financiers de l'île, l'Etat et la collectivité territoriale de Corse réfléchissent actuellement à la mise en place d'un système de financement de l'économie basé sur un risque partagé en partenariat avec les banques de l'île. Les instruments d'intervention seraient classiques : contre-garantie et bonifications de certains prêts. La Caisse des dépôts pourrait apporter son aide et inciter différents organismes, tel que le Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (BDPME), à s'installer en Corse.

Enfin, un institut de participation devrait voir le jour à la rentrée en Corse. Il devrait permettre la constitution de fonds propres pour les nouvelles entreprises en limitant sa mise à 30 %. Jean-Claude Guazelli, membre du conseil exécutif de la collectivité chargée des finances, est le père de ce projet financé à 60 % par le privé et 40 % par le secteur public. « Il faut que les Corses se réapproprient leur économie, nous a-t-il déclaré. C'est pourquoi cet institut aura une gestion privée. » Doté d'un capital de 20 millions de francs auxquels devraient se greffer des fonds européens, cet établissement n'est cependant pas en mesure de se substituer à la Cadec. Il reste à inventer de nouveaux outils pour relancer l'économie.

Jacques Follorou

Des soutiens « inacceptables » à Yvan Colonna

Le ministre de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a estimé, lundi 16 août, à l'issue de la cérémonie commémorant la Libération à la préfecture de police, que les manifestations de soutien en faveur d'Yvan Colonna, recherché dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac, étaient « moralement et politiquement inacceptables ». Le ministre s'est déclaré « surpris qu'un certain nombre de gens réunis à Corte [à l'occasion des Journées internationales de Corte les 7 et 8 août], sous couvert de nationalisme, se soient solidarisés avec l'acte odieux d'Yvan Colonna ».

Pour Jean-Pierre Chevènement, « on ne peut accepter qu'il y ait des gens qui glorifient cet assassinat, ni imaginer la constitution d'un comité de soutien à un homme qui a commis cet acte odieux ». « Il n'y a pas de quoi bomber le torse », a ajouté le ministre de l'intérieur, soulignant que le fait « qu'un certain nombre de personnes refusent de condamner cet acte devrait interpeller l'ensemble des Français ».

La politique de soutien abusif de la Cadec

L'ANCIEN président de la Caisse de développement de la Corse (Cadec) et de sa filiale Corsabail, Raphaël Squercioni, ainsi que le directeur général de Corsabail, François Vespérini, ont été mis en examen, le 4 mai, pour abus de biens sociaux, complicité et recel d'abus de biens sociaux par le juge d'instruction Jean-Pierre Niel, du pôle financier de Bastia (Haute-Corse).

La justice les soupçonne d'avoir couvert des irrégularités et mis en place, dans certains cas, un système de cavalerie financière contraire aux règles imposées à l'établissement. Les deux principaux actionnaires de la Cadec, l'Assemblée de Corse et l'Etat, l'ont placée, le 19 juillet, en liquidation amiable. A la fin de l'enquête préliminaire, en octobre 1998, les policiers avaient repéré soixante-cinq cas de financement jugés litigieux et susceptibles de constituer des délits. Les estimations faisaient état de 361 millions de créances douteuses.

L'exemple le plus flagrant de la politique de soutien abusif conduite par les anciens responsables de la Cadec semble être le financement de la filière « pierre » de Corse. La Cadec aurait ainsi soutenu, dans des conditions irrégulières, le groupe IMI, via une de ses filiales, Sogegra. L'état d'insolvabilité du groupe semblait pourtant connu du conseil d'administration de la Cadec, qui était au courant des déboires de la filière « pierre ». En 1985, elle avait ainsi, via Corsabail, soutenu Grani-corse, une entreprise qui exploitait une carrière de granit gris ordinaire.

Faute de rentabilité, cette société avait été reprise, trois ans plus tard, par le groupe Natali grâce au soutien de la Cadec et de Corsabail, qui avait renoncé à plus de 7 millions de francs en droits et participations. Mais un an plus tard, en 1989, le groupe Natali avait abandonné l'activité.

En 1990, la Cadec avait pourtant décidé de relancer la filière « pierre » en prêtant des fonds à une filiale du groupe IMI, Sogegra, appuyée sur la société Carrière du cap Corse, spécialisée dans l'extraction de la lauze. L'objectif était de transformer une petite entreprise en leader de

l'exploitation du granit gris et rouge de qualité.

Sur la base d'un rapport du Bureau des recherches géologiques et minières, qui affirmait, à en croire les anciens dirigeants mis en examen, que le gisement d'exploitation de Porto était prometteur, la Cadec avait versé un premier apport de 11,9 millions de francs. Mais après les premiers travaux, le gisement s'était révélé beaucoup moins profond que prévu. Les blocs fissurés étaient extrêmement durs à percer, ce qui avait provoqué un surcoût important.

ENTENTES ILLICITES

A la fin de l'année 1993, IMI totalisait un encours de plus de 40 millions de francs et comptait plus d'une année d'impayés. Pourtant, l'année suivante, Corsabail avait débloqué 21,6 millions de francs sous forme d'un crédit-bail adossé aux travaux réalisés par le groupe IMI pour l'exploitation des carrières de Porto et d'Olimeto. La justice estime aujourd'hui que la valeur des garanties était

nulle, et que le fait que le directeur de Corsabail, François Vespérini, soit également le directeur de Sogegra démontre le caractère frauduleux d'une aide contraire aux intérêts de la Cadec et de sa filiale. Cette opération illustre, aux yeux des enquêteurs, les soupçons d'ententes illicites entre le bailleur de fonds et son client, au détriment des deniers publics.

Lors de leurs auditions sur le fond de l'affaire, les 10 et 24 juin, les anciens dirigeants de la Cadec, MM. Squercioni et Vespérini, ont indiqué au juge Jean-Pierre Niel que l'ensemble des prises de participation et des prêts accordés par la Cadec avaient été visés par les pouvoirs publics, dont les représentants figuraient au conseil d'administration de la Caisse. Ils ont également souligné le rôle joué par la Cadec en faveur du soutien de l'activité économique en Corse, et ce avec l'assentiment de leur autorité de tutelle, à Paris : le ministère des finances.

J. Fo.

Le mystère du fanion de la caserne Miollis

En Corse, il arrive que la disparition d'un fanion suscite une petite affaire d'Etat. En avril 1998, un fanion, donc, disparaît de la caserne Miollis, installée dans la citadelle d'Ajaccio. Ce petit drapeau blanc et rouge avait été confectionné, à la demande du général de brigade commandant la citadelle, afin de symboliser la légion militaire affectée en Corse. Après avoir pris attache avec sa hiérarchie, le général avait déposé plainte et l'enquête préliminaire avait été confiée aux gendarmes.

Mais le 20 juillet, l'affaire prend une autre dimension. Après avoir entendu plus d'une dizaine de personnes, les enquêteurs basés en Corse demandent à l'adjoint du chef du service de l'inspection générale des finances et à deux inspecteurs des finances de se tenir à leur disposition et se déplacent à Paris pour les interroger sur le fameux fanion, créant un vif émoi au sein de ce service prestigieux du ministère des finances.

L'émoi cède la place à la stupeur quand les fonctionnaires de Bercy, hébergés à la caserne Miollis pendant quinze jours lors de leur mission de contrôle de la caisse régionale du Crédit agricole de Corse, au printemps 1998, réalisent qu'ils sont accusés d'avoir dérobé le fanion. Un témoin affirme avoir vu un des inspecteurs des finances ivre avant de l'entendre monter dans sa chambre en heurtant les escaliers avec la hampe du fanion. L'accusation ne vise pas l'adjoint du service de l'inspection, logé dans les appartements du préfet de région Bernard

Bonnet, mais les deux inspecteurs des finances. Dans le cadre de leur enquête, les gendarmes obtiennent alors les noms et les adresses de tous les membres de la mission de contrôle, qui s'étaient pourtant rendus en Corse sous de faux noms pour garantir leur sécurité. Inquiet, le chef du service de l'inspection générale des finances, Thierry Bert, prend alors sa plume et relate, dans une lettre datée du 26 avril à Dominique Strauss-Khan, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, cette affaire « extrêmement étrange ». « Ce général évalue à 6 000 francs cet objet (ce qui, par parenthèse, m'inciterait à conseiller à M. Richard [ministre de la défense] un audit sérieux sur le prix payé par ses subordonnés pour des fournitures inutiles commandées en dehors de tout contrôle et de toute raison, mais enfin, passons). (...) Mon opinion sur le fond est qu'il s'agit d'un coup monté, soit pour avoir les noms de ceux qui participaient à cette mission, soit pour tenter de crédibiliser l'inspection générale des finances, et notamment sa première mission en Corse et, à travers elle, les efforts de l'Etat faits pour remettre un peu d'ordre dans ce pauvre territoire. (...) Mais pourquoi l'armée se serait-elle compromise dans une affaire aussi bizarre et somme toute ridicule ? C'est pour moi un mystère, qu'il faudrait éclaircir. » Ce courrier a également été adressé aux ministres de la défense et de la justice.

J. Fo.

Crédit agricole : les « interventions répétées » des pouvoirs publics

L'AFFAIRE des prêts frauduleux du Crédit agricole de Corse, qui a déjà donné lieu à trente-cinq mises en examen, pourrait poser la question de la responsabilité de l'Etat. Le juge d'instruction Jean-Pierre Niel, du pôle financier de Bastia (Haute-Corse) avait tout d'abord concentré ses investigations sur les bénéficiaires de ces prêts accordés indûment dans le cadre de mesures d'allègement de la dette agricole. Puis, l'enquête s'était orientée vers les dirigeants de la caisse régionale ayant délivré ces prêts. Désormais, la justice cherche à identifier les responsabilités éventuelles de la caisse nationale du Crédit agricole et des pouvoirs publics, qui ont géré en amont la délivrance de cette manne et accepté que le montant des fonds dépasse souvent les prévisions initiales.

Le magistrat a ainsi organisé une confrontation, le 22 juin, entre Pierre d'Hautfoeuille, directeur juridique de la caisse nationale du

Crédit agricole, partie civile dans cette affaire, et trois dirigeants de la caisse régionale : Jacques-Denis Léandri, mis en examen pour escroquerie aggravée, abus de biens sociaux et détournement de fonds publics et privés, président de la caisse régionale de 1979 à 1998 ; Jean-Claude Guazelli, mis en examen des mêmes chefs, directeur de la caisse de 1985 à 1996 ; et Christian Cardé, directeur général de la caisse régionale, mis en examen pour complicité. Ils affirment que les gouvernements qui se sont succédés de 1989 à 1996 ont insisté pour que la caisse nationale et la caisse régionale de Corse soutiennent les agriculteurs, quitte à ne pas respecter les normes bancaires.

« DE L'HUILE DANS LES ROUAGES »

Mise en place en 1989, la première de ces mesures d'allègement de la dette des agriculteurs était gérée en direct par le préfet, qui s'appuyait, au sein d'une commission, sur le Crédit agricole et les représentants des organisations agricoles. Fixée à 185 millions de francs, l'aide était, en théorie, conditionnée aux résultats d'un audit d'exploitation fait par le Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA) et à l'acceptation d'un plan d'investissement pour relancer l'activité de l'agriculteur. Au final, cette mesure a coûté 440 millions de francs à l'Etat. L'enquête a démontré que les organisations professionnelles menaient une guérrilla au sein de la commission pour étendre le nombre de bénéficiaires. Le Crédit agricole avait souvent refusé de livrer la situation comptable des agriculteurs, ce qui avait empêché d'évaluer le niveau réel d'endettement. Enfin, les agressions, plasticages, menaces à l'encontre des agents du CNASEA et des responsables d'administrations avaient été nombreux.

Fin 1992, les mesures Nallet, malgré les dérapages, ne suffisaient plus à soutenir l'agriculture corse. Le Crédit agricole avait alors signé une convention avec les organisations agricoles pour la mise en place de prêts de sauvegarde.

Les législatives de 1993 se profilaient à l'horizon et les perspectives étaient plutôt sombres pour les socialistes. En 1993, le nouveau gouvernement dirigé par Edouard Balladur avait entériné cette mesure financée dans le cadre d'un nouveau plan adopté en 1994. Près de 700 millions de francs avaient été débloqués. Enfin, en 1996, sous le gouvernement Juppé, une dernière enveloppe estimée à 160 millions de francs avait été distribuée.

« Il y a une spécificité corse, a indiqué le directeur juridique de la Caisse nationale au juge lors de la confrontation du 22 juin, caractérisée par ces interventions répétées par les pouvoirs publics qui ont vidé de leur substance les relations contractuelles entre le banquier et ses emprunteurs. » « Je ne crois pas qu'il était dans le pouvoir de la caisse régionale de la Corse de faire pression sur l'Etat pour accorder une énième aide aux agriculteurs, a-t-il ajouté. (...) La position des pouvoirs publics était constante : mettre de l'huile dans les rouages pour éviter des réactions sectorielles susceptibles de dégénérer. » « Je peux vous confirmer, a ajouté M. Cardé, actuel directeur et longtemps numéro deux de l'établissement, que les pouvoirs publics, c'est-à-dire le préfet Erignac, M. Ponthus [directeur régional de l'agriculture et des forêts] et M. Fradin [directeur de cabinet du ministre de l'agriculture] ont insisté pour que la caisse régionale fasse le maximum pour que les dossiers puissent entrer dans les normes fixées par la circulaire. »

Interrogé le 17 décembre 1998, M. Hurand, préfet de Haute-Corse de 1990 à 1992, a déclaré « avoir poursuivi, avec l'assentiment des autorités centrales, l'examen d'une procédure qui s'est avérée plus coûteuse que prévu. » « Mais il ne m'a jamais été donné pour instruction d'arrêter le déroulement de la procédure au motif qu'elle aurait coûté trop cher, a-t-il ajouté. Il est possible que certaines décisions ne soient pas inscrites strictement dans le cadre réglementaire des textes en vigueur. Néanmoins, elles ont toujours été prises dans l'esprit de soutenir l'activité économique. »

J. Fo.

RÉGIONS

GRANDS LACS A LA FRANÇAISE

Der-Chantecoq, en première ligne pour protéger Paris

La plupart des Parisiens ignorent jusqu'à l'existence, en Champagne, de la plus grande étendue artificielle d'Europe occidentale. Elle leur rend pourtant l'inestimable service de réguler les eaux de la Marne et de la Seine. Elle limite ainsi les inondations hivernales et printanières

GIFFAUMONT-CHAMPAUBERT (Marne)
de notre envoyé spécial
« Une vraie petite mer d'eau douce ! », « un incroyable et magnifique plan d'eau ! » Les superlatifs fusent lorsqu'on découvre, pour la première fois le lac du Der-Chantecoq, en pleine Champagne humide, à cheval sur les départements de la Marne et de la Haute-Marne, à une vingtaine de kilomètres de Vitry-le-François et moins de 200 km à l'est de Paris. Quel que soit l'endroit, la vue depuis ses rives est saisissante. De la base nautique de Giffaumont-Champaubert, le regard est arrêté par l'île de Chantecoq et les presqu'îles de la Cornée du Der ou de Nemours. En revanche, du côté de Sainte-Marie-du-lac, le plan d'eau se montre pour ce qu'il est : le plus grand lac artificiel d'Europe occidentale, avec ses 77 kilomètres de rives pour une superficie de 4 800 hectares, ses 12 mètres de profondeur et une capacité de stockage de 350 millions de mètres cubes.

Malgré ses quelque 900 000 visiteurs par an, toutes saisons confondues, il reste encore très peu connu, en particulier des Parisiens. Le lac leur rend pourtant l'inestimable service de réguler les eaux de la Marne et de la Seine : c'est sa fonction première, même si, dorénavant, il faut compter avec un développement touristique en plein essor.

En écrétant les crues et en soutenant les étiages des deux voies d'eau, le Der permet de limiter les inondations hivernales et printanières de la région parisienne. L'Île-de-France avait souvent eu à pâtir, dans le passé, des inondations de la Seine ou de ses affluents, la Marne ou l'Oise. Les Franciliens gardent en mémoire la grande crue de janvier 1910, durant laquelle la Seine avait atteint la cote de 8,62 au pont d'Austerlitz, obligeant les Parisiens à se déplacer en barques. 25 000 hectares, dont près de 20 % de zones d'habitation, avaient été submergés par les eaux dans toute la région. Grâce à quatre barrages-réservoirs, construits sur l'Yonne, la Seine, l'Aube et la Marne, si les risques d'inondations catastrophiques comparables ne sont pas totalement écartés, les conséquences néfastes en seraient sensiblement atténuées. Même s'il faut compter régulièrement avec les aléas de la météo, notamment en période hivernale, et les crues dites décennales, dont la plus récente s'est produite en janvier 1996.

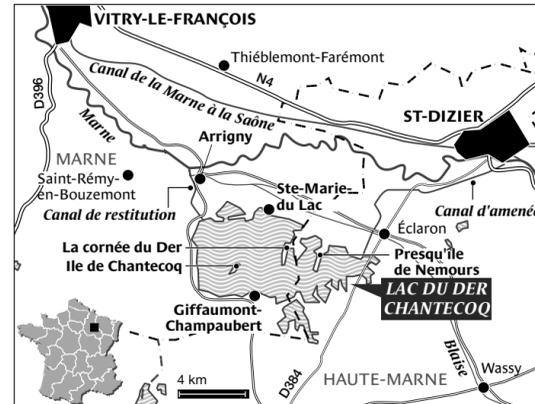
BARRAGE-RÉSÉROIR MARNE

Mis en service en 1974, le barrage-réservoir Marne (c'est son nom officiel), est en région Champagne-Ardenne. Il est néanmoins la propriété de l'Institution interdépartementale des barrages réservoirs du bassin de la Seine (IIBRBS), qui regroupe la ville de Paris, la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne



JEAN-PIERRE GILSON

La presqu'île de Nemours. Lors de l'aménagement du lac du Der, trois villages ont été rasés, 300 habitants déplacés.



et les Hauts-de-Seine. Un canal d'aménée d'une douzaine de kilomètres prélève, en amont de Saint-Dizier (Haute-Marne), les eaux de la Marne afin de les stocker. Elles sont ensuite restituées progressivement – du 1^{er} juillet au 31 octobre de chaque année – par l'intermédiaire d'un canal de 3 km, non loin du petit bourg d'Arrigny (Marne). Le stockage reprend le 1^{er} novembre. Entre-temps, de 350 millions de mètres cubes, le lac a « fondu » à 10 millions. Le marnage annuel – amplitude maximale entre les

hautes et basses eaux – est de quelque 12 mètres. Carpes, brochets, sandres, perches ou autres tanches s'en accommodent aisément...

La cuvette en argile épaisse de ce grand réservoir artificiel est fermée par les 22 kilomètres de dix digues en terre, d'une hauteur de 5 à 20 mètres. Les rives naturelles restent donc largement majoritaires. Lors de son aménagement, trois villages minuscules – Champaubert-aux-Bois, Chantecoq et Nuisement-aux-Bois – ont été rasés et leurs trois cents habitants dépla-

Un patrimoine architectural sauvé des eaux

Le village-musée de Sainte-Marie-du-Lac, un peu en retrait du lac du Der, est un ensemble remarquable de maisons à pans de bois, typiques de la région. Ses bâtiments ont été démontés, poutre par poutre, lors de la création du lac artificiel, pour être remontés sur le site. On peut donc y admirer l'église et la maison du forgeron du village de Nuisement, l'ancienne mairie-école de Blaise-sous-Hauteville, le pigeonnier de Gigny-Bussy, une maison d'Eclaron et deux granges de particuliers. L'ensemble constitue comme un « village de poupée » paysan, grandeur nature, qui fait forte impression.

De nombreux documents photographiques in situ attestent que la rénovation et la reconstitution des bâtiments se sont faites dans les règles de l'art et que ce bâti n'a pas changé. Il est vrai que le patrimoine vernaculaire n'a pas toujours eu la cote : le style dit à pans de bois était encore considéré, il n'y a pas si longtemps, comme un style de pauvre. Ainsi, certains murs d'église avaient été, au début du siècle, recouverts de crépi pour dissimuler les colombages superbes...

cés, non sans résistance et émotion : l'église de Champaubert restée en place, les pieds quasiment dans l'eau, celle de Nuisement, démontée puis reconstruite au village-musée de Sainte-Marie (voir ci-contre) et l'île de Chantecoq – en fait, une ancienne crête collinaire –, sont désormais les seuls témoins tangibles de l'existence des trois bourgades, dont les nostalgiques peuvent entre apercevoir les fondations lors de l'étiage du lac.

L'IIBRBS, qui gère le remplissage du lac, en a concédé l'exploitation

touristique et sportive au syndicat mixte pour l'aménagement touristique du lac du Der-Chantecoq, qui regroupe les conseils généraux de la Marne et de la Haute-Marne ainsi que trente et une communes. Le lac-réservoir a été une aubaine pour ce petit coin de Champagne enclavé aux confins de trois départements, qui vivait de son agriculture à l'écart des grands axes : villages grands comme des moutons de poche, que la jeunesse fuyait pour les centres urbains plus importants ; doux paysages boca-

gers que les touristes traversaient en coup de vent, peu impressionnés par les ravissantes églises à pans de bois – bois et torchis ont pallié l'absence de pierres à bâtir – ou par les belles chênaies qui ont donné leur nom au pays : Der veut dire chêne en celte !

PLAGES DE SABLE FIN

Grâce au Der, tourisme bleu et tourisme vert sont devenus les atouts majeurs du développement de la région. Avec l'apport financier des collectivités locales et de l'Europe, le syndicat mixte a mis les bouchées doubles pour enrichir et faire fructifier le « cadeau » offert par l'IIBRBS : aménagement de six plages de sable fin ; création du plus grand port de plaisance en eau douce de France, avec 600 anneaux potentiels (deux autres ports sont en train d'être terminés), de la station nautique flambant neuf de Giffaumont, de parcours de randonnées pédestres qui permettent de sillonner, sans trop s'éloigner des rives, l'écrin des 5 000 hectares de forêt de chênes ; enfin, mise en place de nombreuses prestations autour de la pêche.

Les amateurs sont en effet nombreux à fréquenter cet endroit propice, au bord ou en barque. Les « carpistes », milieu très fermé, plein de rites et de coutumes, s'y donnent régulièrement rendez-vous pour assouvir leur plaisir, notamment dans l'étang de la Horre, à quelques kilomètres de là, et paradis, dit-on, de la grosse carpe. Enfin, si la saison estivale draine son comptant de visiteurs, notamment du nord de la France, de Belgique ou de Hollande – pour un tourisme surtout familial –, le lac du Der est, d'octobre à mars, un rendez-vous international des spécialistes et amoureux des oiseaux : à cette période de l'année, 40 000 à 60 000 grues cendrées, entre autres espèces, font, ici, en effet, une escale obligée (et gourmande...) sur leur chemin du Sud.

Ce tableau idyllique recèle pourtant quelques points noirs : manque d'infrastructures routières, parc hôtelier trop restreint. Charles-Amédée de Courson, député (UDF) de la Marne et président du syndicat mixte en est conscient, mais souligne que ces handicaps ne sont pas insurmontables. « Il y a cinq ou six ans, nous n'avions pas encore suffisamment de produits à vendre. C'est pourquoi nous avons préféré aller doucement. Maintenant, l'objectif d'achever l'équipement du lac, tout en sauvegardant l'environnement, est pratiquement atteint et nous commençons vraiment à offrir du diversifié et de la qualité, explique-t-il. Ceci amenant cela, nous espérons bien, petit à petit, combler nos lacunes. »

Ali Habib

PROCHAIN ARTICLE :
Le lac de Grand-Lieu

Label rouge et coup de sang pour la mirabelle de Lorraine

NANCY

de notre correspondante

En proposant de vendre ses mirabelles aux centrales d'achat à la moitié du cours normal, un intermédiaire d'Anthelupt, dans le Lunévillois, vient de déclencher une petite tempête dans le ciel serein des producteurs lorrains. Leur réaction ne s'est pas fait attendre : ils ne disposent en effet que d'un petit mois pour faire leur saison.

Dimanche 15 août au soir, une centaine d'entre eux ont manifesté devant le siège de l'entreprise Mirabellier en accusant son dirigeant de dumping (*Le Monde* du 16 août). Hubert Ragon a lancé une offre de promotion en proposant aux grossistes l'achat des fruits de bouche à 4 F-4,50 F le kilo alors que les cours vont, selon la qualité, de 7 à 10 F. Les producteurs, soutenus par la FDSEA, s'insurgent : « En vendant à 4 francs le kilo aux grossistes, il nous revient 1,50 franc, alors que jusque-là, on tablait sur 3 francs. On ne fait même pas nos frais ! »

La récolte de mirabelles sera, cette année, exceptionnelle en qua-

lité et en quantité : fruit de beau calibre, jaune un peu abricoté avec quelques taches de roussure et un niveau de sucre élevé. Ici, la petite prune jaune, on la récolte mûre à point. D'où, peut-être, son inimitable goût de miel, rehaussé d'une petite pointe acidulée.

En Lorraine, la mirabelle, c'est une question de culture et d'identité. Tous les propriétaires d'un jardin ont un vieux mirabellier qui donne de quoi faire des tartes, quelques bocaux de fruits au sirop ou de la confiture. Le fruit d'or arrive ces jours-ci sur les marchés de l'Hexagone. 359 producteurs lorrains fournissent 80 % du marché mondial. La récolte 1999, qui sera de 15 000 tonnes, succède à une année 1998 déficitaire. Un mauvais coup de gel avait eu raison des vergers.

Ce fruit connaît une progression régulière depuis plusieurs années. Il voit même s'ouvrir des débouchés jusqu'alors inexploités, car les industriels de la transformation, à l'affût de produits nouveaux avec un vrai goût du terroir, s'y inté-

ressent. Yaourts, petits pots pour bébés, compotes, tartes surgelées... tout le monde s'y met. La mirabelle de Lorraine, cela fait vrai.

Le coup d'envoi de la cueillette a été donné le 6 août. Près de 1 500 saisonniers hochent les arbres et trient les fruits. Ceux qui sont un peu tavelés iront faire de la confiture ou de l'eau-de-vie, « un remède souverain, en friction, contre les rhumatismes. Et puis, après un bon repas, cela fait digérer ! », assure un vieux bouilleur de cru, qui détient encore le privilège de distiller. On trouvera des mirabelles jusqu'au 10-15 septembre.

UNE SÉLECTION RIGOREUSE

Le marché est saisonnier, pour un produit éminemment régional, grâce à des conditions pédoclimatiques uniques (sol très argileux, climat semi-continental, journées chaudes et nuits froides d'été qui amènent le fruit à une lente maturation). Les efforts consentis par les arboriculteurs lorrains depuis dix ans portent leurs fruits. En 1996, la mirabelle de Lorraine a décroché

son indication géographique protégée et le label rouge au printemps dernier.

En dix ans, la mirabelle de Lorraine, qui avait pris un sérieux coup de vieux, est réapparue sur les étals avec l'aide de l'Office national interprofessionnel des fruits, des légumes et de l'horticulture (Oniflor) et du conseil régional : 5 000 hectares de vergers replantés, une sélection rigoureuse au sein de l'Association régionale d'expérimentation fruitière de l'Est, ont dopé la production. « Le label rouge, c'est une belle carte de visite, qui nous permet de discuter plus sérieusement avec la petite et la grande distribution », explique Bruno Collin, directeur de la coopérative Vega Fruits.

Fils d'agriculteur, cet ingénieur agronome garde encore en mémoire le goût des tartes de sa mère, confectionnées avec les mirabelles qui poussaient au fond du verger familial. « Le goût de la bonne mirabelle, c'est inexplicable... C'est bon ou c'est pas bon, un point c'est tout. C'est le goût qui arbitre. »

Ce goût, en tout cas, séduit la ménagère flânant sur les marchés parisiens. Alors qu'en Lorraine on l'accommode en diverses préparations, ailleurs on la sert comme fruit de table, on la picore comme les cerises. C'est la « mirabelle friandise ». Pour rallier les consommateurs, il faut se battre sur le terrain de la qualité gustative et avec les réseaux de distribution ; 50 % du prix de revient sont imputables aux frais de récolte.

Sur un kilo vendu de 9 francs à 10 francs au grossiste par la coopérative, il faut compter 1 franc pour le transport. « Les fruits sont cueillis mûrs, explique Bruno Collin. Il faut les transporter très vite d'un bout à l'autre de la France. Pas facile de maîtriser un produit vivant. » L'avenir de la mirabelle de Lorraine, il le projette en douceur : replanter lentement et sagement les vergers, rester lorrain et surtout ne pas bousculer la nature. Ce serait une hérésie de trouver des mirabelles en juillet !

Monique Raux

DÉPÊCHES

■ **ALSACE** : quelque 200 tombes datant du Haut Moyen Âge (V^e siècle) viennent d'être mises au jour à Erstein (Bas-Rhin) sur le chantier d'un centre commercial. Selon le conservateur régional de l'archéologie Frédéric Letterlé, divers objets comme un vase d'offrande, un peigne en os et une jarre ont été découverts, ainsi qu'un squelette tenant une épée, lors de ces fouilles menées par l'Association des fouilles archéologiques nationales (AFAN).

■ **PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR** : dans le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône, la chasse au sanglier a commencé le week-end du 15 août. La date prévue était pour la mi-septembre. Dans les Alpes-de-Haute-Provence, la chasse sera ouverte le 22 août. Dans le Var, une décision sera prise « prochainement », selon la préfecture. Il s'agit d'enrayer la prolifération de ce gibier, responsable de millions de francs de dégâts dans les cultures. Sur ces quatre départements, de 1997 à 1998, le nombre d'animaux tués a augmenté de 40 % en moyenne. En Auvergne, dans certaines zones du Puy-de-Dôme, la chasse au sanglier est désormais libre (*Le Monde* du 17 août).

HORIZONS

ENQUÊTE

2 CES ALIMENTS QUI ONT CHANGÉ LE MONDE

Il constitue la base de la nourriture de la moitié de l'humanité et reste pourtant chez nous une denrée sans contenu culturel ni affectif. Surtout depuis la découverte du riz précuit, symbole de la victoire de l'impérialisme de la techno-structure américaine. Pour rêver, il y a Silvana Mangano dans sa rizière du Pô

GOKAN TACEVSKI/VO



Un rêve de riz

ON connaît l'histoire de cette institutrice d'école maternelle de banlieue qui demande à ses élèves de dessiner un poisson, et qui s'aperçoit que la plupart des gamins se sont efforcés de tracer un rectangle vaguement coloré en jaune représentant le bâtonnet de poisson pané de leur ordinaire, à la cantine ou sur la table familiale. Cette anecdote permet de se lamenter sur l'éloignement d'*Homo citadinus* des choses de la nature, de gloser sur l'effacement progressif dans la conscience collective du lien entre la nourriture et l'art de la produire, de dénoncer l'industrie agroalimentaire, qui découpe le poisson au carré.

Si l'on répète cette expérience à propos du riz, on risque d'aboutir à un résultat à peu près semblable, toujours un rectangle jaune, mais cette fois-ci agrémenté de la tête d'un beau Noir d'âge mûr souriant de toutes ses dents. A la différence des anciennes céréales et de leurs produits de transformation, pain, gâteau, etc., le riz n'a jamais trouvé ni ses chantres ni ses peintres qui ont transmis jusqu'aux écoles maternelles d'aujourd'hui les émotions poétiques et esthétiques liées à des siècles de fréquentation mutuelle. Le riz n'aura donc pas droit, en Occident, à son cortège de légendes, d'images et d'illustrations qui vont de *La Chanson des blés d'or* aux métaphores sur la chevelure des blondes de nos campagnes. Il n'aura même pas, comme le sarrasin des terres pauvres d'Armorique, son Théodore Botrel chantant les louanges de la *Fleur de blé noir*.

En cherchant bien, on pourra trouver chez les agronomes modernes des descriptions de la plante, dont la précision s'allie à une grâce poétique digne de l'Oulipo, l'Ouvroir de littérature potentielle, cher à Raymond Queneau. En témoigne cette évocation de l'épi de riz dans une récente publication de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA): «*L'inflorescence est une panicule, dont les ultimes ramifications, les*

pedicelles, portent les épillets. Un épillet porte trois fleurs, dont deux avortent. La fleur fertile restant comporte les pièces suivantes: deux glumes courtes (sauf cas particulier de glumes longues), deux glumelles formant un habitacle fermé pour le caryopse, un pistil avec deux stigmates plumeux, six étamines. La glumelle inférieure peut porter une barbe plus ou moins longue. Le péricarpe du caryopse est incolore ou coloré (rouge, mais aussi ambré, noir...). Les feuilles et les glumelles sont pileuses ou glabres. » Qui pourrait imaginer, en regardant un simple grain de riz, quintessence de la banalité inexpressive, qu'en amont de cet objet sans qualités se cachent des trésors de poésie botanique et une mine de paraboles à contenu moral? On peut rêver à l'usage pédagogique et éducatif qui pourrait être fait dans nos écoles des caractéristiques hautement symboliques de cette plante: l'esprit de sacrifice pour le bien de tous, l'essence commune en dépit de la diversité des couleurs de peau... Tout cela pourrait avantageusement remplacer l'image ou l'usage de la *Fleur de blé noir*.

Il est à craindre, pourtant, que cette céréale, qui constitue la base de l'alimentation de la moitié de l'humanité, essentiellement en Asie et en Afrique, ne reste chez nous qu'une nourriture sans grand contenu culturel et affectif. La pomme de terre a été proprement naturalisée française, une fois définitivement adoptée et promue accompagnatrice incontournable du steak national. Les pâtes, empruntées au voisin et ami italien, ont été plébiscitées sous la forme de coquillettes par des générations de gamins peu enclins à l'expérimentation gustative. Le riz, en Occident, s'est peu à peu installé dans la consommation de

masse, sans bruit, sans créer de révolution, sans modifier les habitudes. Il est à la base de plats nationaux comme la *paella valenciana* espagnole ou l'*arroz com mariscos* portugais, mais, à la différence des diverses spécialités de pâtes italiennes, il ne représente que le ciment neutre d'un ensemble dont les éléments majeurs et significatifs sont constitués par les ingrédients nobles: huile d'olive, fruits de mer, poulet ou/et chorizo. Récemment, les gourmets éclairés se sont toutefois mis à

les aristocrates éclairés milanais des familles Visconti et Sforza, le riz resta une denrée de luxe, une sorte de caviar réservé aux plus riches. Ainsi, la *Cronaca* du Frère Salimbene, un moine italien du XIII^e siècle, rapporte que Saint Louis, en route pour Aigues-Mortes et la croisade, se régala à Sens d'un plat de riz aux amandes. Il va de soi que les ingrédients de ce royal repas n'étaient pas de culture commune en Bourgogne septentrionale à l'époque, et que le kilo de riz devait se négocier en ce

guaise. La première récolte de riz eut lieu trois ans après l'assassinat du souverain, mais n'eut pas de suite pendant plus de trois siècles: les paysans provençaux, incités plus que vivement à pratiquer cette nouvelle culture qui demande beaucoup d'efforts et implique que l'on aille se faire dévorer par les moustiques, profitèrent de la régence de Marie de Médicis, qui avait d'autres priorités en tête pour retourner cultiver au sec céréales « normales » et légumes traditionnels hors des miasmes du delta rhodanien. La riziculture ne s'implanta durablement en Camargue que pendant la seconde guerre mondiale, pour remplacer les approvisionnement asiatiques, et accessoirement fournir une activité aux soldats des colonies, contraints par la défaite de 1940 de rester sur le territoire métropolitain.

Cette première tentative de bon roi Henri nous permet cependant de trancher une querelle qui perdure jusqu'à nos jours: la poule au pot, la fameuse, celle que le roi voulait voir tous les dimanches sur la table du plus humble de ses sujets doit-elle ou non s'accompagner de riz? Les intégristes, arguant à juste titre que ce dernier ne faisait pas partie des denrées de base au début du XVII^e siècle, le rejettent sans hésitation. Jean-Pierre Coffe, pape moderne du traditionalisme culinaire, évoque comme à regret la compagnie du riz et de la poule. Après avoir donné à la page 252 de son livre *Comme à la maison* (éditions Plon) une somptueuse recette de poule au pot, il conclut sèchement: «*On peut servir une garniture supplémentaire: du riz, cuit dans le bouillon de la poule.*» Non seulement on peut, mais on doit! La tentative camarguaise donne à penser, en effet, que ce visionnaire d'Henri IV avait rêvé de ce mariage entre le riz et la pouleuse en fin de carrière, un rêve que la sagesse des cuisinières anonymes fit passer dans la réalité

dès que le riz devint abordable aux bourses bourgeoises, puis populaires.

Lorsque la ménagère quitta ses fourneaux pour participer à la vie productive du pays, tout en restant responsable de la nourriture familiale, le riz connut une période de disgrâce. Ceux qui ont vécu l'époque antérieure à la large diffusion du produit normalisé à l'effigie d'un Afro-Américain sexagénaire prénommé Benjamin gardent des souvenirs mitigés de ces pâtes visqueuses de riz collant, qui étaient de règle dans les cantines, où on l'affublait de la dénomination trompeuse de risotto pour masquer la catastrophe. On préférerait, à la maison, éviter ce risque bien réel si l'on ne se donnait pas tout entier à la délicate préparation d'un plat dont les grains doivent être suffisamment tendres pour fondre dans la bouche tout en demeurant résolument indépendants les uns des autres.

LA colle, cette ennemie, fit l'objet de l'assaut conjugué des agronomes et des chercheurs de l'industrie agroalimentaire à l'échelle planétaire. Français et Américains rivalisèrent d'ingéniosité pour sélectionner des espèces résistantes à la surcuisson tout en conservant leurs qualités gustatives. L'INRA mit au point pour ce faire un instrument dénommé viscoélastographe, capable de déterminer l'indice de fermeté du riz. Celui-ci est cuit dans un excès d'eau. Une charge constante est appliquée sur le grain, permettant de mesurer la déformation de ce dernier.

Mais, bien entendu, ce sont les industriels de l'agroalimentaire d'outre-Atlantique qui emportèrent le morceau, si l'on ose dire. Partant du principe qu'il était inutile d'espérer détacher la cuisinière américaine de son feuilleton télévisé préféré au prétexte futile qu'il convient de vérifier de temps à autre la consistance du riz, on s'attacha à produire un «*riz qui ne colle jamais*», quelle que soit la durée du feuilleton. Un riz précuit, répondant à ces critères, mais dépourvu totalement de qualités gustatives des meilleurs crus asiatiques, s'imposa donc en Occident. A l'inverse, la réaction dite babacool à cette normalisation culinaire amena, à la fin des années 60, la mode du riz complet, encore pourvu de sa balle, dont on vantait les qualités diététiques, et qui devint le symbole de la résistance à la toute-puissance de la technostructure. Puis ce fut la vogue «*riz sauvage*», en fait une céréale connue des Amérindiens, poussant naturellement dans les marais, qui est de la famille de l'ivraie – la zizanie des Grecs –, devenue proverbiale lorsqu'on la plante dans le champ des voisins.

Rêvons un peu: si les producteurs de riz européens, notamment italiens, avaient eu un minimum d'inspiration et de jugeotte, ils se seraient emparés, pour promouvoir leur production auprès des foules, de la seule image cinématographique forte liée au riz qui fait encore rêver un demi-siècle après avoir été tournée. Celle, bien sûr, de Silvana Mangano, les pieds dans l'eau de la rizière du delta du Pô, en short ultra-court, le chemisier largement échancré et noué au-dessous de sa poitrine juvénile et opulente, le regard sauvage et passionné. Silvana, qui n'avait alors que dix-neuf ans, incarnait une de ces *mondine*, ces filles pauvres des villes du nord de l'Italie qui se louaient pour le temps de la récolte du riz.

Elle prendra la tête de la révolte de ces femmes contre les «*jaunes*», d'autres filles encore plus pauvres qui acceptent des conditions de travail encore plus inhumaines. Son destin sera tragique. Dans le mélodrame réaliste-socialiste à l'italienne de Giuseppe De Santis, il y avait aussi Vittorio Gassman et Raf Vallone. C'était bien, et le riz à cette époque n'était pas si amer.

Luc Rosenzweig

★ «*Ces aliments qui ont changé le monde*», c'est aussi sur France-Info dans la chronique quotidienne d'Anne Hudson.

PROCHAIN ARTICLE :
Le café, l'âme des poètes

Pourquoi je reste en France *par Alexandre Melnik*

CERTES, mon parcours n'a rien à voir avec celui de mon illustre compatriote Alexandre Zinoviev (*Le Monde* du 30 juin), dont les œuvres iconoclastes ont marqué ma jeunesse, qui a été celle, plutôt conformiste, d'un boursier Lénine du MGIMO (l'Institut des relations internationales de Moscou). De même, je n'ai jamais été expulsé de mon pays. Au contraire, c'est celui-ci qui m'a envoyé à son ambassade à Paris, au début des années 80. Depuis, au gré de bouleversements sociaux et personnels, je n'ai pratiquement plus quitté la France, devenue ainsi mon pays au même titre que la Russie.

A la différence de M. Zinoviev, j'ai vécu l'effondrement du régime soviétique non comme « une dégradation accélérée dans tous les domaines » mais comme une immense ouverture de la Russie. Certes, il serait naïf de s'attendre à une transition douce et rapide. Même la France, si civilisée, a mis plus de cent ans pour passer de la Révolution de 1789 à la III^e République. En Russie, cette marche vers la démocratie sera sans doute encore plus longue. D'autant plus longue que la société russe a soixante-quinze ans de communisme derrière elle, et que la Russie se sent humiliée par la perte de son statut de grande puissance. Mais ce qui a déjà été réalisé – en une période étonnamment courte – exclut tout retour en arrière.

Voici la conviction qui m'a amené, après la chute de l'ex-URSS, à rédiger une lettre d'information, *Russie Eco*, destinée, sur abonnement, aux entreprises françaises. Naturellement, cette modeste publication n'a jamais bénéficié d'

prestige des œuvres de M. Zinoviev, alors que ce dernier n'hésite pas à se plaindre du « *boycottage* » de ses idées en Occident. Mais soyons clair : j'écrivais aussi, comme lui, « *en toute honnêteté* » à propos de la Russie post-soviétique. Comme lui, j'essayais d'expliquer mon pays aux Français, autant fascinés qu'effrayés par le phénomène russe. Cette possibilité d'exprimer les approches diamétralement opposées n'est-elle pas justement un exemple de « *liberté de création* » que M. Zinoviev prétend n'avoir pas trouvée en Occident ?

M. Zinoviev oublie une chose : les Russes ne sont plus des esclaves soumis à un régime coercitif, mais des citoyens libres

Et si *Russie Eco* ne paraît plus depuis quelques mois, je n'y vois aucune « *atteinte à la liberté d'expression* », pour reprendre les termes de M. Zinoviev. Tout simplement, les ardeurs de nos abonnés se sont refroidies après la dernière crise financière en Russie. C'est la conjoncture : les abonnés reviendront quand l'économie russe ira mieux. Bref, lorsqu'un ancien porte-drapeau de l'antisoviétisme fait un amalgame entre la propagande soviétique et la presse occidentale, cela veut dire qu'il n'a rien compris, ni appris pendant son long

séjour en Occident. L'autre raison pour laquelle M. Zinoviev, frustré, dit adieu à l'Occident, me semble encore plus discutable. L'écrivain invoque la « *capitulation* » de l'Europe de l'Ouest devant « *le gros bâton de l'américanisme* », notamment pendant la guerre au Kosovo, et ce dans le but de « *mettre la Russie à genoux* » en transformant le territoire russe en une « *zone de colonisation occidentale* ». Quelle erreur de jugement pour un ancien dissident auquel l'Europe de l'Ouest a fourni une tribune afin de combattre le totalitarisme ! D'où vient son aveuglement ? Où puse-t-il ses informations, hormis les journaux nationalistes et antisémites russes ?

Il est vrai que l'idée d'un complot occidental contre la Russie ne date pas d'aujourd'hui. Au fil de l'histoire russe, ce fut toujours un argument massif, utilisé par les slavophiles – des « *Vieux-Croyants* » aux « *bruns-rouges* » actuels, en passant par Staline – pour tromper le peuple russe.

En ressortant cette machination, M. Zinoviev oublie pourtant une chose : les Russes ne sont plus des esclaves soumis à un régime coercitif, mais des citoyens libres qui apprennent à vivre en démocratie, c'est-à-dire à choisir leurs sources d'informations, défendre leurs opinions, voyager à l'étranger, etc. C'est un phénomène nouveau qui s'étend vite. Il suffit de recueillir les témoignages des touristes russes qui viennent à Paris. Laissons de côté une poignée de « *nouveaux riches* », qui flambent dans les palaces. Parlons plutôt d'une classe moyenne, ciment de toute démocratie. Cette catégorie, négligée en Occident, représente déjà au moins

quinze millions de personnes (10 % de la population de Russie).

D'ailleurs, si M. Zinoviev ne quitte pas l'Europe de l'Ouest, il pourrait y rencontrer ces nouveaux compatriotes, ne serait-ce que pour réaliser à quel point ses vieilles lunes idéologiques sont éloignées de leur vision du monde. Eux, ils savent, par exemple, que la décision d'intervenir au Kosovo, au nom des droits de l'homme, a été prise, d'un commun accord, par l'ensemble de la communauté occidentale, au lieu d'être une « *agression cynique des Etats-Unis* », comme l'affirme l'ancien dissident.

Eux, ils savent aussi que l'avenir de la Russie est lié à l'Europe, à la démocratie et aux nouvelles technologies, et non à une dictature nationaliste à Belgrade, même s'ils reconnaissent une concordance slave entre leur pays et la Serbie. Quant à la France, elle reste toujours, pour les Russes, une référence de civilisation européenne, sans aucun rapport avec les incantations de M. Zinoviev sur la « *totale américanisation* » du Vieux Continent. En réalité, les Russes ont un choix à faire : soit se replier à nouveau sur eux-mêmes en prétextant leur « *spécificité* » ; soit adhérer aux valeurs occidentales, telles que la liberté d'expression, la dignité de l'homme et l'Etat de droit.

Face à ce choix, M. Zinoviev rentre en Russie pour sauver son pays de l'Occident. Moi, je reste en France pour servir une Russie occidentale.

Alexandre Melnik, ancien diplomate russe en poste à Paris, est professeur à l'Institut commercial de Nancy.

Textile-habillement : gardez-nous de nos amis...

par Georges Jollès

QUAND deux membres du gouvernement cossignent dans *Le Monde* (du 4 août) une libre opinion sur l'avenir d'un secteur industriel, c'est là un événement assez rare pour être remarqué. Certes, les industriels du secteur seront sensibles à l'intérêt affiché par deux ministres, et non des moindres, à leur devenir. Mais l'Union des industries textiles ne peut que réagir à des écrits qui laissent entendre que ses positions sont d'essence idéologique, que l'industrie cherche son salut dans les aides sectorielles ou encore que la réduction obligatoire du temps de travail aura pour effet de réduire ses coûts, et donc de préserver ses emplois.

Sans doute le caractère transitoirement sectoriel du plan d'allègements de charges patronales, dit « *plan Borotra* », a-t-il été contesté par la Commission de Bruxelles. Il n'est donc pas inutile de rappeler que cette mesure avait été votée par le Parlement à titre expérimental, au bénéfice du textile-habillement-cuirs et chaussure, et pour une période limitée (juillet 1996 à décembre 1997). A cette échéance, compte tenu des effets extrêmement positifs qu'il a

rapidement eus sur le maintien des emplois les plus faiblement qualifiés, ce dispositif devait être étendu à l'ensemble des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre.

D'expérimental, il devenait rémanent ; de sectoriel, il devenait général et ne pouvait plus être contesté par Bruxelles. Le gouvernement issu des législatives de 1997 a décidé de ne pas le généraliser, préférant allouer prioritairement les fonds publics au financement de la réduction du temps de travail. Le même gouvernement a ainsi cultivé le paradoxe jusqu'à ramener le seuil général de réduction des charges sociales de 1,33 SMIC à 1,30, fragilisant encore un peu plus les emplois concernés...

Est-ce de l'idéologie que de rappeler que cette « *doctrine* » sociale va à l'encontre de tous les rapports d'experts (OCDE, Dares, rapport Malinvaud), rapports qui soulignent la relation, dans une économie ouverte, entre un coût du travail trop élevé et le fort taux de chômage des salariés faiblement qualifiés (23 % en France actuellement) ? A contre-courant des recommandations de ces experts, entre le 1^{er} janvier 1997 et le 1^{er} juillet 1999, le SMIC a augmenté de 7,5 %, auxquels il faut ajouter,

pour la filière textile, une hausse de 6,5 % liée au non-renouvellement du plan Borotra. Dans le même temps, l'inflation n'a été que de 2 % et les prix industriels ont même connu une déflation généralisée. L'employabilité des personnes les plus exposées s'est donc fortement dégradée...

Les 35 heures, une médecine d'un autre âge où, au moindre signe de faiblesse, l'on prescrivait une nouvelle saignée

Et ce n'est pas le projet de loi sur la réduction du temps de travail qui redressera le fléau de la balance. Le projet défendu par Martine Aubry conduit à revaloriser le coût du SMIC de 11,5 %, soit une majoration annuelle de 8 400 F. En compensation, la mesure d'allègement de charges sociales est limitée à 6 500 F. Au surcoût net de 1 900 F viendront

inévitablement s'ajouter les nouveaux prélèvements prévus sur les entreprises, tels que l'écotaxe et la contribution majorée sur les bénéfices. Comment s'étonner que, dans le textile, chefs d'entreprise et syndicats s'émeuvent ensemble ? Qu'ils s'alarment des conséquences très négatives pour l'emploi d'ores et déjà constatées dans leurs usines, et qui ne pourront que s'aggraver ? Comment s'étonner que, lorsque deux ministres recommandent de s'adapter à la « *nouvelle donne* », les hommes et les femmes du textile s'inquiètent des risques de délocalisation ?

Aux ministres qui affirment leur intérêt pour la filière, qui se plaisent à répéter qu'ils sont des amis du textile, rappelons que, pour nos entreprises fragilisées par une concurrence mondiale exacerbée, les 35 heures s'imposent comme une médecine d'un autre âge où, au moindre signe de faiblesse, l'on prescrivait une nouvelle saignée. Décidément, il est toujours d'actualité l'adage qui rappelle qu'il faut se garder de ses amis...

Georges Jollès est président de l'Union des industries textiles.

aient été analysées : pas tant pour s'autoflageller que pour comprendre. Les intellectuels japonais du lendemain de la guerre avaient commencé ce travail. L'amnésie que l'on reproche au Japon a été largement due à l'occupant américain : l'exonéra l'empereur Hirohito de toute responsabilité puis fit condamner des criminels de guerre au cours d'un procès qui tint du déni de justice, pour aussitôt après en faire libérer d'autres afin qu'ils reconstituent une droite nécessaire à sa lutte contre le communisme... Jusqu'à la fin de la guerre froide, les efforts des conservateurs nippons pour tirer un trait sur le passé furent contenus par la gauche. Désormais, cette opposition ne fait plus le poids. En revanche, le négationnisme fait recette, jusque dans la bande dessinée.

Ce que beaucoup de Japonais contestent, c'est que le gouvernement ait légalisé les emblèmes nationaux sans ouvrir un débat sur la nature du régime militaire. Car ils restent liés à des plaies encore ouvertes chez les Japonais eux-mêmes. C'est le cas pour les habitants d'Hiroshima et Nagasaki, ou d'Okinawa, où la population civile servit de « *chair à canon* » lors du débarquement des Américains. Ces martyrs

du militarisme voient dans la légalisation des emblèmes une banalisation de la dérive militariste et la sanction officielle d'une continuité entre l'avant- et l'après-guerre.

Les deux prochaines étapes de la « *liquidation du passé* » sont la révision de la Constitution – des principes pacifistes sur lesquels a été bâti le Japon depuis 1947 – et l'officialisation du pèlerinage des membres du cabinet au sanctuaire Yasukuni où sont honorées les âmes des soldats morts au combat et parmi lesquels figurent celles des criminels de guerre, dont le général Hideki Tojo, pendu par les Américains. Le secrétaire du gouvernement a suggéré de déplacer les cendres de ceux-ci. Dans un article du mensuel *Bungei shunju*, Ichiro Ozawa, président du Parti libéral (membre de la coalition), préconise l'abandon de l'article 9 de la Loi fondamentale par lequel le Japon renonce au droit de belligérance. Il écrit qu'il est anormal qu'un pays souverain conserve une Constitution promulguée du temps d'une occupation étrangère.

Réveil du nationalisme ? Remilitarisation ? Ces mots massues sont trompeurs. Puissance militaire, le Japon l'est déjà (son budget de défense est comparable à celui de la France). Il n'est contraint dans ses

ambitions que par les dispositions de sa Constitution, sans cesse tournées par les nouvelles orientations de l'alliance militaire avec les États-Unis. Les gestulations bellicistes de la Corée du Nord tendent à faire tomber les dernières inhibitions. Réveil du nationalisme ? Il n'existe pas au Japon de parti nationaliste se réclamant de l'idéologie de droite, comme le Front national en France. Quant à la « *droite* » vociférante qui sévit dans les rues avec ses camions hérissés de haut-parleurs, elle fascine les étrangers mais laisse indifférents les Japonais.

En revanche, le climat dans lequel s'opère la liquidation du passé est plus préoccupant. Dans un récent éditorial, l'*Asahi* s'inquiétait de l'inertie de l'opinion publique, qui semble « *nager dans le courant* » et se plier sans réagir à l'autorité. Trop absorbée par le quotidien, trop lasse, trop cynique ? Cette indifférence est prononcée chez les jeunes, conformistes même dans leur « *rébellion* » (vestimentaire ou autre) ; faisant preuve d'une propension au fétichisme, ils sont prêts à transformer n'importe quoi en objet de culte, – y compris l'emblème national, avance le quotidien...

Philippe Pons

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

L'Irak oublié

UNE fois de plus depuis huit mois, les chasseurs américains et britanniques ont bombardé, lundi 16 août, des cibles en Irak. Une fois de plus, Bagdad a affirmé que ces bombardements avaient fait des morts, trois, dont un enfant, et des blessés. Occultée par l'affaire du Kosovo, cette guerre oubliée que Washington et Londres mènent depuis décembre 1998 contre l'Irak n'a que trop duré. Depuis huit mois, l'armement irakien n'est plus contrôlé, tandis que la population demeure la seule et unique victime des sanctions imposées par l'ONU il y a neuf ans.

Il y a quelques jours, le *New York Times* rapportait que, depuis décembre 1998, les avions américains et britanniques ont tiré plus de 1 100 missiles contre 359 cibles. Ce qui correspond, faisait remarquer ce journal, à plus du triple des objectifs visés au cours des quatre terribles journées de bombardements lors de l'opération « *Renard du désert* » et à près des deux tiers des missions des pilotes de l'OTAN en Yougoslavie, en l'espace de soixante-dix-huit jours, lors de la guerre du Kosovo.

Washington et Londres affirment qu'ils ne font que riposter à des tirs de la défense aérienne irakienne ou empêcher celle-ci d'entrer en action. Rien n'y fait. Le gouvernement irakien n'accepte toujours pas le déni de souveraineté que sont, à ses yeux, les zones d'exclusion aériennes qui lui ont été imposées par la coalition occidentale au sud du 33^e parallèle et au nord du 36^e. Son armée continue de tirer contre les avions américains et britanniques en mission de re-

connaissance dans ces zones. Depuis décembre, et à l'initiative de Richard Butler, l'ancien chef de la commission de l'ONU chargée de désarmer l'Irak, il n'y a plus d'inspecteurs du désarmement dans ce pays.

Avec plus ou moins d'ardeur et de conviction, le Conseil de sécurité débat depuis des mois de la manière dont il faut s'y prendre pour remettre l'armement irakien sous surveillance et alléger les souffrances des populations. Les discussions tournent essentiellement autour d'un projet de résolution britannique, qui allie une suspension provisoire et reconductible des sanctions à la reprise du contrôle de l'armement irakien. Les discussions progressent à pas de fourmi. Le pouvoir irakien affirme qu'il n'acceptera qu'une levée pure et simple de l'embargo.

En attendant, Saddam Hussein resserre encore la poigne de fer dans laquelle il tient son peuple. Des opposants ou présumés tels, civils et militaires, seraient emprisonnés et exécutés par dizaines. Les sanctions internationales n'ont pas affaibli le régime. Elles ont en revanche entraîné une dégradation telle des infrastructures du pays et réduit la majorité des Irakiens à une telle indigence que le taux de mortalité infantile a plus que doublé en dix ans, comme le révèle une récente enquête de l'Unicef. Rien ne sert de dire que le gouvernement irakien fait de ce triste bilan un argument pour exiger la levée des sanctions. Il est tout aussi vain de répéter que Saddam Hussein est à l'origine des maux de son peuple. Ce sont des évidences. Mieux vaudrait désormais trouver un moyen de débloquer la situation.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani Directoire : Jean-Marie Colombani, Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenzy, Pierre Georges, Jean-Yves Lhometou Directeur artistique : Dominique Roynet Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment Rédacteurs en chef : Alain Frachon, Erik Izraelewicz (<i>Editoriaux et analyses</i>) ; Laurent Greilsamer (<i>Suppléments et cahiers spéciaux</i>) ; Michel Kajman (<i>Débats</i>) ; Eric Le Boucher (<i>International</i>) ; Patrick Jarreau (<i>France</i>) ; Franck Nouchi (<i>Société</i>) ; Claire Blandin (<i>Entreprises</i>) ; Jacques Buob (<i>Aujourd'hui</i>) ; Josiane Savigneau (<i>Culture</i>) ; Christian Massol (<i>Secrétariat de rédaction</i>) Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pliailoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)
<i>Le Monde</i> est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994. Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Une ouvrière laborieuse des lettres

MARGARET MITCHELL est morte prématurément, victime d'un chauffard, alors qu'elle se rendait au théâtre avec son mari... Mort stupide, mais qu'aurait parfaitement su décrire l'auteur d'*Autant en emporte le vent*, dont le succès avait en quelques mois fait d'une simple journaliste un écrivain de renommée mondiale.

Le drame de Margaret Mitchell fut justement d'avoir écrit un roman à succès. Ecrit il y a treize ans, *Gone With the Wind* a été tiré à 8 000 000 d'exemplaires, vendu dans 40 pays, traduit en 30 langues. Des millions de lecteurs à travers le monde se sont passionnés pour les amours contrariées, les heurs et malheurs de Scarlett O'Hara et de Rhett Butler. Aujourd'hui encore, 50 000 exemplaires sont vendus chaque année aux Etats-Unis et à peu près autant dans le monde entier.

Record des best-sellers, seule la Bible pouvait rivaliser avec l'œuvre de Margaret Mitchell. Depuis, la romancière n'a pu écrire une seule ligne, passant le plus clair de son temps à comptabiliser ses droits d'auteur, aidée d'un secrétaire. Margaret Mitchell était une bonne ouvrière des lettres, consciencieuse et laborieuse. Elle mit douze ans à écrire « son » livre, et avouait avoir recommencé 71 fois le premier chapitre. Aurait-elle pu être autre chose que « la femme d'un seul livre » ? Elle se plaignait en tout cas d'avoir dû renoncer à écrire les romans qu'elle avait en tête pour gérer convenablement l'exploitation commerciale d'*Autant en emporte le vent*. Son succès extraordinaire et imp prévu l'avait définitivement « *gâchée* ».

Henri Pierre (18 août 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

COMMUNICATION

LE MONDE / MERCREDI 18 AOÛT 1999

ONDES COMMUNAUTAIRES

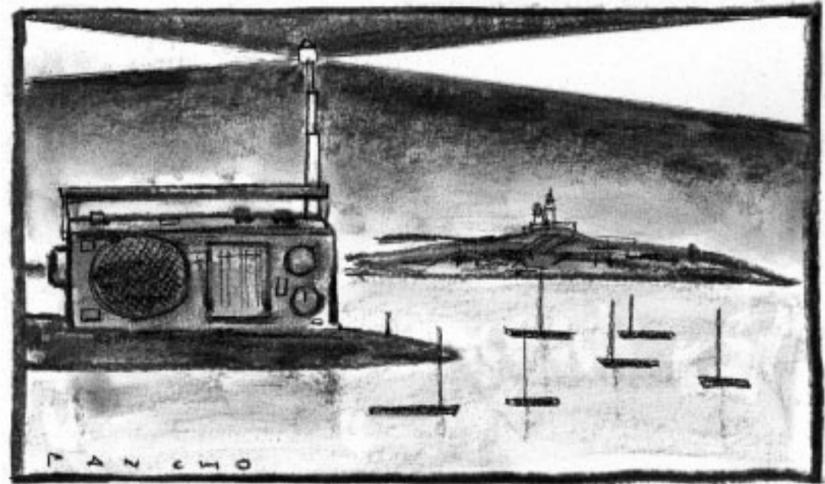
« La Gazelle », la voix de vingt-sept communautés marseillaises

98,0. Elle se veut le « haut-parleur de la religion », mais les différences s'expriment sur l'antenne largement ouverte de cette radio « imprégnée de culture démocratique française »

MARSEILLE

de notre correspondant
Parce que « tout le monde ne maîtrise pas le français de Thierry Roland », Radio Gazelle (98,0 FM) a commenté, en direct et en arabe, un match amical France-Maroc. L'expérience a été si fructueuse qu'elle a suscité un accord avec l'Olympique de Marseille pour la retransmission de l'ensemble des matches de la saison. « Cela prouve bien qu'on peut avoir une autre langue et participer à la vie de la cité », commente Miloud Boualem, président de la première radio « multicommunautaire » de Marseille. Sur ses ondes, vingt-sept communautés s'expriment en dix-sept langues. Les plus importantes (Algériens, Antillais, Comoriens...) comme les plus petites ou les plus isolées, à l'image des harkis. « Cela, c'est notre belle action, se réjouit Miloud Boualem. On a rapproché des Algériens de cette communauté rejetée. »

Ponctuant ses programmes quotidiens de cinq appels à la prière, Radio Gazelle se veut le « haut-parleur de la religion ». Antenne muezzin, elle est le point de ralliement des musulmans à l'occasion des grandes fêtes. En Algérie, l'apparition du croissant de lune qui signale le début du ramadan est annoncé par des feux, en Tunisie par des tambours, au Maroc par des hommes à cheval. Et à Marseille, par « la Gazelle », comme certains surnomment la station. « Lors de la nuit du doute, nous établissons un direct avec la grande mosquée de Paris pour l'annonce du début du jeûne, explique Samir Chaabna, journaliste et correspondant de la télévision algérienne à Marseille. Toute la communauté se fie désormais à nous. »



Chaque vendredi, le grand mufti de Marseille, Soheib Bencheick, ou l'imam Béradi, de la Fédération musulmane du sud de la France, animent des « causeries ». On y parle de la viande hallal, des arnaques de pèlerins de La Mecque par des agences de voyages, du carré musulman dans le cimetière marseillais, etc.

RAÏ ET VOYANCE

La radio souhaite « briser des tabous » à propos du mariage mixte, du sida ou encore de la délinquance. Elle ne veut être « inféodée à aucun mouvement », affirme Miloud Boualem. On diffuse du raï et des émissions sur la voyance, même si cela ne plaît pas aux religieux. Le but est de faire cohabiter tout le monde. Nous avons notre héritage culturel

mais notre identité est française, et même marseillaise ». Lors des dernières élections présidentielles algériennes, le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) était en Algérie privé de temps d'antenne car le parti berbère appelait au boycottage. Radio Gazelle, « imprégnée de la culture démocratique française », lui a ouvert grand ses ondes.

Lancée clandestinement en 1981, la station a depuis longtemps trouvé sa couleur. Cependant, le partage du temps d'antenne entre le français (langue d'intégration) et l'arabe alimente toujours des discussions animées au sein de l'équipe. « Au début, chacun avait tendance à être trop "blédard", à parler du pays avec nostalgie et cela nous coupait des jeunes. S'attacher à ses racines pour

se fondre et préparer ensemble l'avenir, tel est le souhait de chacune des communautés. »

Ils sont nombreux à avoir compris le rôle joué par Radio Gazelle. Le consul de Tunisie propose le discours du président de la République. Sur les ondes, on entend le président algérien Abdelaziz Bouteflika soucieux de rapprocher de leur pays les deux millions d'Algériens vivant en France après des années de coupure, ou bien encore Tadjidine Ben Saïd Mansoud, président des Comores, adressant ses vœux aux cinquante mille Comoriens de Marseille. Alors que Radio Gazelle invite régulièrement les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales, les élus locaux ont, eux aussi, perçu le poids de cette tribune. « Il y a deux ou trois ans, explique Samir

Chaabna, les politiques, il fallait aller les chercher. Maintenant, c'est eux qui nous sollicitent. » Dans la grille de programmes réalisée par neuf salariés et soixante-sept bénévoles s'intercalent, sept fois par jour, un spot d'information de six minutes produit par Radio France Internationale (RFI).

STUDIO MOBILE

A « la Gazelle », les auditeurs entrent sans frapper. Ils téléphonent, passent sans filtrage à l'antenne. Et « il n'y a jamais eu d'insultes ». Chaque semaine, un studio mobile s'installe dans un quartier populaire. Au cœur de ce mois de juillet, c'est au tour du centre social Belsunce, situé en plein centre-ville, cette casbah de Marseille, sas de toutes les immigrations. Mbouss présente chaque dimanche « Comores hebdo ». Il s'occupe cette fois-ci de la technique. Nadira Annan, une jeune animatrice, est au micro. Elle y accueille tous ceux qui, dans le hall du centre social, attendent pour rencontrer gratuitement un avocat de l'antenne juridique. On mélange questions en arabe et réponses en français et l'on parle des difficultés de réserver un billet sur Air Algérie, du centre aéré... ou de pas grand-chose, comme Latra, qui, ce jour, a déclaré, à l'aise au micro : « Appeler la radio, ça m'a redonné confiance en moi. Avant, je n'écoutais que le mois du ramadan. Maintenant je téléphone régulièrement pour passer un petit bonjour aux exclus et aux détenus. »

Luc Leroux

PROCHAIN ARTICLE :
Fréquence Paris-Plurielle
à La Plaine-Saint-Denis

TABLEAU DE BORD

ÉCONOMIE

■ **JAPON** : « L'économie a arrêté de se dégrader et le moral des entrepreneurs s'est un peu amélioré récemment, cependant, des signes évidents de reprise de la demande privée n'ont pas été encore constatés », estime la Banque du Japon (BoJ), dans son rapport mensuel, publié mardi 17 août (lire p. 2).

■ **La masse monétaire japonaise** a progressé de 4 % en juillet sur son niveau du même mois de 1998, après une hausse de 4,3 % en juin, a annoncé la BoJ. Cette augmentation est inférieure aux prévisions des marchés financiers.

■ **ARABIE SAOUDITE** : le prince héritier d'Arabie saoudite, Abdallah ben Adel Aziz, a affirmé lundi que Ryad était satisfait du niveau actuel des cours du brut et appelé les pays producteurs à coopérer pour maintenir ces prix.

■ **ITALIE** : le déficit des fonds publics de retraite a atteint un niveau « historique » de 147,3 milliards d'euros, a indiqué lundi la Cour des comptes italienne. Ce déficit cumulé risque de poser un problème d'« insolvabilité », faute d'un « assainissement structurel des comptes », a estimé la Cour.

■ **ALLEMAGNE** : l'indice des prix de gros en Allemagne a stagné en juillet comparé à juin, ce qui a réduit sa baisse sur un an à 1,1 %, a annoncé l'Office des statistiques de Wiesbaden. En juin et en mai, l'indice avait affiché des reculs de 1,9 % et 2,5 % sur un an.

■ **FRANCE** : les dépenses d'assurance-maladie du régime général de Sécurité sociale (salariés) ont progressé de 3,2 % au premier semestre 1999 par rapport au premier semestre 1998, soit nettement plus que ne le permettait l'objectif fixé par le Parlement.

■ **La moyenne des prévisions de croissance pour la France en 1999** des instituts de conjoncture et des banques est remontée de 2,3 % en juillet à 2,4 % en août, selon le dernier numéro de la revue britannique *Consensus Forecasts*.

AFFAIRES

● **DAEWOO** : les organisations syndicales lorraines ne cachaient pas, lundi 16 août, leur inquiétude après l'annonce de la vente au groupe américain Walid Alomar des activités électroniques du conglomérat sud-coréen Daewoo, qui emploie dans la région 1 700 salariés, dont 400 intérimaires.

● **ALCOA** : le fabricant américain d'aluminium a annoncé, lundi 16 août, qu'il maintenait son offre à 65 dollars par action Reynolds, en dépit du refus du conseil d'administration de Reynolds.

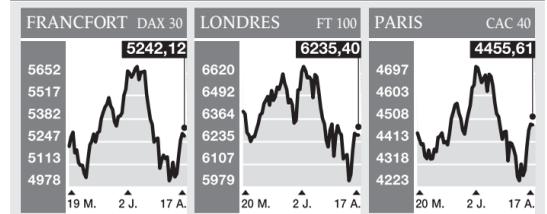
● **THOMSON-CSF** : le consortium formé à parité par le groupe français Thomson-CSF et la société australienne Transfield est le mieux placé pour racheter la société australienne publique de défense ADI, a indiqué mardi 17 le gouvernement fédéral australien.

● **BURLINGTON RESOURCES** : le producteur américain de gaz et de pétrole a annoncé, lundi 16 août, l'acquisition de son concurrent canadien Poco Petroleum pour 2,3 milliards d'euros. Burlington Resources devient l'un des quatre premiers producteurs de gaz naturel en Amérique du Nord.

● **WASTE MANAGEMENT** : Rodney Proto et John Drury respectivement pdg et président du conseil d'administration du premier groupe de collecte de déchets en Amérique du Nord, ont démissionné, lundi 16 août, suite aux difficultés financières nées d'une croissance très rapide par le biais de multiples acquisitions ces dernières années.

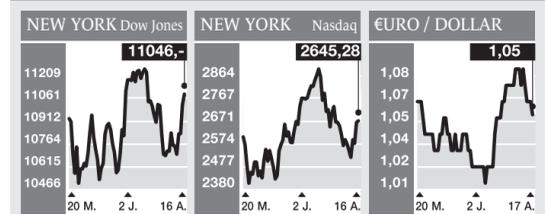
● **VIAG et VEBA** : les deux conglomérats énergétiques allemands ont eu des pré-discussions avec l'Office des cartels, a indiqué Dieter Wolf, président de cet institut, chargé de donner son avis sur les fusions éventuelles, dans un entretien au quotidien *Handelsblatt* paru lundi.

EUROPE



Europe 10h15	Indices sélection	cours 17/08	Var. % 16/08	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3718,63	-0,16	11,26
EUROPE	STOXX 50	3670,12	-0,03	10,54
EUROPE	EURO STOXX 324	318,82	-0,06	6,85
EUROPE	STOXX 653	305,75	-0,01	9,51
PARIS	CAC 40	4455,61	-0,07	13,01
PARIS	MIDCAC	0,00	....	....
PARIS	SBF 120	3046,65	-0,09	14,69
PARIS	SBF 250	0,00	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	0,00	....	....
AMSTERDAM	AEX	567,53	0,19	5,42
BRUXELLES	BEL 20	3069,74	0,61	-12,66
FRANCFORT	DAX 30	5242,12	-0,28	4,70
LONDRES	FTSE 100	6235,40	-0,16	6
MADRID	IBEX 35	0,00	0,45	....
MILAN	STOCK EXCHANGE	33270,00	0,33	-5,35
ZURICH	SPI	6984,80	-0,06	-2,46

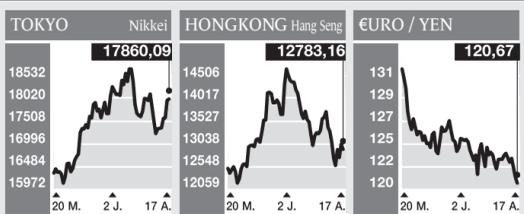
AMÉRIQUES



Amérique 10h15	Indices sélection	cours 17/08	Var. % veille	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	11046,77	0,67	20,32
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1330,77	0,23	8,26
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2645,28	0,28	20,64
TORONTO	TSE INDEX	7045,65	0,56	8,63
SAO PAULO	BOVESPA	10119,00	-0,61	49,16
MEXICO	BOLSA	298,60	-1,44	28,44
BUENOS AIRES	MERVAL	478,82	1,32	11,34
SANTIAGO	IPSA GENERAL	126,77	-0,50	64,64
CARACAS	CAPITAL GENERAL	4606,59	1,26	-3,80

Cours de change croisés	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. 5.
17/08 10h15	.....	.....	.....	.....	.....	.....
DOLLAR	.....	0,87233	1,05195	1,16039	1,59825	0,65725
YEN	114,63500	.....	120,67500	18,40000	183,22000	75,34500
EURO	0,95062	0,82867	.....	0,15245	1,51935	0,62465
FRANC	6,23475	5,43730	6,59557	.....	9,96355	4,09720
LIVRE	0,62568	0,54580	0,65820	0,10035	.....	0,41125
FRANC SUISSE	1,52150	1,32710	1,60065	0,24410	2,43185	.....

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 10h15	Indices sélection	cours 17/08	Var. % 16/08	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	17860,09	0,19	29,03
HONGKONG	HANG SENG	12783,16	-0,87	27,21
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	0,00	....	42,28
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	104,23	-3,48	60,50
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2988,00	-0,99	6,21
BANGKOK	SET	28,52	-2,13	11,06
BOMBAY	SENSEITIVE INDEX	4591,11	0,72	50,26
WELLINGTON	NZSE-40	2188,39	0,08	5,96

Taux de change fixe zone euro

Zone euro	Taux	contre franc	Taux	Hors zone euro	16/08
FRANC	6,55957	.....	0,15245	COURONNE DANOISE	7,4355
DEUTSCHEMARK	1,95583	.....	3,35385	COUR. NORVÉGIENNE	8,2205
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	.....	3,38774	COUR. SUÉDOISE	8,7675
PESETA ESPAG. (100)	1,86836	.....	3,94238	COURONNE TCHÈQUE	36,232
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	.....	3,27190	DOLLAR AUSTRALIEN	1,6184
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	.....	4,76703	DOLLAR CANADIEN	1,5607
PUNT IRLANDAISE	0,78756	.....	8,32894	DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,9881
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	.....	2,97660	DRACHME GRECQUE	326,35
FRANC BELGE (10)	4,03399	.....	1,62607	FLORINT HONGROIS	253,13
MARKKA FINLAND	5,94573	.....	1,10324	ZLOTY POLONAIS	4,1752

Taux d'intérêt (%)

Taux 16/08	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Matif
FRANCE	2,53	2,51	5,04	5,72	Cours 10h15
ALLEMAGNE	2,53	2,69	4,91	5,65	Notionnel 5,5
GDE-BRETAG.	4,83	4,98	5,31	4,76	SEPTEMBRE 99
ITALIE	2,53	2,63	5,16	5,94	Euribor 3 mois
JAPON	0,05	0,04	1,93	....	SEPTEMBRE 99
ÉTATS-UNIS	5,28	4,71	5,97	6,08	451
SUISSE	0,43	1,01	3,09	4,20	97,23
PAYS-BAS	2,49	2,63	5,07	5,74	97,23

BOURSES

LUNDI 16 août, le Dow Jones, principal indice de la Bourse de New York, a terminé en hausse de 0,67 %, à 11 046,79 points tandis que le Nasdaq, la Bourse américaine des valeurs de croissance, a progressé de 0,28 %, à 2 645,28 points. Dans son sillage, l'indice CAC 40 a ouvert mardi 17 août sur une note stable. Il gagnait 0,06 %, à 4 461,53 points. A Francfort, l'indice DAX était lui aussi quasiment inchangé, à 5 256,85 points. Pour sa part, Tokyo a clôturé en hausse mardi pour la septième séance consécutive. L'indice Nikkei a pris 0,2 %, à 17 860,09 points, porté par les espoirs de reprise au Japon et par les valeurs de haute-technologie.

CHANGES - TAUX

SOUTENU par des achats massifs de fonds d'investissement américains, le dollar était stable mardi 17 août sur le marché des changes. Le billet vert cotait 114,66 yens en début de matinée. Pour sa part, l'euro cotait 1,0566 dollar, et fluctuait dans une bande comprise entre 1,0550 et 1,0590 dollar. La devise européenne valait plus de 1,0680 dollar vendredi 13 août. Le rendement des obligations d'Etat français émises à dix ans s'inscrivait à 5,04 % contre 5,02 % lundi 16 août. Celui des emprunts d'Etat allemands, les « bunds », émis à la même échéance, s'établissait à 4,91 % contre 4,88 % la veille.

DÉPÊCHES

■ **MÉDIAS** : vingt journalistes ont été tués dans l'exercice de leur métier au cours des huit premiers mois de 1999. C'est un chiffre supérieur à celui de l'ensemble de l'année dernière, selon Reporters sans frontières (RSF) qui avait recensé 19 morts en 1998 contre 26 en 1997 et 103 en 1994. Dans un communiqué publié lundi 16 août, RSF « s'alarme de cette recrudescence des violences mortelles contre les professionnels des médias » et demande « aux autorités concernées de donner à la justice ou à des commissions d'enquête les moyens de trouver et de punir les auteurs de ces meurtres ».

■ **AUDIOVISUEL** : la chaîne francophone TV5 a été mise en cause par l'ex-président roumain, Ion Iliescu, lundi 16 août, à la suite de la diffusion d'une fiction que l'ancien dirigeant a jugé « profondément anti-roumaine ». TV5 a démenti toute « intention d'agression » à travers ce téléfilm qui montre les difficiles conditions d'existence de la minorité hongroise en Roumanie. - (AFP)

■ **Emmanuel Châin quitte M 6**, dont il était directeur de l'information, mais continuera de présenter le magazine « Capital ». Avec Thierry Bizot, ex-responsable des magazines et des divertissements de cette chaîne, il a créé une société de production, Elephant & C°, chargée de concevoir une émission quotidienne d'avant-soirée.

■ **Deutsche Welle, la radiotélévision publique allemande pour l'étranger**, doit supprimer 745 emplois à Cologne et Berlin sur un effectif de 1 700 salariés fixes en raison d'une réduction de 10 % de son budget imposée par le gouvernement. - (AFP)

■ **DISTRIBUTION** : Hachette distribution services (HDS) a annoncé, lundi 16 août, son intention d'investir 5 millions d'euros dans sa propre chaîne de distribution en Pologne, jusqu'à la fin de 2000. HDS, qui tente depuis deux ans de prendre le contrôle de Ruch, le principal distributeur du pays, envisage de renforcer les centres de Lodz et Gdansk.

VALEURS EUROPÉENNES

● L'action VIAG a gagné lundi 16 août 3,61 %, à 485 euros, et celle de Veba a crû de 3,04 %, à 59,4 euros. Les deux conglomérats énergétiques allemands ont été dopés par de nouvelles rumeurs de fusion. ● Le cours de la Dresdner Bank a progressé lundi de 1,7 %, à 41,30 euros. La troisième banque privée allemande a annoncé que son résultat net a grimpé de 6,7 %, à 507 millions d'euros au premier semestre. ● Le titre Linde, le spécialiste allemand des techniques de réfrigération, a plongé lundi de 5,89 %, à 61,55 euros. Le groupe a annoncé qu'il comptait lancer une offre publique d'achat sur le suédois AGA

pour créer le numéro quatre mondial du gaz. ● La valeur CGU a pris lundi 25 pence à 919 pence. CGU, qui est l'un des grands actionnaires de la Société générale, pourrait profiter de la conclusion par la Générale de partenariats en Europe. ● Le titre BT a perdu lundi 21 pence à 949 pence. Selon des informations parues dans la presse, les autorités américaines trouvent à redire au projet d'alliance entre l'opérateur britannique et ATT dans les communications internationales. ● L'action VNU a gagné lundi 3,52 %, à 36,70 euros. L'éditeur a lancé une offre publique d'achat sur l'institut américain de médiamétrie Nielsen Media Research.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Section: AUTOMOBILE. Includes entries for AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, CONTINENTAL AG, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Section: BANQUES. Includes entries for ABBEY NATIONAL, ABRN AMRO HOLDING, ALLIED IRISH BA, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Section: TÉLÉCOMMUNICATIONS. Includes entries for BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, EUROPEAN HOLD, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONSTRUCTION. Includes entries for ACCIONA, ACESA REG, AKTOR SA, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Section: PRODUITS DE BASE. Includes entries for ALUMINIUM GREC, ARJO WIGGINS AP, ASSIDOMAN AB, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONSOMMATION CYCLIQUE. Includes entries for ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, ALITALIA, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Section: CHIMIE. Includes entries for AGA-A, AGA-B, AIR LIQUIDE/RM, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Section: CONGLOMÉRATS. Includes entries for AKER RGI-A, CCI/RM, CIP/RM, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Section: ÉNERGIE. Includes entries for AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Section: SERVICES FINANCIERS. Includes entries for 3I, ALMANIJ, ALPHA FINANCE, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Section: ALIMENTATION ET BOISSON. Includes entries for ALLIED DOMECQ, ASSOCIATED BRIT F, BASS, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Section: ASSURANCES. Includes entries for AGF/RM, ALLEANZA ASS, ALLIANZ AG, etc.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Section: BIENS D'ÉQUIPEMENT. Includes entries for ABB PARTICIP-A, ABB PARTI, ABB PARTI, etc.

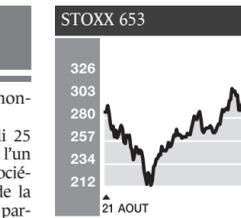


Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

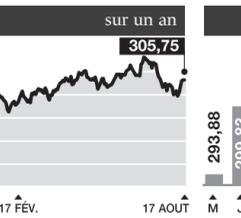


Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

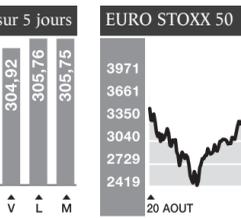


Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.



Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.



Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

Table listing various international stocks with columns for company name, country, and price change.

SERVICES COLLECTIFS

Table listing various international stocks under Services Collectifs with columns for company name, country, and price change.

MEDIAS

Table listing various international stocks under Medias with columns for company name, country, and price change.

BIENS DE CONSOMMATION

Table listing various international stocks under Biens de Consommation with columns for company name, country, and price change.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table listing various international stocks under Commerce Distribution with columns for company name, country, and price change.

HAUTE TECHNOLOGIE

Table listing various international stocks under Haute Technologie with columns for company name, country, and price change.

CODES PAYS ZONE EURO

Table listing various international stocks under Codes Pays Zone Euro with columns for company name, country, and price change.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

Table listing various international stocks under Codes Pays Hors Zone Euro with columns for company name, country, and price change.

www.lemonde.fr/laitek LES NOUVELLES TECHNOLOGIES Avec INTERACTIF

CODES PAYS ZONE EURO

Table listing various international stocks under Codes Pays Zone Euro with columns for company name, country, and price change.

VALEURS FRANÇAISES

Le titre Air liquide a progressé de 0,67 %, dans les premières transactions du mardi 17 août. Le groupe français devenu leader mondial des gaz industriels après le rachat de Boc, devra faire face à un nouveau concurrent : l'allemand Linde qui a lancé une OPA sur le suédois AGA. L'action Bouygues Offshore a bondi de 4,50 %, mardi matin. Le groupe paraplétrolier a annoncé une progression de 29 % de son chiffre d'affaires au premier semestre, à 480,6 millions d'euros. Le carnet de commande du groupe a atteint un nouveau record de 1,07 milliard d'euros. Le titre Société générale a perdu 0,58 %, à 186 euros, à l'ouverture de la séance mardi. Le marché spéculé sur une éventuelle surenchère de la BNP sur sa rivale. Daniel Bouton, président de la Société générale, a dévoilé sa position vis-à-vis des banques étrangères : « partenariat oui, absorption non ». L'action BNP a reculé de 0,48 %, à 73,1 euros, mardi matin, en raison de l'éventualité d'une surenchère sur la Société générale. Michel Pébereau, le président de la BNP, a réaffirmé son intention de mener le projet SBP jusqu'au bout (lire page 14). Le titre Thomson-CSF a gagné 0,58 %, après l'annonce du rachat du premier équipementier de défense australien ADI.

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 17 AOÛT

Liquidation : 24 août

Table with columns: France, Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Montant coupon (€). Lists various French companies and their stock performance.

Main table of stock prices and market data. Columns include company names, previous price, current price, change, and coupon. Includes international and second market sections.

Table titled 'International' showing stock prices for various international companies like American Express, A.T.T., Barrick Gold, etc.

Table titled 'Second Marché' showing stock prices for companies like Dapta-Mallin, Groupe J.C.D., Dauphin, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

LUNDI 16 AOÛT

Une sélection. Cours relevés à 17h35

Table of new market listings with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille. Lists companies like ADL Partner, Alb Soft, Alpha Med, etc.

SECOND MARCHÉ

MARDI 17 AOÛT

Une sélection. Cours relevés à 10h15

Table of second market listings with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille. Lists companies like Dapta-Mallin, Groupe J.C.D., Dauphin, etc.

Table titled 'Abréviations' and 'Symboles' explaining market symbols and abbreviations used in the tables.

Table titled 'Dernière Colonne RM (1)' providing market data and notes for the last column of the main table.

SICAV FCP

Une sélection.

Cours de clôture le 16 août

Table of SICAV and FCP funds with columns: Émetteurs, Valeurs unitaires, Dates. Lists various investment funds.

Table of various financial instruments and banks including CAC, Caisse d'Épargne, Crédit Agricole, CAC Banques, CAC Paris, Crédit Agricole, CAC Banques, CAC Paris, Crédit Agricole, CAC Banques, CAC Paris.

Table of various financial instruments and banks including CAC, Caisse d'Épargne, Crédit Agricole, CAC Banques, CAC Paris, Crédit Agricole, CAC Banques, CAC Paris.

Décès

– Denise Valenciennes et Roland Bermann, ses parents, M^{me} Simone Valenciennes, sa grand-mère, Edith Bermann, sa sœur, Mariette Job, Sophie Robert, sa fiancée, Jeannine Leduc, M. et M^{me} François Job, ont la profonde douleur d'annoncer le décès de

Régis BERMANN, élève officier de l'Ecole militaire de Saint-Cyr, survenu brutalement le 10 août 1999, dans sa vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 19 août, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e.

3, rue du Montparnasse, 75006 Paris, 1, avenue du 25-Août-1944, 94600 Choisy-le-Roi.

– L'ensemble des officiers et élèves officiers du 2^e bataillon de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr ont la tristesse de faire part du décès de

L'e.o.a. BERMANN,

survenu accidentellement, le 10 août 1999.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 19 août, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, Paris-6^e.

« J'avais un camarade [aux absences tranquilles Au retour éclairé de son calme sourire J'avais un camarade et ma voix inhabile Se déchire à chanter [son proche souvenir. »

– Rémy Aron, son fils, Marion Aron, sa fille, Charlotte, Noémi, Stanislas, Isidore, ses petits-enfants, Sa famille, ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Christiane BRESSANGE ARON,

survenu le 14 août 1999.

On se retrouvera pour une bénédiction à l'église de Neauphle-le-Château, le 19 août, à 10 heures.

Aron, 38-40, route de Saint-Germain, 78640 Neauphle-le-Château.

– Allos. Bastia. Paris. Saint-Raphaël.

Andrée Caire, née LLos, son épouse, Chantal et Jean-Pierre Cais, Cécile et Eugène Sabiani, Marie-Paule et François Duault, ses enfants, Muriel et Michel Roualdes, Rachel Cais, Laurent et Jonhatan Sabiani, Guenaelle et Géraldine Sinamal, Florence et Claire Duault, ses petits-enfants, Camille Roualdes, son arrière-petite-fille, Thérèse Dufour et Simone Michel, ses sœurs, Andrée Roche, sa belle-sœur, Tous ses nièces, neveux et leur famille, font part du rappel à Dieu de

Jean CAIRE, survenu le 15 août 1999.

Les obsèques auront lieu ce mardi 17 août 1999, à 15 heures, en la paroisse d'Allos (Alpes-de-Haute-Provence).

« A viscu en l'ounour de la provenco. » « Te cercaren de tout caire. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mulhouse. Chambéry. Saint-Etienne-les-Organes. Aix-en-Provence.

Pierre Descroix, son époux, Ses enfants, Ses parents, Ses frères et sœur, Et tous les parents et amis, font part du décès de

Catherine DESCROIX, née PY,

le 16 août 1999, à Mulhouse.

La cérémonie aura lieu le 18 août, à 14 heures, en l'église Agapé, 64, rue de Mulhouse, Illzach.

« Il y a plusieurs demeures dans la maison de mon Père (...) Je vais vous préparer une place. » Jean 14, 2.

88, rue de Strasbourg, 68200 Mulhouse.

CARNET DU MONDE
Fax : **01-42-17-21-36**
Téléphone :
01-42-17-39-80
01-42-17-38-42
01-42-17-29-96

– M^{me} Akhtar Eshghi, son épouse, Minou Echghi, Leïli Echghi, Elahé et Chandra Covindassamy, ses enfants, Nandana Covindassamy, sa petite-fille, Et toute la famille, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Mostafa ESHGHI, survenu le 5 août 1999, à Toronto.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 19 août, au cimetière parisien de Pantin.

Une cérémonie en sa mémoire aura lieu en septembre, à Téhéran.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Saint-Malo. Bordeaux. Lille. Dinard.

Nous avons la douleur de faire part du décès de

M. Philippe GEORGES, directeur de l'Institut régional d'administration de Lille,

survenu à l'âge de soixante-trois ans.

De la part de M^{me} Michelle Georges, son épouse, Dominique et Aldo Ariano, Pierre-François et Florence Georges, Patrice et Emmanuelle Georges, ses enfants,

Elise, Martin et Clémentine, ses petits-enfants, Colette, Patrick, Jean-Pierre, Zabeth et François, ses frères et sœurs, Et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mercredi 18 août 1999, à 13 h 30, en l'église de Paramé.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Pierre HERRENSCHMIDT, inspecteur général des finances honoraire, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec palme, officier du Mérite maritime,

survenu le 14 août 1999, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 19 août, à 15 heures, en l'église réformée de l'Étoile, 56, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e.

De la part de M. et M^{me} Jacques Herrenschmidt, M. et M^{me} Thierry Herrenschmidt, M. et M^{me} Patrice Koeltz, M. et M^{me} Philippe Herrenschmidt, M^{me} Laurence Herrenschmidt, Ses petits-enfants et ses arrière-petits-enfants, Et des familles Herrenschmidt, Guth, d'Herbécourt, Bourgeois, Ehrmann.

– M^{me} Anne-Marie Kergener, son épouse, M^{me} Monique Schubler, sa belle-sœur, M. et M^{me} Alain Magne et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Claude Cremoux et leurs enfants, Ses neveux et nièces, Les familles Schipper, Levy, Geissman, Kahn, David, Ses cousins, cousines, Et ses très bons amis, ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. André KERGENER,

survenu le 15 août 1999, à Neuilly-sur-Seine.

Les obsèques auront lieu le mercredi 18 août, à 15 heures, au nouveau cimetière de Neuilly, rue de Vimy (boulevard circulaire la Défense).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

159, boulevard Bineau, 92000 Neuilly-sur-Seine.

– Le directeur administratif et financier, Les collaborateurs et collaboratrices de la société Publiclair, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. André KERGENER, leur directeur général,

le 15 août 1999.

Les obsèques auront lieu le mercredi 18 août, à 15 heures, au nouveau cimetière de Neuilly, rue de Vimy (boulevard circulaire la Défense).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Publiclair, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

– Sa famille, Ses amis, Ses collègues, Et tous ses proches, ont la tristesse d'annoncer le décès de

Pierre-Olivier VALLA,

survenu accidentellement le 8 août 1999, à l'âge de trente-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 13 août, au cimetière de Choisy-le-Roi.

Eliance, Direction des ressources humaines, 43, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75508 Paris Cedex 08.

– M^{me} Madeleine Kourilsky, sa mère, Noëlle Kourilsky, Bun et Kim Lak, Christiane et Jean-Yves Lalo, Sophie et Jean-Louis Godard, Marc Lalo et Ceylan Aytac, Chantal et Jan Augeven, Sophie, Laurence et Georges Naguet de Saint-Vulfran, Noémie et Boris, ses sœurs et leurs familles, M^{me} Simone Porta, sa tante, Ses cousins Kourilsky, Porta, Baillon, Et tous ses amis, ont le chagrin de faire part de la mort de

Anne-Marie KOURILSKY,

survenue à Paris, le 14 août 1999, à l'âge de cinquante-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 19 août, à 10 h 45, en l'église d'Auvers-sur-Oise.

7, rue de Florence, 75008 Paris.

– Gilles, Thierry et Brice Matthieussent, ses enfants, Céline, David, Delphine, Sarah, Laure et Yann, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Françoise MATTHIEUSSENT, née ROMMETIN,

survenu le 14 août 1999, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Ses cendres ont été dispersées en forêt.

Repotel, rue Moutard-Martin, 91460 Marcoussis.

– La direction, Les enseignants, Le personnel, Les étudiants de l'Ecole supérieure Estienne, ont la tristesse de faire part du décès de leur ami, collègue et professeur,

Armand PLAS, professeur de lettres modernes,

survenu le 13 août 1999, en Corrèze.

Ecole supérieure Estienne des arts et industries graphiques, 18, boulevard Blanqui, 75013 Paris.

Famille Plas, Orliac, 19450 Chambouive.

– Saint-Jean-du-Gard. Montpellier. Sceaux. Castelnaud-le-Lez. Fribourg (Suisse).

Irène Mercoiret, son épouse, Françoise et Jacques Saslawsky, Jean-Paul et Margot Mercoiret, Pierre et Mavis Mercoiret, Jacques et Marie-Rose Mercoiret, Christine Wavre, Marie Lise et Marc Wavre Betschart, André et Françoise Mercoiret, Luc et Stéphanie Mercoiret, ses enfants,

Henri et Simone, Pierre, Jean, David, Alain, Hélène, Nicolas, Paul, Lynn, Inès et Xavier, Frédéric, Antoine, Corinne, Léa, Jérémie, Philippe, Sarah, Guillaume, ses petits-enfants, Clara, Adrien, Elisa, ses arrière-petits-enfants, Louissette Rafinesque, sa sœur, Les familles Geoffray, Furter, Rafinesque, Bruguière, Besson, Gillieron, Christen, Beguin, Ses parents et amis de partout, font part avec tristesse du décès survenu le lundi 16 août 1999, dans sa quatre-vingt-dix-septième année, de

Paul MERCOIRET, missionnaire au Zambèze.

Ils expriment leur reconnaissance pour sa vie.

Les obsèques auront lieu au temple de l'Eglise réformée de Saint-Jean-du-Gard, le mercredi 18 août, à 13 h 30.

« Je ne te laisserai point aller que tu ne m'aies béni. » (Genèse 32.26).

La Grand-Vigne, 30270 Saint-Jean-du-Gard.

Anniversaires de décès

– Pour

Denis, 1970-18 août 1989.

« Même dans la joie, il y a toi, comme une pensée lancinante. »

– Jean-Pierre et Claude rappellent le souvenir de leurs parents,

Oscar WEISSELBERG,

décédé le 15 août 1974,

Matti WEISSELBERG,

décédée le 23 avril 1983,

qui, par leur vie exemplaire, les inspirent toujours.

REPRODUCTION INTERDITE

Carrières internationales



LA COMMISSION EUROPEENNE

recrute un (m/f)

Directeur pour l'OLAF (Grade A1)

L'Office anti-fraude européen (OLAF) exerce les pouvoirs qu'a la Commission de mener des enquêtes administratives sur les fraudes, corruptions et autres activités illégales portant atteinte aux intérêts financiers de la Communauté, il est tenu d'aider les Etats membres dans la lutte contre la fraude et est chargé de la préparation des initiatives législatives et réglementaires de la Commission dans ce domaine. Le directeur exercera les pouvoirs d'enquête de l'OLAF en toute indépendance et ses activités seront suivies par un comité de surveillance composé de cinq personnes provenant de l'extérieur.

Qualifications:

- être ressortissant d'un des Etats membres de l'Union européenne;
- être titulaire d'un diplôme universitaire ou avoir une qualification nationale équivalente permettant d'entreprendre des études post-universitaires, ou avoir une expérience professionnelle équivalente;
- avoir une expérience professionnelle de **15** ans au moins, dont au moins **5** ans dans un emploi de cadre supérieur, dans un domaine lié aux activités de l'Office;
- avoir une bonne connaissance des principaux problèmes d'ordre juridique et pratique qui peuvent se poser dans la lutte anti-fraude et être apte à travailler dans un environnement multiculturel complexe.

La liste des candidats jugés aptes à occuper le poste devra être approuvée par le comité de surveillance. La Commission consultera le Parlement européen et le Conseil avant d'attribuer le poste. Le poste sera pourvu pour une durée de 5 ans, avec possibilité de reconduction pour une durée supplémentaire de 5 ans.

L'avis de vacance est publié au Journal officiel C 233 A du 14 août 1999. Les candidats peuvent obtenir le Journal officiel en envoyant une enveloppe portant leur adresse (minimum 23x32 cm, exempté de timbre) à l'une des adresses suivantes:

COMMISSION EUROPEENNE (REF. COM/105/99)

- Représentation en France:
 - 288, boulevard St-Germain, F-75007 Paris;
 - 2, rue Henri-Barbusse (CMCI), F-13241 Marseille Cedex 01;
- Unité Carrières et Structures M034 5/113, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

Les candidatures sont à adresser, sous forme de curriculum vitae, à l'adresse suivante:

- Commission européenne, Direction générale Personnel et Administration, Unité Carrières et Structures, M034 5/113, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles.

Délai d'introduction des candidatures: 21.09.1999.

<http://europa.eu.int/eur-lex>



Rat der Eidgenössischen Technischen Hochschulen	Conseil des écoles polytechniques fédérales	Consiglio dei politecnici federali	Cussegl da las scolas politecnicas federalas	Board of the Swiss Federal Institutes of Technology
ETH-Rat	CEPF	CPF	CSPF	FIT Board

L'actuel président de la direction de l'EMPA, Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche, prendra sa retraite au printemps 2001. C'est la raison pour laquelle nous cherchons une personnalité compétente pour la

direction générale de l'EMPA

(succession du Prof. Dr. Fritz Eggmann).

L'EMPA est un institut technologique du domaine des EPF qui, comme les Ecoles polytechniques fédérales et les trois autres instituts de recherche, est subordonné au Conseil des EPF. A l'heure actuelle, ses activités portent principalement sur la recherche appliquée et l'essai des matériaux neutre et accrédité. Le centre de ses activités sont les matériaux, la technique et les analyses de l'environnement ainsi que la sécurité et la qualité des ouvrages d'art, des installations, des produits et des procédés. Sur trois sites à Dübendorf, St-Gall et Thoun, près de 800 collaboratrices et collaborateurs exécutent des mandats pour des institutions ou des clients privés suisses et étrangers. Des spécialistes travaillent de manière interdisciplinaire dans plus de 30 domaines dans la recherche et le développement, les essais, le conseil et la diffusion de savoir pour la sécurité des personnes et de l'environnement. Des accords avec des institutions étrangères assurent la reconnaissance des essais et des certifications de l'EMPA à l'intérieur de l'Europe et au-delà de ses frontières.

La personnalité recherchée dirigera l'EMPA et assumera une large responsabilité scientifique, technique et opérationnelle. Elle aura la possibilité d'enseigner à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich ou de Lausanne.

Nous cherchons pour cette fonction ambitieuse une personnalité douée de qualités affirmées de dirigeant, d'une compétence scientifique reconnue au-delà de nos frontières dans l'une des spécialités de l'EMPA et de la capacité de coopérer étroitement avec les milieux scientifiques et administratifs à l'échelle internationale. Nous accordons une importance particulière à une excellente faculté de communication et à la volonté de mettre en place des réformes de manière rapide et précise.

Veillez adresser votre candidature écrite accompagnée du dossier habituel au Dr. Stephan Bieri, délégué et vice-président du Conseil des EPF, ETH Zentrum, 8092 Zürich, d'ici à la fin septembre 1999.

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 18 AOÛT 1999

SCIENCE ET FICTIONS Les progrès des technologies numériques rendent de plus en plus réaliste l'imitation de l'environnement réel. ● LES CRÉATIONS nées de l'imagination des

auteurs de science-fiction commencent ainsi à se concrétiser, provoquant l'inquiétude de certains et entraînant un vif débat. ● PHILOSOPHES et sociologues s'affrontent pour condamner



ou défendre cette substitution du virtuel au réel. ● LA DÉGRADATION des relations humaines dans un cybermonde froid et abstrait est mise en avant par les opposants. ● LES PARTI-

SANS du virtuel soulignent, en revanche, qu'il offre à l'homme de nouveaux moyens de communication et une meilleure maîtrise de son environnement.

Les frontières du virtuel et de la réalité sont de plus en plus floues

L'informatique et l'électronique permettent aujourd'hui d'immerger l'esprit humain dans un univers presque aussi réaliste que le monde réel. Ces technologies dignes du monde de l'anticipation ont déjà de nombreuses applications médicales, industrielles ou ludiques

DOUG QUAIL, le héros de Philip K. Dick porté à l'écran par le film *Total Recall*, a-t-il été le jouet d'une machination ? Les souvenirs achetés dans une officine spécialisée étaient-ils vraiment virtuels ? A une goutte de sueur près, le film laisse habilement planer le doute. Tout au long de l'histoire, le spectateur partage avec le héros la question fatidique : être ou ne pas être dans la réalité.

Auteur prolifique, adulé pas les amateurs de romans de science-fiction, Philip K. Dick s'est taillé une incontestable réputation d'écrivain visionnaire. *Blade Runner*, le film réalisé par Ridley Scott en 1982, l'a consacré auprès du grand public comme l'un des maîtres du genre. Moins réputé, malgré – ou à cause ? – de la présence d'Arnold Schwarzenegger, *Total Recall* brosse un tableau saisissant de l'une des dimensions qui prend une place croissante dans le monde d'aujourd'hui : le virtuel. Faute de pouvoir se rendre sur Mars, la planète de ses rêves, Doug Quail achète le souvenir de ce séjour, avec un rôle d'agent secret en prime. Mais l'histoire dérape. Virtuel et réel se mêlent jusqu'à ne plus pouvoir se distinguer.

Ce thème promet de hanter encore longtemps les ouvrages et les films de science-fiction. Mais, en 1966, lorsque Philip K. Dick écrit la nouvelle qui va inspirer, vingt-quatre ans plus tard, le réalisateur de *Total Recall*, il fait preuve d'une prescience impressionnante mais peut-être moins futuriste qu'il ne l'imaginait. Aujourd'hui, en effet, ce qu'il décrit ne peut plus être considéré comme pure imagination. Si la programmation directe de la mémoire humaine ne semble pas encore d'actualité, les outils de réalité virtuelle commencent à proposer des « voyages » capables de s'imprimer dans la mémoire. Une façon d'offrir à Doug Quail son expérience d'agent secret sur Mars à moindres frais.

Les progrès de la technologie numérique permettent ainsi l'immersion de l'esprit dans un univers presque aussi réaliste que le monde réel. L'expérience virtuelle se présente alors comme un moment de vie « réellement » vécu. Ce n'est plus – comme dans la nouvelle de Philip K. Dick – la mémoire qui est fabriquée artificiellement, mais le décor, les personnages, les situations. Les premières applications de ces développements ne concernent pas encore les voyages purement touristiques, faute d'une qualité gra-



Dessins extraits des aventures de Blake et Mortimer « Le Piège diabolique » d'Edgar P. Jacobs.

phique suffisante. Mais elles offrent déjà des expériences étonnantes de réalisme.

Une étape décisive a été franchie, en 1996, avec la publication du jeu sur CD-ROM intitulé *Versailles*, produit par Canal+, Cryo et la Réunion des musées nationaux (RMN). Pour la première

C'est lui qui décide d'interroger les peintres Le Brun et Mignard, ou de s'approcher discrètement des personnages de la cour pour écouter leur conversation et recueillir de nouveaux indices. Le jeu conduit à explorer les passages secrets du palais et à comprendre les relations entre les

« L'utilisateur peut placer un instrument pour faire pression sur un organe, en "sentir" la souplesse et la malléabilité, et voir la déformation qu'il y a provoquée »

fois, l'utilisateur était plongé dans un décor reproduisant avec une extrême précision les moindres détails d'un lieu historique, le château du Roi-Soleil. Mieux qu'un documentaire, le CD-ROM propose une reconstitution d'époque, avec les tableaux que pouvait admirer Louis XIV et dont certains sont aujourd'hui absents du château. Mieux qu'un film, *Versailles* met le joueur en situation d'acteur devant résoudre une énigme grâce à ses propres initiatives.

différents acteurs de l'intrigue. Une leçon d'histoire ludique doublée de la visite virtuelle d'un lieu bien réel.

Les systèmes de casques associés aux gants de réalité virtuelle, qui étaient supposés créer une illusion d'immersion encore plus convaincante, semblent, en revanche, faire long feu. Encombrant, gênant pour les mouvements et délicat à mettre au point, ce type d'équipement se développe beaucoup moins vite que

prévu. Dans les laboratoires, se préparent aujourd'hui des outils autrement puissants. C'est ainsi que les Etats-Unis ont lancé une initiative nationale de téléimmersion. L'un des acteurs de ce programme, le laboratoire de visualisation électronique (EVL) de l'université de l'Illinois, à Chicago, travaille sur la création de « télébox ».

En 1992, l'EVL a présenté les premiers résultats de ses recherches, le Cave, un box de réalité virtuelle d'environ 3 mètres cube, constitué d'un système de sonorisation et de quatre écrans formant trois murs verticaux et un plancher. Les images sont produites par trois rétroprojecteurs et un système de projection verticale par miroir à 45 degrés pour le sol. L'occupant porte des lunettes stéréoscopiques à cristaux liquides et un capteur à 6 degrés de liberté qui repère la position de sa tête. Un second capteur et des boutons intégrés à une baguette – une souris à trois dimensions – lui servent à interagir avec l'environnement virtuel. Un ordinateur (Onyx de Silicon Graphics) contrôle la projection des images. Le logiciel supporte les applica-

tions en réseau, c'est-à-dire avec plusieurs utilisateurs situés dans différents Caves et partageant le même environnement virtuel. Certes, l'espace ainsi créé reste limité. Mais le degré d'immersion atteint permet d'expérimenter des applications dans l'enseignement et la conception. Plusieurs Caves sont déjà installés dans des organismes de recherche et des institutions artistiques.

Pour augmenter encore le réalisme des expériences virtuelles, il est nécessaire de dépasser la seule stimulation des sens de la vue et de l'audition. C'est la tâche du groupe de communication sensorielle au laboratoire de recherche en électronique (RLE) du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Cette équipe travaille sur les sens de l'audition et du toucher. Ses objectifs concernent le développement d'environnements virtuels, mais aussi l'amélioration du sort des personnes handicapées (sourds, aveugles) grâce à des systèmes d'assistance auditive, visuelle et tactile, et le perfectionnement des interfaces homme-machine.

Les chercheurs se focalisent notamment sur l'amélioration des systèmes de téléopération dans lesquels un homme manipule un robot à distance. La virtualité s'intercale alors entre l'être humain et la machine. Les interfaces dits « haptiques » permettent au premier de sentir et de manipuler un objet réel ou virtuel saisi par le robot. La frontière s'efface. Un autre laboratoire du MIT, le Rapid Autonomous Machining Laboratory, a ainsi développé un système qui donne à l'opérateur le sens du toucher à travers la machine, dans un environnement virtuel en trois dimensions. Les applications visées se trouvent dans le milieu industriel (prototypage rapide), ce qui explique un partenariat avec le constructeur japonais d'automobile Suzuki.

Un troisième laboratoire du MIT dépendant du RLE, le Touch Lab, travaille sur les applications en chirurgie qui font partie des

plus spectaculaires. Pour s'entraîner à la pratique de la laparoscopie (endoscopie de la cavité abdominale), les étudiants voient les organes et les tissus sur un écran et manipulent une sorte de souris. « L'utilisateur peut placer un instrument pour, par exemple, faire pression sur un organe, explique le docteur Catagay Basdogan, un chercheur du RLE. Il peut en « sentir » la souplesse et la malléabilité, et voir la déformation qu'il y a provoquée. » Le laboratoire dispose déjà d'une sonde virtuelle et de forceps pour effectuer cette simulation. « Nous travaillons maintenant sur des instruments de coupe et sur un modèle informatique du saignement. Les tissus doivent saigner lorsque vous les incisez », indique le docteur Basdogan.

Peu à peu, les chercheurs parviennent à modéliser la réalité, même si leur objectif n'est pas de recréer cette dernière dans toute sa complexité. Ils analysent de plus en plus finement les caractéristiques des sens qui nous servent à la percevoir. Il ne reste plus, ensuite, qu'à mettre l'être humain devant une représentation du monde suffisamment réaliste pour tromper ces sens. Les travaux de ces créateurs d'illusion modernes semblent bien partis pour y parvenir, au moins dans un nombre limité de domaines. L'évolution des technologies électroniques et informatiques est si rapide qu'elle accompagne ces recherches en lui fournissant les outils nécessaires.

De là à imaginer un voyage virtuel sur Mars avant même que les astronautes humains aient posé le pied sur la Planète rouge, il y a un pas. Un grand pas pour l'humanité ? Les écologistes du monde réel et palpable présagent des catastrophes. L'exploration du virtuel fait peur. Comme pour celle d'une planète inconnue, il faudra en découvrir les pièges et apprendre à les éviter. Mais le danger a-t-il déjà fait reculer l'être humain lorsqu'il s'agit de fouler un territoire vierge ?

Michel Alberganti

EXTRAIT

« Une intuition lui disait que quelque chose tournerait de travers »

AUSSITÔT réveillé, il eut envie de Mars. « Ses vallées, songea-t-il. Comment est-ce, d'en fouler le sol ? » Le rêve prenait de l'ampleur à mesure que la conscience lui revenait. (...) « Un jour, j'irai, se dit-il. Je verrai Mars avant de mourir. » C'était impossible, bien sûr, et il le savait pertinemment, si rêveur fût-il (...)

Était-ce la solution ? Après tout, les illusions, si convaincantes soient-elles, n'étaient que des illusions. Du moins objectivement. En revanche, subjectivement, c'était le contraire. Et quoi qu'il en fût, il avait rendez-vous ; dans cinq minutes. (...)

« Mr. Quail, reprit patiemment McClane. Comme vous nous l'avez expliqué dans votre lettre, vous n'avez aucune chance d'aller un jour sur Mars ; vous n'en avez pas les moyens et, beaucoup plus important, vous ne présentez pas les qualifications requises pour être agent secret chez Interplan ou ailleurs. Ce que nous vous proposons est donc la seule manière de réaliser... hum, le rêve de votre vie. Est-ce que je me trompe ? Non, vous ne pouvez ni être agent secret ni vous rendre pour de vrai sur Mars. » Il gloussa. « Mais vous pouvez l'avoir été et y être allé. Nous nous en chargeons. Et notre tarif est raisonnable, sans mauvaises surprises. » Il eut un sourire encourageant.

« Le souvenir extra-factuel est-il à ce point convaincant ? », interrogea Quail.

« Plus vrai que vrai. Si vous étiez vraiment allé sur Mars comme agent Interplan, à l'heure actuelle vous auriez oublié la quasi-totalité de votre mission. (...) Dans le contrat global que nous vous offrons, les souvenirs sont si profondément implantés que rien n'est oublié. Le matériel qu'on vous injecte pendant votre coma artificiel a été créé par des experts remarquablement formés qui ont passé des années sur Mars ; dans tous les cas, nous vérifions tout dans les moindres détails. » (...)

La bouche sèche sous l'effet de l'angoisse, Quail sortit du bureau à la suite des deux techniciens ; la suite dépendait d'eux. « Croirai-je véritablement être allé sur Mars ? », se demanda-t-il. Et avoir réussi à satisfaire mon ambition la plus chère ? » Une intuition bizarre et persistante lui disait que quelque chose tournerait de travers. Mais quoi au juste ? Il ne le savait pas.

Il lui faudrait attendre pour le découvrir.

★ Extrait d'une nouvelle de Philip K. Dick publiée pour la première fois dans la revue *Fantasy & Science Fiction* en avril 1996 sous le titre *You Can Remember It for You Wholesale*. Cette nouvelle d'une trentaine de pages a été adaptée au cinéma par le réalisateur Paul Verhoeven sous le titre *Total Recall* (1990) avec pour vedettes Arnold Schwarzenegger et Sharon Stone.

Le cyberspace, entre rêve et cauchemar

LE MONDE virtuel alimente un débat virulent entre philosophes et autres théoriciens d'Internet, du multimédia et des jeux vidéo. D'un côté, les apôtres d'un cyberspace considéré comme le nouveau paradis de la communication sans frontières ; de l'autre, les prophètes d'une apocalypse des rapports humains charnels, en danger de dilution dans cet univers immatériel. L'idée même de remplacer – à l'instar du héros de Philip K. Dick – de bonnes vraies vacances par une injection de mémoire artificielle fait frémir ceux qui craignent de voir disparaître l'expérience directe de la réalité. Le cinéma, la radio et la télévision, premières manifestations d'une virtualisation électronique de la représentation du monde, n'ont guère provoqué de débats métaphysiques. En revanche, la démocratisation galopante des nouvelles technologies numériques fait craindre le pire à nombre d'intellectuels qui se transforment, pour l'occasion, en écologistes de l'esprit, en défenseurs de l'homme de chair et d'os qui, depuis toujours, utilise ses sens pour se mouvoir dans le monde réel.

L'urbaniste Paul Virilio s'inscrit dans le camp des critiques les plus acerbes. « Privés progressivement de l'usage de nos organes récepteurs, de notre sensualité, nous sommes handicapés, comme le handicapé, par une sorte de mesure cosmique, la recherche fantasmagique de mondes et de modes différents, où l'ancien "corps animal" n'aurait plus sa place, où serait réalisée la symbiose totale entre l'humain et la technologie », écrit-il (*La Bombe informatique*,

Galilée, 1998). Ainsi, l'homme risquerait de se perdre dans cette fusion contre-nature. Paul Virilio dénonce également les pièges du temps réel, de la compression de l'espace et du mythe du village planétaire où « le lointain l'emporte sur le prochain ». Selon lui, la société risque de se scinder en deux catégories : « Ceux qui vivront au rythme du temps réel de la ville mondiale, dans la communauté virtuelle des nantis, et ceux qui survivront dans les marges de l'espace réel des villes locales, plus abandonnées que ceux qui vivent aujourd'hui dans les zones suburbaines du tiers-monde. »

« UN MONDE FAUX OU IMAGINAIRE »

Les possibilités d'échange entre les hommes offertes par les technologies de communication équilibreront-elles ces graves travers du cybermonde ? Le sociologue Philippe Breton ne laisse guère d'espoir. Il dénonce l'utopie d'une communication qui se transforme « en un échange de messages de plus en plus abstrait et déréalisé » (*L'Utopie de la communication*, La Découverte, 1995). Il stigmatise le risque d'« une société certes fortement communicante, mais faiblement rencontrante ».

A ces sinistres augures s'opposent des conceptions plus optimistes. Celle du philosophe Pierre Levy en fait partie. Pour ce dernier, la virtualité n'est nullement « un monde faux ou imaginaire », bien au contraire. « La virtualisation est la dynamique même du monde commun, elle est ce par quoi nous partageons une réalité », écrit-il dans son ouvrage *Qu'est-ce que le virtuel ?* (La Découverte, 1995).

L'actualité se charge d'étayer cette thèse selon laquelle le virtuel serait un médium du réel. C'est ainsi que, le 27 juillet, une dépêche de l'Associated Press rendait compte du procès intenté par Ian Fowler, un Anglais de trente-huit ans, contre Debbie Lynn Horton, une Américaine avec laquelle il s'était engagé dans une histoire d'amour via Internet. Après avoir rencontré celle qu'il voulait épouser en Georgie, aux Etats-Unis, il s'était retrouvé dépourvu de tout son argent. Le 28 juillet, une autre dépêche de la même agence faisait état du viol de cinq adolescentes et d'une jeune femme d'une vingtaine d'années par des hommes rencontrés sur la Toile ou sur les réseaux téléphoniques de Singapour.

Les nouvelles de ce type pullulent, qui démontrent que le virtuel ne reste pas forcément confiné dans l'abstrait. Pour le malheur des victimes dont les histoires alimentent la rubrique des faits divers. Pour le bonheur, il faut l'espérer, de ceux qui utilisent ces outils de communication loin des feux de l'actualité. Faut-il opposer réel et virtuel ? Où classer le rêve ? Les expériences troublantes de Carlos Castaneda sur les états de conscience modifiés par les hallucinogènes soulignent les relations ambiguës que les hommes entretiennent depuis toujours avec le monde qui les entoure. Bien avant l'invention du casque de réalité virtuelle et des gants tactiles ; et sans qu'ils aient besoin de l'injection de mémoire artificielle imaginée par Philip K. Dick.

M. Al.

GASTRONOMES À L'ESCALE. 5

Un Américain dans les étoiles

Correspondant à Paris pour le « New Yorker », Adam Gopnik tire les conclusions de quelques-uns de ses repas chez Alain Passard

CE DONT je me souviens le mieux, ce sont les bruits. J'y dînais encore l'autre soir, et, de derrière la porte fermée, je pouvais clairement ranimer mes souvenirs. Je veux parler de cette journée mémorable passée dans la minuscule cuisine du restaurant d'Alain Passard, L'Arpège, rue de Varenne, à Paris. Quand j'y repense, j'entends encore le boucan presque insupportable qui forme la bande-son, la partition magistrale de la grande cuisine: le « plonk » du métal plongé dans l'eau et venant heurter les parois de l'évier; le cliquetis plus aigu, plus sec, d'une sauteuse propre empilée sur une autre; le crépitement de mitrailleuse d'un fouet dans une casserole de cuivre; enfin, le tonnerre écrasant, de fin du monde, des poêles chaudes flanquées sur la paillasse pour y être nettoyées de frais.

Et de ce chaos, de ce tintamarre, émergeaient des plats véritablement poétiques. Ou plutôt non: rien ne sert de parler de cuisine en la comparant à telle ou telle autre expression artistique. Ce serait affadir les impressions qu'elle nous offre et gauchir les sentiments qu'elle nous inspire. Cette cuisine n'était pas plus poétique que « symphonique » et n'évoquait pas davantage une tragédie antique. Ce n'était que de la cuisine, une cuisine « sans agression » comme le dira joliment un serveur.

Les gens qui voient dans la

De Philadelphie à la Rive gauche

Adam Gopnik appartient à la rédaction du *New Yorker* depuis 1986 et a publié de nombreux articles, allant du reportage à la fiction, ainsi que des critiques d'art. Né à Philadelphie (Pennsylvanie), il a fait ses études à Montréal, au Canada, puis vécu à New York. Depuis 1995, il habite dans la capitale française, sur la Rive gauche bien sûr, d'où il écrit pour le *New Yorker*, un « *Journal de Paris* » qui a reçu l'an dernier, aux Etats-Unis, le George Polk Award pour ses reportages, ainsi que le National Magazine Award dans la catégorie des essais, l'auteur « ayant plus fait pour l'image romantique de Paris que tout autre journaliste de sa génération ».

gastronomie matière à publicité ou à nostalgie n'aimeront jamais vraiment les compositions de Passard, qui, partant des gestes fondamentaux, s'attachent moins à sublimer le propos qu'à l'exposer en disant: voilà comment on procède.

Laisser longuement cuire une pièce de viande; ajouter des pêches blanches et des amandes crues à une assiette de haricots verts; faire rissoler des palourdes au four avec de la coriandre. Passard est ici à son chevalet et nous à notre plaisir. En vivant à Paris, j'ai pris entre autres habitudes celle de faire la cuisine tous les soirs.

D'ordinaire, je dois l'avouer, je prépare des plats méditerranéens ou italiens, et souvent, avec encore plus atroce, d'après des recettes prises dans des livres anglais. Mais une journée passée dans les ateliers de L'Arpège m'a rempli du désir d'en imiter les divines surprises. C'est impossible, naturellement, mais la sensation de pouvoir réussir, même de façon ténue, et de tenter l'aventure, même pour la simple préparation d'un dîner familial, suffit à ranimer la foi en sa nécessité.

C'est bien de cette sérénité dont fait preuve Passard – que je tiens, avec Guy Martin, du Grand Véfour, et Pierre Gagnaire, pour le nouveau sommet de la table française – que



DESSIN DE THIERRY DALBY

va jaillir si curieusement, si drôlement du chaos, cette allégresse qui nous émeut tant. Elle est le signe que si la cuisine française cesse d'être impériale, si elle ne se veut plus hégémonique, alors l'amour du plaisir remplacera l'amour du pouvoir.

Je suis l'un de ces mauvais sceptiques qui ont publié leurs doutes sur la suprématie persistante de cette cuisine, attitude, je l'ai découvert à mes dépens, infiniment plus répréhensible que de critiquer l'incontestable vertu logique de la force de frappe ou la semaine des trente-cinq heures. J'ai écrit un long article pour le *New Yorker* sur mon expérience de mangeur.

Comme toujours, s'agissant d'essais personnels, leurs nombreux parfums et contradictions furent réduits à la lecture jusqu'à n'être plus qu'une thèse, thèse à son tour liée avec un corps gras pour devenir une

nous donner des leçons », souvent utilisé pour la défendre.

Au cours de mon dîner chez Passard l'autre soir – étant donné les prix, je ne peux m'y rendre qu'une ou deux fois par an –, j'ai été une fois de plus renversé et conquis par sa pureté de moyens, leur simplicité et la justesse de l'exécution. Voici ma nouvelle théorie, et je peux en produire une par saison tant je me retrouve dans ce pays: la gloire de la cuisine française ne réside pas dans le conflit entre son introversion et son extraversion.

Elle résulte de sa place dans cette bataille interminable où s'affrontent une culture officielle, soumise jusqu'à en mourir aux arguments abstraits, et une civilisation ordinaire qui se contente de glorifier les particularismes. En fait, elle se situe entre une culture officielle affirmant que sa grandeur vient de la création d'un ministère supplémentaire pour résister au McDo et une civilisation toute simple qui, voyant un petit pois, un pamplemousse au gingembre et à la coriandre, déclare: « Regardez. »

Dans l'ouvrage dirigé par Pierre Nora, *Lieux de mémoire* (Gallimard), l'auteur de l'article consacré à la cuisine française développe l'argument selon lequel sa grandeur est d'avoir su imposer un grand cadre à un petit objet, la manière noble à une nécessité physique. Je pense au contraire que nous aimons cette cuisine, haute ou basse, parce qu'elle exprime la permanence des traditions empiriques et contestataires de la France.

Dans les échafaudages grandioses et tarabiscotés de sa cuisine, il faut voir une critique sarcastique et implicite des grandes usines à gaz de la culture officielle du pays. Antoine Blondin a parlé de « l'ironie du sport ». On pourrait également parler de l'ironie de la cuisine qui ennoblit tout à la fois et rabaisse en comparaison l'ennuyeusement noble. La manière noble nous rappelle non seulement que la cuisine elle-même peut devenir académique, mais aussi qu'un académicien doit manger.

En France, deux cultures différentes – officielle et pompeuse ou ordinaire et sublime – s'affrontent depuis un siècle au moins, et les caprices de la cuisine française ne sont qu'une expression de cette guerre. Ainsi, le Musée d'Orsay est la revanche la plus récente de la culture française officielle sur la civilisation française. On y voit la gloire de la civilisation, l'origine du mythe du plaisir bourgeois, la peinture française de 1860 à 1900, reléguée sous les combles, dans la chambre des bonnes, comme une domestique.

L'opposition de la culture et de la civilisation est ancienne.

L'extraordinaire, en France, est que, depuis le XVII^e siècle, sa culture populaire est un vestige de l'officielle et de la pompeuse et qu'elle n'a rien de plébéien ni de folklorique. Ce qui explique qu'un citoyen ordinaire, lorsqu'on l'interroge sur son alimentation, puisse s'exclamer: « Nous n'avons pas de leçons à recevoir », tout comme un fonctionnaire de la culture auquel on déclarerait que la peinture française ne règne plus en maître.

La première réaction, instinctive et sanguine, d'un Français devant le scepticisme porté sur la cuisine française ne consiste pas à rire – quel Indien ne rirait pas si l'on critiquait son

En France, deux cultures différentes – officielle et pompeuse ou ordinaire et sublime – s'affrontent depuis un siècle au moins et les caprices de la cuisine française ne sont qu'une expression de cette guerre

curry? –, mais de répliquer en haut administrateur des assiettes nationales. Ce que la cuisine de Passard m'a appris, c'est que la culture pompeuse, officielle, la manière noble, peuvent être renversées par l'étreinte bruyante, attentive, sans prétention, onéreuse, quasi religieuse de l'objet situé juste sous notre nez.

On entend beaucoup parler, ces temps-ci, du côté moisi de la cuisine française. Mais c'est le rôle d'une civilisation ordinaire, et du simple plaisir au quotidien, de transmuier la moisissure culturelle en patine civilisée. La cuisine française, c'est encore une leçon apprise chez Passard en regardant tous ces stagiaires américains qui étudiaient le maître. Le maître, tout en proie à l'ironie la plus fine et au cosmopolitisme le plus appliqué, alors même que ce qu'il élaborait était dans son plus simple et serein état. Une contradiction? Mais qu'y a-t-il de plus français que la tradition du cosmopolite serein et souriant, de Barthes à Voltaire?

Adam Gopnik
Texte traduit de l'anglais
(Etats-Unis)
par Guillaume Villeneuve.

POINTS DE PASSAGE

Michel Guérard

ÉTONNANT parcours que celui de Michel Guérard, avec pour tout bagage un CAP de cuisine et pâtisserie, qui a contribué à former une douzaine de cuisiniers de premier plan, parmi lesquels Alain Ducasse, et dont les ouvrages ont marqué toute une génération, celle d'Alain Passard, de vingt-trois ans son cadet. Par petites touches, sans dogmatisme, comme autant de fragments d'un discours sur la modernité en cuisine, Michel Guérard a peu à peu constitué une théorie de la pratique culinaire. Deux décennies pendant lesquelles sa cuisine a évolué; de légère et délicate, elle est devenue transparente dans son rendu, comme l'est aujourd'hui « l'oreiller moelleux de mousserons et de morilles aux asperges ». Une cuisine qui n'est plus fondée sur la liaison, évite le beurre, la crème ou la farine. Les accords de saveurs sont soulignés d'un simple jus de cuisson, les arômes sont exprimés par contraste, la cuisson est respectueuse des textures. Tout est occulté, sinon invisible. Les nouvelles techniques de cuisson sont mises au service de la contiguïté des goûts qui feignent la liaison, sans toutefois jamais l'oublier.

Un ordre caché au seul profit des qualités gustatives et qui s'exprime cet été dans « la poitrine de poulette grillée au lard sur la braise fourrée d'aromates et jus au limon » ou encore dans l'étrange « gâteau mollet du marquis de Béchamel ». A Eugénie-les-Bains l'on continue de célébrer un art de vivre où la gourmandise n'est pas le contraire de la diététique, où le raffinement ne doit pas être confondu avec le luxe. Compter 600F à 780 F, 91,47 € à 118,91 €.

★ Les Prés d'Eugénie 40320 Eugénie-les-Bains, tél. : 05-58-05-06-07. Fermé lundi soir et mardi (hors saison).

Guy Savoy

GUY SAVOY se passionne pour la peinture, Alain Passard pour la sculpture. Là, peut-être, est leur différence. Guy Savoy inscrit sa démarche dans le cadre et trace le trait juste qui satisfait son univers des saveurs. C'est la fameuse « soupe d'artichaut à la truffe et parmesan » qu'accompagne une brioche parfumée. Trois saveurs distinctes, une infinité de nuances qui dépassent l'espace de l'assiette, mais, au total, une façon très simple d'exprimer des accords complexes.

Avec le « bar en écailles grillé aux épices douces » la complication n'est que d'exécution. Le trait juste du cuisinier réside dans l'exacte cuisine qui préserve la texture du « ragoût de moules et mousserons, jus terre et mer », dont l'équilibre des saveurs est certes fragile, autant que celui du homard en fines aiguillettes « éclaté au vin jaune et à l'huile de noisettes » de Passard. La cuisine de Guy Savoy est vive, instinctive, sensuelle, à l'image de son auteur. Pour Alain Passard, la grâce, en cuisine, « c'est de savoir regarder le homard autrement ». Ils s'entendent sur un principe, pas plus de deux à trois saveurs par plat. Compter 880 F, 134,16 €.

★ 18, rue Troyon, 75017 Paris, tél. : 01-43-80-40-61. Fermé samedi midi et dimanche.

Pierre Gagnaire

LA CUISINE de Pierre Gagnaire associe goûts et textures à l'harmonie des couleurs, à l'art de la découpe et au choix de la vaisselle. Cuisine baroque qui suppose la construction d'une forme sensible, adaptée à chaque mets. Ainsi des « écrevisses sauvages du Léman parfumées d'écorces d'oranges séchées au garam-masala » dont un « sabayon au cidre fermier » réveille les ardeurs, accompagnés d'une « aiguillette de poularde de lait aux blettes » rehaussée d'une « tranche de lard blanc dégraissé ». Sept ou huit saveurs s'expriment dans ce plat éblouissant, d'ailleurs parfaitement ordonnées. Le sort du pigeon paraît scellé avec un accompagnement de raisin « moscatel et de foie gras d'oie marbré de coppa Corse et figue sèche », mais, dans l'assiette, le « craquant de chocolat amer au curry et feuilles de laitues séchées » fait entrevoir la limite de l'unité d'une harmonie.

Carré magique des recettes et des ingrédients en période de mondialisation, ou avant-gardisme culinaire? La haute cuisine, pour maîtriser ses audaces, exige de chaque élément une perfection de texture, de cuisson et de saveur. C'est pourquoi l'on compare souvent Alain Passard et Pierre Gagnaire. Le premier a appris de sa grand-mère, cuisinière au village, la maîtrise du feu; le second participe au mouvement de la vie, à ses sursauts, son désordre même, et restitue un ordre éphémère appelé à être de nouveau changé. Compter 450 F à 840 F, 68,60 € à 128,06 €.

★ 6, rue Balzac, 75008 Paris, tél. : 01-44-35-18-25. Fermé samedi et dimanche midi.

Marc Veyrat

CHAPEAU AU VENT, sac au dos, brodequins aux pieds, Marc Veyrat herborise. Telle est l'image médiatique de ce passionné, chef de file des quadras parmi lesquels Alain Passard. De retour dans sa cuisine laboratoire sur les rives du lac d'Annecy, en attendant de s'installer aussi à Megève en octobre, il se livre à la recherche incongrue d'arômes venus de l'enfance, à la patiente construction du mariage des saveurs de la berce et du pimpiolet, de la gentiane jaune, de l'armoise ou de l'achillée. Un savoir-faire cousu main avec tout le temps que l'on imagine à l'élaboration. Cela donne « l'œuf coque à l'oxalis des bois et sève de sapin », ou « la fêra du lac grillée à la benoîte urbaine ».

Se jouant des techniques sophistiquées, Marc Veyrat compose des infusions, des bouillons aromatiques, des jus comme l'enseigne Michel Guérard. Emploie-t-il des arômes? Un jeu. Et aussi une recherche dont les traits invisibles marquent la différence avec le déjà vu, l'étrange ou l'ailleurs. Certains dénoncent la mystification. Nous voyons là au contraire une tentative personnelle, assez inimitable, de renouvellement de la cuisine française. Un maillon original de la chaîne des « héritiers » de Michel Guérard. Compter 685 F à 995 F, 104,43 € à 151,69 €.

★ 13, Vieille Route des Pensières, 74290 Veyrier-du-Lac, Tél. : 04-50-60-24-00. Fermé lundi (hors saison).

Jean-Claude Ribaut

Chaque samedi avec

Le Monde
DATÉ DIM./LUNDI

retrouvez

LE MONDE TELEVISION

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 18 AOÛT 1999

ARTS Maria Lassnig, artiste autrichienne encore peu connue en France, fait l'objet d'une double exposition, au FRAC des Pays de Loire et au Musée des beaux-arts de

Nantes, jusqu'au 26 septembre. ● **DES AUTO-PORTRAITS** forment toute son œuvre, depuis plus de quarante ans, ou plus exactement des tableaux peints à partir de ses sensa-

tions corporelles et non visuelles. ● **SES PREMIERS** travaux de « conscience du corps » ont été présentés à Vienne en 1950. L'artiste, qui a cette année quatre-vingts ans, a en-

suite vécu à Paris, puis à New York. ● **À LECTURE**, dans le Gers, le festival L'Été photographique présente ses expositions, souvent consacrées à de jeunes photographes, dans des

salles aménagées dans l'école, dans des maisons, dans des boutiques. La dixième édition compte sept expositions, dont une de 470 photographes du Tchèque Bohdan Holomicsek.

A Nantes, Maria Lassnig ou l'autoportrait à l'épreuve du corps

Le Musée des beaux-arts et le Fonds régional d'art contemporain se sont accordés pour présenter la première rétrospective consacrée en France à l'artiste autrichienne Maria Lassnig, qui a quatre-vingts ans cette année

MARIA LASSNIG, Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000 Nantes. Tél. : 02-40-41-65-50. Du lundi au samedi de 10 heures à 18 heures (le vendredi jusqu'à 21 heures), le dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé le mardi et les jours fériés. Jusqu'au 26 septembre. FRAC des Pays-de-la-Loire, 7, rue Frédéric-Kuhlmann, 44100 Nantes. Tél. : 02-40-69-87-87. Du mardi au dimanche de 14 heures à 18 heures. Fermé les jours fériés. Jusqu'au 26 septembre.

NANTES

de notre envoyée spéciale

Maria Lassnig est à peine connue en France, où la seule exposition personnelle qui lui a été consacrée jusqu'ici présentait des œuvres sur papier. C'était en 1995, au centre Georges-Pompidou, l'année de « Féminin-Masculin » où Lassnig avait sa place au chapitre de la récupération des images d'hommes. Avec un *Lao-*

coon féminin, pas très musclé, aux bras rompus dans l'effort, pourtant solide et terriblement présent, comme tout ce que peint l'artiste, à savoir elle-même. Elle-même à travers son être physique et plutôt du dedans, cela depuis plus de quarante ans.

Lassnig a quatre-vingts ans cette année. L'autoportrait en *Laocoon*, qui date de 1976, correspond à sa période new-yorkaise, la plus manifestement réaliste, et peut-être plus évidemment féministe, de son œuvre. On retrouve cet impressionnant tableau dans les salles du FRAC, parmi d'autres autoportraits en situation, choisis parmi les plus crus, les plus classiquement peints, dans la glace, sans grand recours aux déformations, encore que ! Faut-il commencer par là ? Peut-être pas. Mais il ne faut pas manquer l'ensemble, quitte à traverser tout Nantes après la visite du Musée des beaux-arts.

L'exposition du FRAC, plus intime, peut aider à mieux comprendre et les motivations singulières et l'entreprise complexe et peu aimable de l'artiste. Celle-ci épate par son obstination à vouloir peindre l'impossible : des sensations corporelles et non visuelles, des images de proprioception et non de perception, et par sa capacité toujours renouvelée à porter sur elle un regard ironique et sans complaisance.

L'œuvre de Lassnig est tout entière un autoportrait, vécu, éprouvé jusqu'aux fins fonds du corps. Ce qui n'apparaît pas forcément. Les tableaux sont en effet sous l'emprise de formes qui ne correspondent pas aux apparences, mais à la transcription de ce que l'artiste éprouve et n'a pas encore de définition, ni de nom. Elle peint depuis son corps : « *Les points de pression des fesses sur un divan, l'estomac gonflé, le ventre plein ou vide, le carton-pâte des omoplates, la boîte crânienne ouverte sur l'arrière, un visage ramené à des orifices nasaux...* »

Tel tableau peut montrer le raccourci des jambes autour d'un vide central, tel autre sera chargé de couleurs électrisées. Tous cerneront des formes plus ou moins ramassées, étalées, crispées, morcelées, vidées, qui épousent les lignes du corps humain, voire les traits du visage de l'artiste, mais ramollis, comme des anamorphoses, ou des formes animales, quand elles ne combinent pas et l'homme et l'animal. Des formes vives, dépeçées, écorchées. De la barbaque servie sans états d'âme,



« Tierliebe » (Amour pour les animaux), 1998 (200 x 150 cm).

dont la densité juteuse peut faire penser parfois au peintre américain Philip Guston.

Lassnig est restée incomprise longtemps. En Autriche même, ce n'est que depuis une quinzaine d'années qu'elle est vraiment reconnue.

Sans doute fallait-il attendre une autre génération de femmes et leur expression d'une nouvelle conscience du corps pour que l'artiste trouve sa juste place de pionnière. Ses premiers dessins intitulés *Body-Awareness* (Conscience du

corps) ont été réalisés vers 1948-1949.

A Paris, dans les années 50, Lassnig, qui, d'emblée, avait eu besoin de situer son travail dans un au-delà de la perception conventionnelle, a pratiqué l'écriture automatique et s'est

intéressée à l'art informel, en particulier à Fautrier. Après une période « abstraite » où elle a tenté de cerner du non-exprimé en se servant de stricts tracés noirs, la peintre est revenue à la couleur et à plus de spontanéité dans des ébauches de corps, dans des dessins de métamorphoses tenant de la forme humaine et de la mue d'insectes, de l'art fantastique et même, un temps, de l'imagerie de science-fiction. L'étrange figuration de Lassnig est en constante évolution.

Sans doute fallait-il une autre génération de femmes et une nouvelle conscience du corps pour que l'artiste trouve sa juste place

Bien que de caractère rétrospectif, la double exposition de Nantes (qui vient de Vienne) insiste sur l'œuvre depuis le milieu des années 80, moment où l'artiste, qui n'a plus grand-chose à prouver, paraît plus libre dans ses mélanges de perceptions visuelles et de sensations corporelles. Le résultat n'en est pas moins inquiétant : de brochettes d'organes incertains en appendices dentus, le jeu des formes nous promène dans une vision de la vie coincée entre le robot aveugle et l'animal écorché. Quand, féroce et ironique envers elle-même, Lassnig ne peint pas ce qu'elle appelle ses « tableaux drastiques », dans lesquels elle a recours au réalisme de l'image pour balancer ses « illusions d'un mariage raté » ou de « maternité ratée ».

A propos du journal qu'elle tient depuis l'âge de vingt-quatre ans, Lassnig dit qu'elle ne note que les choses qui ont pris corps en elle. Il en va de même de sa peinture. Mais est-ce pour cela qu'elle nous arrête ? L'œuvre touche par un réalisme de la chair qui est inédit parce que sans effets de mise en scène (le contraire même d'un Bacon), mais à traits de couleurs convaincants. Maria Lassnig peint ferme, remarquablement. Encore aujourd'hui, surtout aujourd'hui.

Geneviève Breerette

L'Été photographique à Lectoure, entre maniérisme et quotidien

L'ÉTÉ PHOTOGRAPHIQUE, 32700 Lectoure. Tél. : 05-62-68-83-72. Du lundi au samedi de 14 à 19 heures, le dimanche de 15 à 19 heures. Entrée : 35 F. Jusqu'au 29 août pour les expositions personnelles, jusqu'au 26 septembre pour L'Effet film.

LECTOURE (Gers)

de notre envoyé spécial

Le génie particulier de Lectoure, écrit Renaud Camus dans *Le Département du Gers*, serait « fait de classicisme altier un peu roide, égayé toutefois par la blancheur de la pierre et sa porosité à la lumière ». Cette beauté, autant celle des bâtiments que celle du paysage, incite

Dix ans d'expositions et de parcours

Depuis 1990, sous la direction de François Saint-Pierre, l'Été photographique s'est développé jusqu'à devenir l'une des manifestations importantes de l'actualité photographique estivale – et cela sans les moyens qui sont ceux d'Arles et de Perpignan. La formule est celle d'un parcours dans la ville. Un seul lieu, le Centre de photographie, possède des salles d'exposition et accueille des manifestations toute l'année. Les autres expositions ont lieu dans un réfectoire de couvent, dans des salles de classe, à l'École de musique, partout où cela est possible. De là un air d'improvisation qui s'accorde à la jeunesse de la plupart des exposants : Lectoure se veut un lieu d'expérimentation. Quant au financement de l'Été, il réunit des subventions de la ville, du conseil général du Gers, du conseil régional Midi-Pyrénées ainsi que des ministères de la culture et de l'agriculture.

à la sérénité et, dans certains cas, à la mansuétude. Elle peut faire oublier la légèreté de plusieurs des expositions qui composent la dixième version de l'Été photographique de Lectoure, précisément parce que c'est à Lectoure qu'elles se tiennent, en différents points de la cité, et qu'il faut, pour les visiter, suivre un itinéraire délicieux. L'offre des surprises, des vues sur la vallée et une façade ornée de clarinettes stylisées en pierre.

On s'arrête dans une école primaire où la directrice arrose ses boutures alignées à l'ombre, ou dans une petite maison prise dans le vieux rempart, ou dans un jardin sous les marronniers. Là sont les expositions, une collective et six

personnelles. Celles-ci d'ampleur très inégale, des quelques images de Virginie Restain aux 470 tirages de Bohdan Holomicsek.

La collective s'appelle *L'Effet film* et traite des relations du photographique et du cinématographique. Excellent sujet pour un livre ; en faire une exposition est plus difficile. Si construite soit celle qu'a conçue Philippe Dubois, elle ne peut que désigner des questions et esquisser une typologie dont l'auteur écrit prudemment qu'elle « n'a rien d'étanche ». S'il n'a pas pu auparavant le livret qui explique l'accrochage, le visiteur a quelque peine à en deviner la logique. Il lui reste à aller d'une œuvre à l'autre, des montages allégoriques d'Alain Fleischer aux clichés de drive-in nocturnes d'Hiroshi Sugimoto, non moins allégoriques mais autrement.

D'autres travaux – photos à partir de films ou films à partir de photos – sont moins convaincants parce qu'ils reposent sur une idée unique ou sur une astuce, poussée à fond, répétée jusqu'au système. Emmanuel Carlier, Jean-Louis Gonnet, Jeff Guess ou Christian Lebrat sont dans ce cas, d'une expérimentation trop technicienne. Eric Rondepierre s'en échappe dans la mesure où il ressuscite un peu des mythologies du premier cinéma hollywoodien.

Trop technicienne. L'observation vaut encore pour plusieurs des expositions particulières, quand le comment prend le pas sur le pourquoi. Florence Carbonne projette dans le noir des variations sur la perspective, géométriques, méthodiquement calculées. Xavier Lucchesi radiographie non moins méthodiquement les objets – qu'ils viennent de Russie n'y change rien et accroît assez peu l'intérêt du procédé. Anthony Busi photographie un site et présente ses tirages sur une petite maison qu'il place à l'endroit où il s'était posté pour faire ces images : ce n'est guère plus qu'un artifice distrayant.

Camille Vivier et Virginie Restain affirment à l'inverse nettement le prix qu'elles accordent à leur sujet : la vie quotidienne pour la première, le passage du temps pour la seconde.

HOLOMICEK, INVENTAIRE TCHÈQUE

Vivier procède par diptyques, cherchant et trouvant parfois une simplicité neutre et l'impassibilité qui arrête le regard. Restain réunit de grands portraits légèrement tremblés d'une vieille dame et des anamorphoses. On y voit les reflets d'un corps nu, celui de l'artiste elle-même sans doute, déformés par les courbes d'une louche et de grandes

cuillers. Hommage insistant à Kertész, mais que son érotisme sauve du pastiche.

La grande suite d'Holomicsek n'a que peu de rapports avec ses travaux d'artiste d'entre trente et quarante ans. Depuis les années 70, il photographie la vie à Prague et en Bohême. Il a commencé au temps de la Tchécoslovaquie communiste et continue, ayant pu troquer son emploi d'ouvrier électricien contre un statut de photographe. Son œuvre relève de la chronique, de l'inventaire, de l'album de famille, de la sociologie et de l'autobiographie. Dans une présentation délibérément pléthorique, les moments historiques côtoient le plus trivial et les hommes célèbres les mariages d'inconnus à la campagne. Un seul parti pris, celui d'une prise de vue très dense, bourrée de visages, de corps, d'objets, de morceaux de paysage, de détails innombrables.

Il arrive que la saturation menace et fasse obstacle à la compréhension. Il arrive aussi qu'Holomicsek trouve dans le réel des compositions où le réalisme s'épure. Ainsi de trois visages au ras de l'eau, deux baigneuses et un baigneur le long d'une diagonale, le genre d'image qui se fixe dans la mémoire pour longtemps.

Philippe Dagen

Musique au Carrousel du Louvre



Du 23 au 27 août 1999 à 19 h 30

23/08 / P. Dechorgnat / Quatuor Henschel

Renseignements au 01 43 16 48 38

Le Carrousel du Louvre - 99, rue de Rivoli Paris 1^{er}

Bernard Subert, une certaine idée de l'ouverture musicale

Le clarinettiste breton renoue avec le chant, dans une création en solo, au festival De bouche à oreille à Parthenay

ON L'A ENTENDU dans le Quintette de clarinettes au côté d'Erik Marchand, avec les groupes Perlinpinpin Folc et Cabestan, dans La Compagnie chez Bousca, avec l'Espagnole Equidad Bares et le Breton Arnaud Maisonneuve. Il se produit aujourd'hui avec Thierry Robin, avec le groupe Ténarèze, parfois avec Denez Prigent. Difficile d'éviter Bernard Subert dans le vaste monde des musiques traditionnelles. Il a été programmeur pendant plusieurs années sur deux festivals-clés : Les Tombées de la nuit, à Rennes (de 1985 à 1993), et De bouche à oreille, à Parthenay (de 1993 à 1996). « *C'est bien de se retrouver parfois de l'autre côté de la barrière*, affirme-t-il. *Cela apprend beaucoup de choses.* »

Etre programmeur de festival, quand on est musicien, ce n'est pas nécessairement caser les copains, « *c'est faire avancer la machine à son rythme et avec ses envies* », susciter, encourager des créations. Lorsque le travail et les tournées avec Thierry Robin ont trop grignoté son emploi du temps, il a laissé tomber sa casquette de programmeur, tout en sachant qu'un jour il la remettrait.

Cette année, Bernard Subert a réalisé un « *rêve de gosse* » : il a joué avec un ensemble de musiciens irlandais en Bretagne.

« *J'étais fou de musique irlandaise quand j'étais ado et j'ai toujours pensé que cette musique pouvait se jouer à la clarinette, alors que traditionnellement elle n'est pas du tout faite pour.* » La clarinette, il avait autour de dix ans quand il s'y est mis, à peu près en même temps qu'à la bombarde. L'école de musique et le bagad de Dinan, dans les Côtes-d'Armor, ont été ses premiers terrains d'apprentissage. Les festou-noz aussi, qu'il a fréquentés assidûment tout en étant inscrit à l'école des beaux-arts de Rennes, lorsqu'il préparait un BEP d'électromécanicien ou travaillait chez un lithographe.

S'il s'est un temps impliqué dans la reconnaissance de la musique de haute Bretagne, collectant et apprenant auprès des anciens, s'il a participé à *L'Anthologie des chants de marins*, publiée par *Le Chasse-Marée*, aujourd'hui ce côté militant n'est plus tout à fait à l'ordre du jour chez lui : « *Je sors de plus en plus de la musique bretonne.* »

CRÉATION EN SOLO

S'engager dans « *une opération de variétés* » l'exciterait terriblement. « *J'aurais bien aimé être dans l'orchestre de Dan Ar Braz aux Victoires de la musique, ou avoir participé au défilé de Jean-Paul Goudé en 1989. J'ai un jour été*



Bernard Subert : « *Je sors de plus en plus de la musique bretonne.* »

contacté pour faire un coup de pouët-pouët de clarinette avec Arthur H. Mais, comme je n'avais que deux jours pour préparer le truc et que je ne sais pratiquement pas lire la musique, j'ai renoncé. »

Sortir de la musique bretonne, ça ne veut pas dire renoncer à la musique bretonne. A Parthenay, le 19 août, pour sa création en solo, Bernard Subert va retrouver le chant traditionnel gallo. « *L'envie de recommencer à chanter me titillait... Je me suis naturellement tourné vers le répertoire que je connais le mieux, celui qui me touche le plus, le répertoire de haute Bretagne, du pays gallo.* » Celui pour lequel, chaque année à Redon depuis 1975, Jean-Bernard Vighetti, directeur des Tombées de la nuit, organise un concours, la Bogue d'or.

SORTIR

PARIS

L'Étrange Festival

L'Étrange Festival, qui en est à sa septième édition, continue de flatter une forme déviante de cinéphilie mais permet surtout d'authentiques découvertes ou redécouvertes. La programmation de cette année oscille entre invitation(s) au(x) voyages(s), plongées dans les abysses de la sexualité et travellings sur les pages gorgées de sang de notre histoire. Outre trois thèmes aux énoncés outrageants (« amour bestial », « savants fous » et « troisième sexe »), cette édition propose trois nuits blanches sulfureuses et cruelles et deux hommages consacrés aux réalisateurs Shinya Tsukamoto (Japon) et José Mojica Marins (Brésil). En ouverture, *Wisdom of Crocodiles*, un film inédit de Leong PoChih (Grande-Bretagne, 1998), dont le personnage principal ne peut se repaître du sang de ses victimes que si elles tombent amoureuses de lui...

Forum des images, 2, Grande Galerie, Nouveau Forum des Halles, porte Saint-Eustache, Paris 1^{re}. M^e Les Halles. Du 18 au 31 août. Tél. : 01-44-76-62-00. De 20 F à 40 F chaque séance ; 120 F (5 films) ; de 50 F à 80 F les nuits.

AURILLAC (Cantal)

Festival international de théâtre de rue

Huit pays (Allemagne, Espagne,

Canada, Mali, Pologne, Chili, Belgique, France) sont représentés au 14^e Festival international de théâtre de rue Eclat d'Aurillac, du 18 au 21 août.

Deux compagnies sont en résidence : Le SAMU (France) avec *L'Armée du SAMU*, un spectacle écrit en collaboration avec Véronique Deronzier, et Kumulus (France) avec *Tout va bien*, un spectacle essentiellement gestuel, sonore et musical.

Le Teatro del Silencio (Chili), qui s'installe pour trois ans à Aurillac, présente *Alice Underground*, une création de cirque-théâtre, inspirée de Lewis Carroll.

Sont également attendus le metteur en scène, chorégraphe et performer Angie Hiesl (Allemagne), La Fura dels Baus (Espagne), l'EnsembleSauvagePublic et les Voix du caméléon (Canada, Mali, France), Scena Plastyczna Kul (Pologne), Victoria & Kung Fu (Belgique) ainsi que neuf compagnies françaises. Parallèlement, la manifestation accueille des compagnies de passage qui font de cet événement un moment exceptionnel de création, de recherche et de diffusion artistique.

Bureau du Festival, centre Pierre-Mendès-France, 37, rue des Carmes, 15000 Aurillac. Tél. : 04-71-45-47-47/46. www.aurillac.net

GUIDE

REPRISES CINÉMA

Badlands (*)
de Terrence Malick, avec Martin Sheen, Sissy Spacek. Américain, 1974 (1 h 35).

Grand Action, Paris 5^e (01-43-29-44-40) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60).

Bonnie and Clyde
d'Arthur Penn, avec Warren Beatty, Faye Dunaway. Américain, 1967, copie neuve (1 h 25).

Action Ecoles, Paris 5^e (01-43-29-79-89).

L'Idiot
d'Akira Kurosawa, avec Toshiro Mifune, Masayuki Mori. Japonais, 1951, noir et blanc, copie neuve (2 h 45).

Studio des Ursulines, Paris 5^e (01-43-26-19-09).

Cape Fear
de Jack Lee-Thompson, avec Gregory Peck, Robert Mitchum, Polly Bergen. Américain, 1962, noir et blanc (1 h 45). Action Christine, Paris 6^e (01-43-29-11-30).

Du riffi chez les hommes
de Jules Dassin, avec Jean Servais, Carl Möhner, Robert Manuel. Français, 1954, noir et blanc (1 h 56).

MK2 Beaubourg, Paris 3^e ; L'Arlequin, 6^e (01-45-44-28-80).

La Panthère rose
de Blake Edwards, avec Peter Sellers, David Niven, Robert Wagner. Américain, 1964 (1 h 54).

Le Quartier latin, Paris 5^e (01-43-26-84-65).

Piravi
de Shaji N. Karun, avec Premji, Archana. Indien, 1988 (1 h 50).

Racine Odéon, Paris 6^e (01-43-26-19-68) ; Les 7 Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20).

Quand l'inspecteur s'emmêle
de Blake Edwards, avec Peter Sellers, Elke Sommer, George Sanders. Britannique, 1964 (1 h 41).

Le Quartier latin, Paris 5^e (01-43-26-84-65).

Rashomon
d'Akira Kurosawa, avec Toshiro Mifune, Masayuki Mori. Japonais, 1950, noir et blanc (1 h 30). Studio des Ursulines, Paris 5^e (01-43-26-19-09).

To Be Or Not To Be
de Ernst Lubitsch, avec Carole Lombard, Jack Benny, Robert Stack. Américain, 1942, noir et blanc (1 h 40).

Reffet Médicis, salle Louis-Jouvet, Paris 5^e (01-43-54-42-34).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.

FESTIVALS CINÉMA

Humphrey Bogart
African Queen (John Huston, 1951) : le 17, à 18 h, 20 h, 22 h.

Action Christine, 4, rue Christine, Paris 6^e. M^e Odéon. Tél. : 01-43-29-11-30.

Cinéma en plein air
Une histoire immortelle (Orson Welles, 1966) : le 17, à 22 h.

Prairie du triangle du parc de la Villette, Paris 19^e. M^e Porte de Pantin. Tél. : 01-40-03-76-92. Location transat : 40 F.

Cinquante ans de cinéma brésilien
Le Dieu noir et le Diable blond (Glauber Rocha, 1963) : le 17, à 19 h 45 ; *Pixote, la loi du plus faible* (Hector Babenco, 1980) : le 17, à 22 h 15.

Les Trois Luxembourg, 67, rue Monsieur-le-Prince, Paris 6^e. M^e Odéon. Tél. : 01-46-33-97-77.

Carl Theodor Dreyer
Gertrud (1964) : le 17, à 22 h 15 ; *Ordet* (1955) : le 17, à 18 h 10 ; *Jour de colère* (1943) : le 17, à 20 h 30.

Espace Saint-Michel, 7, place Saint-Michel, Paris 5^e. M^e Saint-Michel. Tél. : 01-44-07-20-49.

On n'échappe pas à ses racines. Ni à ses amitiés. Il s'est déjà produit une dizaine de fois à Parthenay et y revient encore cette année, parce que c'est, dit-il, « *l'un des festivals des plus intéressants parmi ceux - rares - qui touchent à la musique traditionnelle française de création* », encore peu prise en compte dans les rendez-vous festivaux consacrés aux musiques du monde, même si elle apparaît timidement dans les programmations depuis quelques années.

Patrick Labesse

★ **Le 19 août à 17 heures (également au programme : Cap-Nègre, au théâtre du Palais des congrès de Parthenay (Deux-Sèvres), dans le cadre du festival De bouche à oreille. Rens. tél. : 05-49-94-90-70.**

Nagisa Oshima tourne « Tabou », l'amour chez les samourais

L'auteur de « L'Empire des sens » réalise son premier film depuis « Max mon amour », il y a treize ans

TOKYO

correspondance

Un chemin de terre qui serpente au milieu de quelques arbustes. Des nappes de brouillard qui flottent au-dessus des herbes. Un ruisseau bordé de buissons épars. La lumière est bleutée, ce pourrait être l'aube. Penché sur son fauteuil en contrebas du plateau, vêtu d'une chemise de soie jaune, Nagisa Oshima scrute l'écran du moniteur vidéo.

Satisfait, il s'agrippe à l'accoudeur et crie de toutes ses forces, le visage déformé par deux longs hurlements. Il signale ainsi le début de chaque prise, faisant penser au *ki-ai*, le cri par lequel les combattants de kendo libèrent l'énergie accumulée. Deux samourais surgissent du fond du studio, descendent le chemin de terre vers la caméra. Le premier se retourne, engage le combat. Son partenaire lance : « *Sozaburo, tu m'as trahi* », esquive puis attaque à son tour. La lutte les fait tournoyer au bas d'un ravin jusqu'à ce que, garde contre garde, l'un semble prendre l'avantage.

Deux essais et une prise suffisent. L'équipe s'active pour prépa-

NOUVEAU FILM

C'EST PAS MON JOUR

■ Un Américain banlieusard, truant retiré des affaires, voit son passé resurgir violemment sous la forme d'un de ses anciens amis, d'une valise de drogue et d'un magot de 2 millions de dollars. En une journée se succèdent dans le pavillon du héros, malfrat jamaïcain, hétéaire en minirobe, plouc armé d'un chalumeau et d'une scie circulaire, flic véreux (apparition monstrueuse de Mickey Rourke). Les heures passent, les visiteurs se succèdent, le sang coule à flot, les cadavres s'entassent. *C'est pas mon jour* est un thriller humoristique oscillant entre les bons sentiments et une vulgarité par moments sidérante, entre la trivialité des situations et une narration sophistiquée. Cet art adolescent, pratiqué aujourd'hui par de nombreux jeunes cinéastes américains est-il cynique ou incurablement naïf ?

Jean-François Rauger

Film américain de Skip Woods. Avec Thomas Jane, Aaron, Eckhardt, Paulina Porizkova. (1 h 30)

rer le plan suivant, une attaque au sabre au-dessus de l'objectif de la caméra de Toyomichi Kurita. Un maître d'armes montre le mouvement à l'acteur, qui s'exécute en poussant un cri. Ce n'est pas tout à fait un *chambara* (film de samourais) comme les autres qui se tourne dans ces studios de la Shochiku à Kyoto, qui ont servi de décor à tant de duels au sabre, mais le vingt-sixième film de Nagisa Oshima, *Gohatto* (Tabou).

L'événement fait date : le réalisateur de *L'Empire des sens*, âgé aujourd'hui de soixante-sept ans, n'a pas tourné de long métrage depuis treize ans (*Max mon amour*, en 1986, suivi toutefois par deux documentaires) et s'attaque cette fois aux désirs et aux passions homosexuels dans un clan de samourais. C'est aussi le cinquième film depuis *L'Empire des sens* à voir le jour grâce à des financements étrangers, puisque le Studio Canal+ est présent à hauteur de 50 % dans un budget d'une quarantaine de millions de francs. Le reste du financement provient de la propre maison de production d'Oshima et de la Shochiku, dont Oshima, qui en fut le salarié à ses débuts, finit par claquer la porte au début des années 60 pour construire en toute indépendance l'une des œuvres les plus iconoclastes du cinéma japonais d'après guerre.

TROIS ANS DE CONVALESCENCE

Après l'échec d'un projet de film aux Etats-Unis autour de la rencontre des acteurs mythiques Sesshu Hayakawa et Rudolph Valentin, Nagisa Oshima s'était attelé à l'écriture du scénario de *Gohatto* à partir d'un roman de Ryotaro Shiba, avant qu'une attaque cérébrale ne le terrasse à l'aéroport londonien d'Heathrow en 1996. Il lui aura fallu trois ans de convalescence avant que la production du film se mette sur pied. « *Je suis enfin sorti du tunnel* », déclarait il y a quelques semaines un Oshima aux anges d'avoir retrouvé l'ambiance du tournage. Actuellement au montage, le film, dont la musique sera composée par Ryuichi Sakamoto, devrait sortir en décembre au Japon et à toutes les chances d'être projeté à Cannes.

Le *gohatto* (tabou) qui donne son titre au film, renvoie au code de conduite très strict observé dans les rangs du *shinsen gumi*, une milice d'élite chargée de protéger le

shogun et de briser l'opposition au régime en 1865, à la veille de la restauration Meiji et de l'ouverture du Japon à l'Occident. L'arrivée d'une nouvelle recrue jette le trouble dans ce microcosme où la moindre faute est punie de mort : le jeune et beau Sozaburo, joué par un jeune acteur de seize ans, Ryuhei Matsuda, est courtsé par plusieurs membres du groupe. Il se livre à un jeu de séduction et de mort qui déstabilise par son ambiguïté les plus endurcis, le lieutenant Hijikata (Takeshi Kitano, révélé au cinéma dans *Furyo*) et son bras droit Okita (Shinji Takeda, l'acteur de *Tokyo Eyes*). Ceux-ci doivent agir en conséquence.

TRANSGRESSIONS FATALES

L'homosexualité, qui était déjà le moteur dramatique de *Furyo* (1982), où le chef japonais d'un camp de prisonniers (Ryuichi Sakamoto) tombe amoureux d'un détenu britannique (David Bowie), est ici acceptée : les samourais en parlent ouvertement et ne la condamnent pas. Mais elle devient taboue dans la mesure où elle dévie les protagonistes de leur mission et les pousse à enfreindre le

TROIS QUESTIONS À...

NAGISA OSHIMA

1 Dix-sept ans après *Furyo*, qui traitait déjà de l'homosexualité, qu'est-ce qui vous a poussé à vous intéresser pour votre nouveau film à la milice *shinsen gumi* et à ses tabous ?

Le groupe du *shinsen gumi*, qui est le thème de mon film, a existé il y a plus de cent ans, mais n'a été actif que pendant sept ans. Malgré cela, le *shinsen gumi* est très connu au Japon, même de nos jours. Il y a beaucoup de livres qui le prennent comme thème, des feuilletons télévisés et des films. Ce groupe avait été formé à l'origine dans le seul but de tuer. Il y a donc un état de tension très forte. J'étais intéressé par le fait que cette tension pouvait déclencher un certain érotisme.

2 Le tournage s'est achevé en juillet. Où en est le montage ?

Pour être honnête, je considère que le montage est quasiment terminé avec le tournage. Je tourne de façon qu'il ne soit pas néces-

saire de monter. En fait, c'est parce que je suis paresseux. Et puis, quand j'ai commencé à tourner, on avait vraiment peu de moyens dans le cinéma japonais. J'ai appris à ne rien tourner de superflu. Tout cela est donc pris en considération dans le scénario.

« *Ce n'est pas tant le tabou qui me fascine mais l'érotisme qui lui est attaché. Tant qu'il y a des tabous, les hommes chercheront à les enfreindre* », explique Nagisa Oshima. A travers quasiment toute son œuvre, le cinéaste a mis en scène des personnages qui iront au bout d'une pulsion de transgression et de défi quelquefois fatale : de la fuite en avant du jeune couple des *Contes cruels de la jeunesse* au calvaire des amoureux criminels de *L'Empire de la passion*, en passant par les brûlots politiques que furent *Nuit et brouillard* au Japon, *La Cérémonie* ou encore *La Pendaison*.

Volontiers novateur à ses débuts dans ses formes d'expression cinématographique, Nagisa Oshima devra prouver qu'il n'a rien perdu de sa créativité et de son indépendance d'esprit. La qualité de la distribution (qui était déjà le point fort de *Furyo*) et l'enthousiasme communicatif d'un réalisateur « revenu des morts » autorisent tous les espoirs.

B. Pe.

saire de monter. En fait, c'est parce que je suis paresseux. Et puis, quand j'ai commencé à tourner, on avait vraiment peu de moyens dans le cinéma japonais. J'ai appris à ne rien tourner de superflu. Tout cela est donc pris en considération dans le scénario.

3 Comment avez-vous travaillé avec les acteurs : répété-vous avec eux, beaucoup ? Les laissez-vous libres ?

J'étais content de voir mon équipe travailler si bien. En général je suis satisfait à 90 %, donc dans 10 % des cas, les acteurs font des erreurs. Je leur dis alors de faire autrement. En fait, je ne dirige jamais de répétition. Je n'aime pas ça. Je ne veux pas que les acteurs perdent ce qu'ils ont de naturel en eux. C'est pour cela aussi que certains font des erreurs. Mais je suis très satisfait. Avant, je devais faire avec des acteurs que je n'avais pas choisis. Cela n'arrive plus maintenant, je fais tous les choix moi-même.

Propos recueillis par Brice Pedroletti

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.30 Nehru, une certaine idée
de l'Inde. Invités : Marc Gaborieau ; Charles Hartogge ; Son Excellence Kanwal Sibal ; Jacques Pouchepadass ; Max Jean Zins. **Forum Planète**

23.20 Le Secret du Loch Ness.
Invités : Alicia Barclay ; Benoît Grison ; Michel Meurger ; Joann Sfar ; Bernard Vandermersch. **Forum Planète**

MAGAZINES

20.10 Le Talk Show. LCI

21.00 Le Gai Savoir.
Des mots pour rire. Avec Guy Bedos, Laurent Gerra, Fellag, Jamel Debbouze. **Paris Première**

21.05 Temps présent.
Album de famille. **TV 5**

22.25 Inédits.
Profession charcutier. **RTBF 1**

22.30 Sud. Les Corsets à Marseille. Les enfants de Zizou. L'eau de Marseille. Les «petits rats» de l'École de danse. Vue sur les Docs. Kosmic Associés. **TMC**

0.25 Un siècle d'écrivains.
Robert Walser. **France 3**

DOCUMENTAIRES

19.10 Gilbert et George. [1/2]. **Planète**

19.25 La Bible d'Amiens. **Odyssee**

20.15 La Vie en feuilleton.
On a marché sur l'Atlas [2/4]. **Arte**

20.30 Pour l'amour de l'Inde. **Forum Planète**

20.35 Les Derniers Mois
d'Anne Frank. **Planète**

20.35 Le Monde des chevaux. [12/13]. **Odyssee**

20.45 La Vie en face. La Russie secrète. L'armée oubliée. **Arte**

20.45 Les Empereurs romains. [4/6]. Hadrien. **Histoire**

20.45 Maestro. [3/5]. Le XVIII^e siècle à Venise. **Mezzo**

21.35 Comedia. L'Homme de passage. Klaus Michael Grüber. **Arte**

21.45 Egon Bahr et Philippe Delmas. L'avenir de la guerre. **Histoire**

21.50 Entre ciel et terre. **Planète**

21.55 Boîtes noires. Les défaillances mécaniques. **13^{ème} RUE**

21.55 Sainte Thérèse au carmel. **Odyssee**

22.30 Le Monstre du Loch Ness. **Forum Planète**

23.00 La Séiche géante d'Australie. **Odyssee**

23.25 Intégrales coulisses. Alex Métayer : Famille, je vous haime. **France 3**

MUSIQUE

20.59 Soirée Solti. **Muzzik**

21.40 Les Quatre Saisons, de Vivaldi. Par l'Ensemble I Musici. **Mezzo**

22.35 Lounis Aït Menguellet. Raconte-moi une histoire. **Muzzik**

22.45 Turandot. Opéra de Puccini. Par l'Orchestre des Arènes de Vérone, dir. Maurizio Arena. **Mezzo**

0.45 Jazz Greats 2. Montreux 1992. Avec Herbie Hancock ; le Newport All Stars ; le Holly Cole Trio ; Kirsten Gustafson ; Stéphane Grappelli ; Jimmy McGriff ; Jimmy Smith. Et avec le Louis Bellson's Swing America Big Band. **Muzzik**

TÉLÉFILMS

20.30 Le bonheur est un mensonge. Patrick Dewolf. **Festival**

20.35 Voyage vers un monde perdu. Boë Keen. **Canal +**

22.10 La Fête des pères. Jean-Daniel Verhaeghe. **Festival**

22.15 L'Eté 36. Yves Robert [2/2]. **TV 5**

22.50 L'Envers du tableau. Steven Spielberg, Boris Sagal et Barry Shear. **13^{ème} RUE**

SÉRIES

20.45 Code Quantum. Le couloir de la mort. **Série Club**

20.50 Ally McBeal. Surprise, surprise. Branle-bas de combat. **RTBF 1**

20.55 La Vie à cinq. Etat d'urgence. **Téva**

22.10 De la Terre à la Lune. A perte de vue. **Canal +**

22.20 Meurtre en exclusivité. **Série Club**

22.25 Father Ted. Cigarettes, alcool et patinage (v.o.). **Canal Jimmy**

22.30 Millennium. Yaponchik. **TSR**

22.55 Star Trek, la nouvelle génération. Emergence (v.o.). **Canal Jimmy**

23.45 Star Trek, Deep Space Nine. Le collaborateur (v.o.). **Canal Jimmy**

FILMS

17.55 Courage, fuyons ■■
Yves Robert (France, 1979, 95 min) **Cinétoile**

19.25 Les Liens du souvenir ■
Diane Keaton (Etats-Unis, 1995, 95 min) **Cinestar 2**

20.30 Le Père Lampion ■
Christian-Jaque (France, 1934, N., 100 min) **Ciné Classics**

20.30 L'homme qui en savait trop ■■
Alfred Hitchcock (EU, 1956, 120 min) **Ciné Cinéma 2**

21.00 Le Voyageur de la Toussaint ■■
Louis Daquin (France, 1942, N., 100 min) **Cinétoile**



22.10 L'Aurore ■■■
Friedrich Wilhelm Murnau. Avec George O'Brien, Janet Gaynor (EU, 1927, N., v.o., muet, 95 min) **Ciné Classics**

22.10 Les Feux de l'enfer ■■
Andrew V. McLaglen (EU, 1968, v.o., 120 min) **Ciné Cinéma 3**

22.20 La Bible de néon ■■
Terence Davies (GB-EU, 1994, 110 min) **Cinestar 1**

22.25 Un après-midi de chien ■■
Sidney Lumet (Etats-Unis, 1975, 125 min) **RTL 9**

22.30 Mes petites amoureuses ■■■
Jean Eustache (France, 1974, 120 min) **Canal + Vert**

22.40 Le Déclin de l'empire américain ■■
Denis Arcand (Canada, 1985, 100 min) **Cinétoile**

23.45 Mon père avait raison ■■
Sacha Guitry (Fr, 1936, N., 100 min) **Ciné Classics**

23.50 L'homme qui en savait trop ■■
Alfred Hitchcock (EU, 1956, 120 min) **Ciné Cinéma 1**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.05 Sous le soleil. **o.**

19.00 Les Dessous de Palm Beach. **o.**

20.00 Journal. **Météo.**

20.50 La Cage aux folles 3.
Film. Georges Lautner. **o.**

22.30 Vas-y Maman ■
Film. Nicole de Buron. **o.**

0.10 Très chasse. Bécasses en France.

FRANCE 2

17.35 et 22.25 Un livre, des livres.

17.40 Kung Fu, la légende continue. **o.**

18.30 Hartley, cœurs à vif. **o.**

19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.

19.20 Qui est qui ?

20.00 Journal. **Météo.**

20.55 L'Année Juliette ■
Film. Philippe Le Guay. **o.**

22.30 La Dernière Marche ■
Film. Tim Robbins. **o.**

0.30 Journal. **Météo.**

0.50 Docteur Markus Merthin.
Seconde tentative. **o.**

FRANCE 3

16.30 C'est l'été.

18.20 Questions pour un champion.

18.55 Le 19-20 de l'information. **Météo.**

20.05 Fa Si La.

20.35 Tout le sport.

20.55 La Carte aux trésors.
Meknès : la ville impériale.

23.00 Météo. **Soir 3.**

23.25 Intégrales coulisses. Alex Métayer : Famille, je vous haime.

0.25 Un siècle d'écrivains.
Robert Walser.

CANAL +

► **En clair jusqu'à 20.35**

18.30 Seinfeld. **o.**

19.00 Best of N.P.A. **Le Zapping.**

20.10 Les Simpson. **o.**

20.35 Voyage vers un monde perdu.
Téléfilm. Bob Keen. **o.**

22.10 De la Terre à la Lune. [8/12]. A perte de vue. **o.**

23.00 Black Dog ■
Film. Kevin Hooks (v.o.). **o.**

0.24 10 secondes et des poussières.
Une jeune femme. **o.**

0.25 Seinfeld. Chacun dans sa bulle. **o.**

0.50 La Première Fois ■
Film. Claude Berri. **o.**

Le Monde TELEVISION

PLANÈTE

19.10 Gilbert et George [1/2]
Depuis leur rencontre à Londres, à la fin des années 60, Gilbert et George, deux artistes homosexuels, disent ne plus faire qu'un et travaillent à une seule et même œuvre qui a commencé avec eux-mêmes en « sculpture vivante ». Cet excellent documentaire en deux parties a été réalisé par Gerald Fox en 1997, l'année de la rétrospective au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

ARTE

20.15 On a marché sur l'Atlas
Onze touristes en randonnée dans l'Atlas marocain, 11 kilomètres par jour, 150 kilomètres en dix jours. Une aventure physique et morale qu'Arnaud Le Goff a suivie avec sa caméra. Le problème est qu'il ne se passe rien entre les personnages. Cet excellent documentaire en deux parties a été réalisé par Gerald Fox en 1997, l'année de la rétrospective au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

MUZZIK

22.35 Raconte-moi une histoire
Yves Billon a filmé le chanteur kabyle Lounis Aït Menguellet en 1997, lors d'un concert à Roubaix, dans le nord de la France. Son film est une suite d'allers et retours entre la salle du Colisée et l'Algérie. Les poèmes et les chants d'Aït Menguellet évoquent l'exil et son spleen, l'attente et les doubts, l'amour et le désamour. Superbes images des montagnes et des gens de Kabylie.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.25 Mossad, état d'alerte permanent.
Invités : Maurice Botbol ; Boaz Bismuth ; Jean Guisnel ; l'amiral Pierre Lacoste ; André Soussan ; Uri Dan (en duplex). **Forum Planète**

23.20 Bonjour Sagan. Invités : Françoise Sagan (en duplex) ; Frédéric Botton ; Bernard Frank ; Jérôme Garcin ; Jean-Claude Lamy. **Forum Planète**

MAGAZINES

13.05 Passe-moi les jumelles.
La Corse, une montagne dans la mer : histoire et traditions. **TV 5**

13.50 La Cinquième rencontre...
Les chercheurs de trésors. Avec Laurent Schmitt. **La Cinquième**

15.10 et 21.10 Science été. **LCI**

16.25 C'est l'été. Beau lieu. Invités : Amanda Lear ; Eddie Barclay ; Driver ; Frank Mickael. **France 3**

16.10 et 20.10 Le Talk Show. **LCI**

17.00 C+ Cléo. **Canal +**

18.00 Stars en stock. Ann-Margret. James Dean. **Paris Première**

20.00 20h Paris Première. **Paris Première**

20.45 Les Mercredis de l'Histoire.
Boy Hero 001 : L'enfant pionnier de l'Union soviétique. **Arte**

21.05 Dunia.
L'or bleu : L'avenir de l'eau. Le Mae Nam Khong ou la mère des eaux. Histoire d'eau. Hout si plou (Ecoute s'il pleut). **TV 5**

22.45 Questions d'histoire.
Les loisirs [2/4]. Invités : André Burguière, Maurice Sartre, Jean Verdon. **Histoire**

DOCUMENTAIRES

17.55 Léon. Henri et Jo. **Planète**

18.30 Maestro. [3/5]. Le XVIII^e siècle à Venise. **Mezzo**

18.50 Cinq colonnes à la une. **Planète**

19.00 La Lune, reine des nuits. **Arte**

19.35 Des choix pour demain. [3/4]. Rompre avec le passé. **Planète**

20.05 Les Mystères du corps humain. Les coulisses du tournage. **TSR**

20.15 La Vie en feuilleton.
On a marché sur l'Atlas [3/4]. **Arte**

20.20 Vietnam : revivre. L'ombre du Yéti. **Odyssee**

20.30 Mossad. [1/2]. Les services secrets israéliens. **Forum Planète**

20.35 Gilbert et George. [1/2]. **Planète**

20.45 Les Camps de concentration nazis. [1/2]. 1933-1943. **Histoire**

20.55 Femmes dans le monde. Guatemala / Salvador. **Téva**

21.40 Juan Carmona. Flamenco. **Mezzo**

21.40 Los Angeles, ville farfelue. **Odyssee**

21.45 Irlande, Irlandes, les racines de la violence. [2/2]. Les alouettes indomptables. **Histoire**

21.50 Musica.
Dietrich Fisher-Dieskau. **Arte**

21.55 Les Derniers Mois
d'Anne Frank. **Planète**

22.00 La France aux mille villages.
Les Pyrénées Orientales. **Téva**

22.15 Haroun Tazieff raconte «sa»
Terre. [5/7]. Les éléments naturels qui façonnent le paysage de la Terre. **TV 5**

22.30 Françoise Sagan. **Forum Planète**

22.45 Un siècle de danse. [2/5]. Du ballet académique au classique abstrait. **Mezzo**

22.50 Pour une chanson d'amour. **France 3**

23.15 Poussières de guerre. [1/2]. Le chant des armes. **TV 5**

23.35 Profil. La Nouvelle Vague par elle-même. **Arte**

23.35 Le Secret
des temples d'Angkor. **TSR**

23.45 Souleymane Cissé. **Ciné Cinéma 1**

23.55 Mémoires d'ex. [2/3]. Suicide au comité central : 1944-1954. **Odyssee**

TÉLÉFILMS

18.15 L'Eté 36. Yves Robert [2/2]. **TV 5**

18.30 Pour l'amour de Thomas. Claude Gagnon. **Téva**

18.45 Belphegor. Claude Barma [1/2]. **Ciné Classics**

20.40 Une femme en enfer. John Lewellyn Moxey. **RTL 9**

20.55 Esprit maléfique. Robert Lewis. **France 3**

22.25 Crash. Lamont Johnson. **o.** **M 6**

22.35 Les Faux Frères. Miguel Courtois. **France 2**

0.20 La Robe de sang. Tobe Hooper. **o.** **13^{ème} RUE**

0.35 La Lucarne. L'Insulte suprême. Charles Burnett. **Arte**

SÉRIES

17.30 Highlander. Au bout du tunnel. **M 6**

18.25 The Sentinel. La faute du père. **M 6**

18.30 Hartley, cœurs à vif. **France 2**

18.30 Galactica. Les jeunes guerriers. **13^{ème} RUE**

19.20 Dharma & Greg. Douches froides. **M 6**

19.50 Happy Days. Chachi a besoin d'une leçon. **Série Club**

20.05 Les Simpson. Pour l'amour de Moe. **o.** **Canal +**

20.10 Zorro. Le sergent voit rouge. **M 6**

20.45 Homicide. Désillusion. Fibre maternelle. **Série Club**

20.55 Vega. Julien. **France 2**

20.55 Les Infirmières. Les Yeux de Virgil. **M 6**

21.00 Star Trek, la nouvelle génération. Emergence. **Canal Jimmy**

21.35 Homicide. **Série Club**

22.25 Brooklyn South. Skel in a Cell (v.o.). **Série Club**

23.15 VR5. Vies parallèles. **Canal Jimmy**

23.30 Damon. The White Guy (v.o.). **Série Club**

0.00 Gun. Les femmes du président (v.o.). **Canal Jimmy**

0.05 Chapeau melon et bottes de cuir. Cœur à cœur. **M 6**

2.15 Father Ted. Cigarettes, alcool et patinage (v.o.). **Canal Jimmy**

SPORTS EN DIRECT

16.45 Cyclisme.
Tour de Burgos. **Pathé Sport**

19.00 Tennis. Tournoi féminin de Toronto (Canada). **Eurosport**

20.35 Football. Match amical. Irlande du Nord - France. **TF 1**

DANSE

21.00 Roméo et Juliette.
Chorégraphie de N. Kassatkiné et Y. Vassiliev. Musique de Prokofiev. Dir. Hugo Käch. **Muzzik**

MUSIQUE

18.00 Piano Greats 2. Montreux 1993. Avec le Al Jarreau Band ; Al Copley ; Monty Alexander ; Joe Sample ; le Chick Corea Quartet ; George Duke ; l'Orchestre de Lille. **Muzzik**

19.00 Mozart en tournée, Vienne. Avec Dezső Ranki, piano et l'Orchestre de chambre anglais, dir. Jeffrey Tate. **Muzzik**

19.25 Les Quatre Saisons, de Vivaldi. Par l'Ensemble I Musici. **Mezzo**

Le Monde TELEVISION

ARTE

21.50 Dietrich Fischer-Dieskau, la voix de l'âme
Filmé par Bruno Monsiegeon en 1995 (l'année de ses soixante-dix ans), le grand baryton allemand se borne à évoquer le passé (il avait mis fin à sa carrière en janvier 1993). Un peu maître d'école comme il l'était, avec une incomparable génie, dans ses interprétations où la moindre syllabe, le moindre soupir étaient chargés de signification.

PLANÈTE

21.55 Les Derniers Mois d'Anne Frank
Willy Lindwer a retrouvé à Amsterdam deux proches d'Anne Frank : sa meilleure amie Lies Goosens et une compatriote déportée avec elle. Un éclairage saisissant sur l'horreur vécue par la jeune fille, avec des images inédites du camp de transit de Westerbork où les juifs hollandais étaient rassemblés avant leur départ pour les camps de la mort.

ARTE

23.35 La Nouvelle Vague par elle-même
Réédité en 1995 dans la collection « Cinéma, de notre temps », ce film de Robert Valey campe les humeurs de la nouvelle vague cru 1964, via Jean-Luc Godard, Claude Chabrol, Jacques Demy, Jean Rouch, Agnès Varda, Georges Franju, François Truffaut, Jacques Rivette... Visages de la jeunesse pour la plupart, mais d'une maturité déjà bien acérée.

FILMS

13.15 L'Aurore ■■■
Friedrich W. Murnau (EU, 1927, N., muet, v.o., 95 min) **Ciné Classics**

13.20 Plus on est de fous ■■
George Stevens (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 105 min) **Cinétoile**

13.30 Métisse ■■
Mathieu Kassovitz (France, 1993, 95 min) **Ciné Cinéma 3**

15.05 Le Train ■■
Pierre Granier-Deferre (France, 1972, 100 min) **Cinétoile**

15.05 Les Feux de l'enfer ■■
Andrew V. McLaglen (Etats-Unis, 1968, v.o., 120 min) **Ciné Cinéma 3**

18.20 Métisse ■■
Mathieu Kassovitz (France, 1993, 95 min) **Ciné Cinéma 1**

18.30 L'homme qui en savait trop ■■
Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1956, v.o., 120 min) **Ciné Cinéma 3**

18.50 Moi Ivan, toi Abraham ■■
Yolande Zauberman (France - Russie, 1993, N., 105 min) **Cinestar 2**

18.55 Histoire de garçons et de filles ■■
Pupi Avati (Italie, 1989, 100 min) **Cinestar 1**

20.30 Le Harpon rouge ■■
Howard Hawks (Etats-Unis, 1932, N., v.o., 80 min) **Ciné Classics**

20.30 Les Feux de l'enfer ■■
Andrew V. McLaglen (Etats-Unis, 1968, 120 min) **Ciné Cinéma 2**



21.00 Harry dans tous ses états ■■
Woody Allen. Avec Woody Allen, Robin Williams (Etats-Unis, 1997, 90 min) **Canal +**

21.25 Escalade à Hollywood ■■
George Sidney (Etats-Unis, 1945, 135 min) **Cinétoile**

22.30 Wild Man Blues ■■
Barbara Kopple (Etats-Unis, 1997, v.o., 105 min) **Canal +**

23.30 La Mousson ■■
Clarence Brown (Etats-Unis, 1939, N., v.o., 105 min) **Ciné Classics**

0.15 Copland ■■
James Mangold (Etats-Unis, 1997, v.o., 98 min) **Canal +**



1.15 Bedlam ■■
Mark Robson. Avec Boris Karloff, Anna Lee (Etats-Unis, 1946, N., v.o., 85 min) **Ciné Classics**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

15.45 Extrême limite. **o.**

16.15 Le Vent de l'aventure. **o.**

17.10 Melrose Place. **o.**

18.00 Sous le soleil. **o.**

19.00 Les Dessous de Palm Beach. **o.**

20.00 Journal. **Boom.** **Météo.**

20.35 Football. Match amical. Irlande du Nord - France.

22.40 Ça vaut le détour.
Emotions fortes.

23.50 Minuit sport.
0.25 TF1 nuit, **Météo.**

FRANCE 2

15.30 Commissaire Lea Sommer. **o.**

16.25 Flic de mon cœur. **o.**

17.15 La Vie de famille. **o.**

17.35 Un livre, des livres.

17.40 Kung Fu. **o.**

18.30 Hartley, cœurs à vif. **o.**

19.15 1 000 enfants vers l'an 2000.

19.20 Qui est qui ?

19.55 et 20.45 Tirage du Loto.

20.00 Journal. **Météo.**

20.55 Vega. Julien. **o.**

22.35 Les Faux Frères.
Téléfilm. Miguel Courtois. **o.**

0.00 Journal. **Météo.**

0.20 Docteur Markus Merthin. **o.**

FRANCE 3

13.35 La Détermination d'une mère.
Téléfilm. Michael Miller. **o.**

15.10 Keno.

15.10 Cagney et Lacey. **o.**

16.00 Hôtel Caraïbes. [3/5].

16.25 C'est l'été. Beau lieu.

18.20 Questions pour un champion.

18.50 Météo des plages.

18.55 Le 19-20 de l'information. **Météo.**

20.05 Fa Si La.

20.35 Tout le sport.

20.55 Esprit maléfique.
Téléfilm. Robert Lewis. **o.**

22.25 Météo. **Soir 3.**

22.50 Pour une chanson d'amour.

0.45 Benny Hill. **o.**

CANAL +

15.25 H. o.

15.45 Blague à part. **o.**

16.10 Rex the Runt. **o.**

16.20 Toonsylvania. **o.**

16.40 Batman 2000. **o.**

